104e ANNÉE
VOL. 104

N° 19
3781

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 13 mai 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, May 13, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
15 JUIN 1972
DU QUÉBEC

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

Action Cycle and Sports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Stanley Kraft, homme d'affaires, Lily Schacter, ménagère, veuve de Charles Kraft, tous deux de 4855, Harvard, app. 5, Montréal, et Richard Karp, officier de relations publiques, 1777, Hartenstein, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer des bicyclettes, articles de sport, vêtements de sport de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Action Cycle and Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1155, Chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720673

Agapolis Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972 constituant en corporation sans capital-actions: Douglas Pilkey, ministre du culte, 835, rue Rockland, Montréal, Raymond-P. Regimbal, 809, rue du Château, Mont-St-Hilaire, Cecil King, 721, 42ème Avenue, Lachine, et William Weaver, 310, Dobie, Mont Royal, ces trois derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Informer et éduquer le public en général sur les problèmes de l'alcoolisme et l'emploi abusif de narcotiques, sous le nom de « Agapolis Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720609

Les aliments Linda inc.
Linda Foods Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Audet, 447, Notre-

Action Cycle and Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Kraft, businessman, Lily Schacter, housewife, widow of Charles Kraft, both of 4855, Harvard, Apt. 5, Montreal, and Richard Karp, public relations officer, 1777, Hartenstein, Saint-Laurent, for the following purposes:

To fabricate and deal in cycles, sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Action Cycle and Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1155 Chemin Chambly, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720673

Agapolis Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Douglas Pilkey, minister, 835 Rockland Road, Montreal, Raymond-P. Regimbal, 809 du Château Street, Mont-Saint-Hilaire, Cecil King, 721, 42nd Avenue, Lachine, and William Weaver. 310 Dobie, Mount Royal, the latter three executives, for the following purposes:

To inform and educate the public in general about the problems of alcohol and drug addiction and related abuses, under the name of "Agapolis Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720609

Les aliments Linda inc.
Linda Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Audet, 447 Notre-Dame,

Dame, Saint-Lambert, Jean-Marie Arsenault, 1360, Terrasse Beaujeu, Longueuil, et Jacques Gauthier, 651, Radisson, Beloeil, tous trois techniciens en alimentation, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'aliments, pâtisseries, épices et victuailles, sous le nom de « Les aliments Linda inc.— Linda Foods Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5775, rue Souligny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 717159

Angela Productions Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Perpignani, vendeur, 4, place Richelieu, app. 201, Frédérico Belmonte, marchand de meubles, et Modestina Belmonte, administrateur, épouse dudit Frédérico Belmonte, ces deux derniers de 132, Boivin, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de marchandises, articles et effets, en faire le commerce, sous le nom de « Angela Productions Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 132, Boivin, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698 717181

Arrimage et service Cartier inc.
Cartier Stevedoring and Services Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Réjean Lapointe, représentant de ventes, 670, Brochu, app. 4, Benoit Vigneault, 104, Cartier, et Jean-Louis Desgagnes, 816, Cartier, ces deux derniers comptables, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de chargement et de déchargement de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Arrimage et service Cartier inc. — Cartier Stevedoring and Services Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720445

St. Lambert, Jean-Marie Arsenault, 1360 Beaujeu Terrace, Longueuil, and Jacques Gauthier, 651 Radisson, Beloeil, all three nutrition technicians, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, pastries, spices and victuals, under the name of "Les aliments Linda inc.— Linda Foods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5775 Souligny Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 717159

Angela Productions Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Perpignani, salesman, 4 Place Richelieu, Apt. 201, Frédérico Belmonte, furniture dealer, and Modestina Belmonte, executive, wife of the said Frédérico Belmonte, the latter two of 132 Boivin, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Angela Productions Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 132 Boivin, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698-o 717181

Arrimage et service Cartier inc.
Cartier Stevedoring and Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Lapointe, sales agent, 670 Brochu, Apt. 4, Benoit Vigneault, 104 Cartier, and Jean-Louis Desgagnes, 816 Cartier, the latter two accountants, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To operate businesses dealing in the loading and unloading of goods of all kinds, under the name of "Arrimage et service Cartier inc. — Cartier Stevedoring and Services Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720445

Arthur Waste Paper Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: René Beaulac, 92, Bazin, Jean-Roch Boivin, 1455, Cap Éternité, tous deux avocats, de Laval, et Françoise Levesque, secrétaire, épouse de Ivan Pinsonnault, 4000, Maisonneuve ouest, Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier et des articles et produits qui font partie du commerce de la papeterie, sous le nom de « Arthur Waste Paper Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, rue Maria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720345

L'Association Canada-Normandie Section de Montréal

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paule Comeau, agent de voyages, fille majeure, 436, 85e Avenue, Laval, Joseph-Adrien Gauthier, fonctionnaire retraité, 1216, boulevard St-Joseph est, app. 2, Montréal, et Lucien-A. Dumais, écrivain, 17067, Vallée, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Dans un but de culture et de rapprochement regrouper tous les membres de Montréal et de la région et planifier les buts développés par le mouvement, sous le nom de « L'Association Canada-Normandie Section de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000.

Le siège social de la corporation est 4689A, rue de la Roche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 716692

Association des amateurs de danse du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Majeau, représentant, 430, Radisson, Yves Pinsonneault, dessinateur, 2994, Duvivier, et Gilles D'Amour, expéditeur, 419, Grant, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Arthur Waste Paper Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Beaulac, 92 Bazin, Jean-Rock Boivin, 1455 Cap Éternité, both lawyers, of Laval, and Françoise Levesque, secretary, wife of Ivan Pinsonnault, 4000 Maisonneuve West, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, supplies and products related to the paper trade, under the name of "Arthur Waste Paper Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 209 Maria Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720345

L'Association Canada-Normandie Section de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paule Comeau, travel agent, spinster, 436, 85th Avenue, Laval, Joseph-Adrien Gauthier, retired public servant, 1216 St. Joseph Boulevard East, Apt. 2, Montreal, and Lucien-A. Dumais, writer, 17067 Vallée, Pierrefonds, for the following purposes:

In order to promote culture and friendship, bring together all the members from Montreal and region, and work towards the achievement of the goals set by the association, under the name of "L'Association Canada-Normandie Section de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000.

The head office of the corporation is at 4689A, de la Roche Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 716692

Association des amateurs de danse du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Majeau, representative, 430 Radisson, Yves Pinsonneault, draughtsman, 2994 Duvivier, and Gilles D'Amour, shipper, 419 Grant, all three of Longueuil, for the following purposes:

Promouvoir la danse sociale comme formule de loisir, pour tous les amateurs de danse au Québec, sous le nom de « Association des amateurs de danse du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720469

Atelier 68 inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jason Ruby, 5669, Edgemore, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, 4725, Bourret, tous deux avocats, et Marc Leiter, avocat, 5609, Randall, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de marchandises, articles et produits, en faire le commerce, sous le nom de « Atelier 68 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 19,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720526

Auto Truck Rustproofing (Montreal) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: David H. Sohmer, avocat, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Tanya Bell, chef de bureau, célibataire, 229, Bishop Power, Lasalle, Marie Ravachol, épouse de Charles Ravachol, 767, Pierre Piché, Boucherville, et Rosalyn Nolan, épouse de John M. Nolan, 324, Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, remorques, motocyclettes et véhicules automobiles de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Auto Truck Rustproofing (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 4,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 45,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

To promote social dancing as a form of recreational activities, for all dancing amateurs of Québec, under the name of "Association des amateurs de danse du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720469

Atelier 68 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jason Ruby, 5669 Edgemore, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, 4725 Bourret, both advocates, and Marc Leiter, lawyer, 5609 Randall, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Atelier 68 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 19,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720526

Auto Truck Rustproofing (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, advocate, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Tanya Bell, officer manager, spinster, 229, Bishop Power, Lasalle, Marie Ravachol, wife of Charles Ravachol, 767 Pierre Piché, boucherville, and Rosalyn Nolan, wife of John M. Nolan, 324, Andras Drive, Dollard-des-Ormeaux, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, trucks, trailers, motorcycles and motor vehicles of every kind and description, under the name of "Auto Truck Rustproofing (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each, 4,500 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 45,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720734

Automobile Orient ltée
Orient Automobile Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Henri Lavoie, 4284, Boyce, Montréal, Roméo Houle, 281, Iberville, tous deux comptables, et André Houle, gérant général, 79, Lemoyne, ces deux derniers de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Automobile Orient ltée — Orient Automobile Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,100 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12230, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720590

Bader Bros. (Québec) Inc.
Bader frères (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, 4460, du Souvenir, Laval, Eric S. Helfield, 5609, avenue Melling, Côte Saint-Luc, Bernard Sivak, 1550, McGregor, app. 601, tous trois avocats, et Gertrude N. Moore, réceptionniste, épouse de Lawrence Moore, 4777, boulevard Rosemont, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils, accessoires photographiques, albums à photos, matériel d'encadrement et autres marchandises et matériel connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Bader Bros. (Québec) Inc.— Bader frères (Québec) inc.», avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, carré Westmount, suite 1247, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720468

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720734

Automobile Orient ltée
Orient Automobile Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Lavoie, 4284 Boyce, Montreal, Roméo Houle, 281 Iberville, both accountants, and André Houle, general manager, 79 Lemoyne, the latter two of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Automobile Orient ltée — Orient Automobile Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,100 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 12230 Sherbrooke Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720590

Bader Bros. (Québec) Inc.
Bader frères (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Capelovitch, 4460 du Souvenir, Laval, Eric S. Helfield, 5609 Melling Avenue, Côte Saint-Luc, Bernard Sivak, 1550 McGregor, Apt. 601, all three lawyers, and Gertrude N. Moore, receptionist, wife of Lawrence Moore, 4777 Rosemont Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in photographic equipment, supplies, photo albums, pciure framing and other merchandise and material related thereto, under the name of "Bader Bros. (Québec) Inc.— Bader frères (Québec) inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no par value and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1 Westmount Square, Suite 1247, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720468

Barban Realties Ltd.
Les immeubles Barban ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Arthur Bronstein, 24, place Holtham, et Raph Lipper, 1550, avenue McGregor, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Barban Realties Ltd.— Les immeubles Barban ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720561

Les bateaux Tur-Bec ltée
Tur-Bec Boats Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Giovanni Molina, administrateur, 8024, Bearn, Saint-Léonard, Maurice-E. Archambault, 379, Elm, Westmount, et Normand-C. Gagnon, 689, Marie-Victorin, Boucherville, ces deux derniers architectes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Les bateaux Tur-Bec ltée — Tur-Bec Boats Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8140, rue Lafrenaie, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720565

Beauchesne & Provencher inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilbert Provencher, contremaître, Pierre Beauchesne, charpentier-menuisier, 7575, boulevard Bécancour, et Jean Villeneuve, notaire, 860, avenue des Pinsons, tous trois de Bécancour, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Beauchesne & Provencher inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Barban Realties Ltd.
Les immeubles Barban ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Arthur Bronstein, 24 Holtham Place, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Barban Realties Ltd.— Les immeubles Barban ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720561

Les bateaux Tur-Bec ltée
Tur-Bec Boats Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giovanni Molina, executive, 8024 Bearn, St. Léonard, Maurice-E. Archambault, 379 Elm, Westmount, and Normand-C. Gagnon, 689 Marie-Victorin, Boucherville, the latter two architects, for the following purposes:

To carry on business as blacksmiths, casters and metal workers, under the name of "Les bateaux Tur-Bec ltée — Tur-Bec Boats Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8140 Lafrenaie Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720565

Beauchesne & Provencher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Provencher, foreman, Pierre Beauchesne, carpenter, 7575 Bécancour Boulevard, and Jean Villeneuve, notary, 860 Des Pinsons Avenue, all three of Bécancour, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Beauchesne & Provencher inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720752

Bécancour Express Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Roland Massicotte, 2640, Barclay, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bécancour Express Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de la valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de la valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Deschaillons, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720758

Bergair inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, et Gilles Londéi, 288, 67e avenue, tous trois avocats, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et comme sous-entrepreneurs en installation de systèmes de ventilation, réfrigération, climatisation de l'air et chauffage, sous le nom de « Bergair inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720376

La Biche Investments Ltd.
Les placements La Biche ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, rue Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, rue Drolet, Montréal et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720752

Bécancour Express Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Roland Massicotte, 2640 Barclay, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Bécancour Express Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Deschaillons, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720758

Bergair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, and Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, all three lawyers, of Laval, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and subcontractors in the installation of ventilation, refrigeration, air conditioning and heating systems, under the name of "Bergair inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720376

La Biche Investments Ltd.
Les placements La Biche ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry Street, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, both of Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet Street, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all four lawyers, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « La Biche Investments Ltd.— Les Placements La Biche ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Suite 923, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720792

Bonturi Pizzeria Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Isabelle Poirier, ménagère, veuve de Jean-Thomas Cloutier, 176, 19e rue, Saint-Georges-de-Beauce, Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 7575, Millet, Saint-Léonard, et Paul-J.R. Durocher, administrateur, 5837, Vendée, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et salles à manger, sous le nom de « Bonturi Pizzeria Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720771

Les Boulangeries Régionales Saguenay-Lac-St-Jean ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1972, autorisant la fusion de « Boulangerie la Brioche inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 mars 1969, et « Boulangerie Goderre limitée », constituée par lettres patentes en date du 11 décembre 1957, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Les Boulangeries Régionales Saguenay-Lac-St-Jean ltée », avec un capital total de $300,000 divisé en 200,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720667

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "La Biche Investments Ltd.— Les Placements La Biche ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine West, Suite 923, Montral, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720792

Bonturi Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isabelle Poirier, housewife, widow of Jean-Thomas Cloutier, 176, 19th Street, St. Georges-de-Beauce, Germaine St-Pierre, secretary, spinster, 7575 Millet, St. Léonard, and Paul-J.-R. Durocher, executive, 5837 Vendée, Montreal North, for the following purposes:

To operate restaurants and dining rooms, under the name of "Bonturi Pizzeria Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720771

Les Boulangeries Régionales Saguenay-Lac-St-Jean ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorizing the amalgamation of "Boulangerie la Brioche inc.", incorporated by letters patent dated March 21, 1969, and "Boulangerie Goderre limitée", incorporated by letters patent dated December 11, 1957, all the aforesaid letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry makers and biscuit manufacturers, under the name of "Les Boulangeries Régionales Saguenay-Lac-St-Jean ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 200,000 common shares of $1 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720667

John A. Buckland ltée
John A. Buckland Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 325, Joliette, app. 910, Longueuil, et Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « John A. Buckland ltée — John A. Buckland Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7021, de la Foire, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720390

John A. Buckland ltée
John A. Buckland Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 325 Joliette, #910, Longueuil, and Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "John A. Buckland ltée — John A. Buckland Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 7021 de la Foire, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720390

Pierre Campeau ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul-André Lafond, 1626, St-Édouard, Plessisville, Pierre Campeau, 3635, Beaumont, Brossard, tous deux commerçants, et Gilles Morin, vendeur, 2165, Marie-Anne, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, fournitures ou équipements pour salon de coiffure pour homme et femme, sous le nom de « Pierre Campeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720705

Pierre Campeau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-André Lafond, 1626 St. Édouard, Plessisville, Pierre Campeau, 3635 Beaumont, Brossard, both merchants, and Gilles Morin, salesman, 2165 Marie-Anne, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, furnishings or equipment for men's and women's hairdressing parlours, under the name of "Pierre Campeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720705

Canadian Conservatory of Music (Mtl.) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Peter Dziuba, professeur de musique, 1279, rue St-Germain, Mervyn N. Rosenstein, 1307, Beauvais, tous deux de Saint-Laurent, Leon Jedeikin, 65, Stratford, Hampstead, tous deux avocats, et Pierre Paquette, gérant de ventes, 2725, Louis Paré, app. 304, Lachine, pour les objets suivants:

Fabriquer des instruments de musique et autres appareils, objets ou articles connexes à la production et à l'exécution de la musique, en faire le commerce, sous le nom de « Canadian Conservatory of Music (Mtl.)

Canadian Conservatory of Music (Mtl.) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Dziuba, music instructor, 1279 St. Germain Street, Mervyn N. Rosenstein, 1307 Beauvais, both of Saint-Laurent, Leon Jedeikin, 65 Stratford, Hampstead, both advocates, and Pierre Paquette, sales manager, 2725 Louis Paré, Apt. 304, Lachine, for the following purposes:

To manufacture and deal in musical instrument, and any other implement, objet or thing connected with production and playing of music, under the name of "Canadian Conservatory of Music (Mtl.) Ltd.", with a

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720197

Centre d'achats de Rivière-du-Loup inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Claude Paradis, vendeur, 240, Fraser, Hubert Bédard, notaire, 40, de la Cour, tous deux de Rivière-du-Loup, et Gilles Paradis, gérant, 459, Michaud, Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Centre d'achats de Rivière-du-Loup inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720687

Centre Utorel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel Brisson, étudiant, 28, Denis, Repentigny, Pothier Ferland, avocat, 735, Wilder, Lise Damant, épouse de John Damant, 1130, Lajoie, #2, tous deux d'Outremont, et Carol Zagury, épouse de Jacques Zagury, 2665, Goyer, #17, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'appareil appelé « oreille électronique Tomatiste », sous le nom de « Centre Utorel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720597

Cercle Élite inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Roland Lefebvre, machiniste, Michel Lefebvre, professeur, tous deux de 1170, Delorimier, Longueuil, et Claude Thibault, commerçant, 543, Lacharité, Lasalle, pour les objets suivants:

total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720197

Centre d'achats de Rivière-du-Loup inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Paradis, salesman, 240 Fraser, Hubert Bédard, notary, 40 de la Cour, both of Rivière-du-Loup, and Gilles Paradis, manager, 459 Michaud, Trois-Pistoles, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Centre d'achats de Rivière-du-Loup inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 25,000 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720687

Centre Utorel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Brisson, student, 28 Denis, Repentigny, Pothier Ferland, lawyer, 735 Wilder, Lise Damant, wife of John Damant, 1130 Lajoie, Apt. 2, both of Outremont, and Carol Zagury, wife of Jacques Zagury, 2665 Goyer, Apt. 17, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in the apparatus called "Tomatiste electronic ear", under the name of "Centre Utorel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720597

Cercle Élite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lefebvre, machinist, Michel Lefebvre, teacher, both of 1170 Delorimier, Longueuil, and Claude Thibault, merchant, 543 Lacharité, Lasalle, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs et aubergistes, sous le nom de « Cercle Élite inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1185, rue Édouard, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 716412

Châteauguay Moving Inc.
Les déménagements Châteauguay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Châteauguay Moving Inc.— Les déménagements Châteauguay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720710

China Commodity Corporation (Canada) Limited
La Corporation de marchandises Chinoises (Canada) limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Louis-Marie Cossette, étudiant stagiaire, 959, Sir Adolphe Routhier, Gilles de Billy, 1090, Moncton, Pierre Beaudoin, 99 est, Grande Allée, tous trois de Québec, Jean-Maurice Cantin, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et Pierre Cantin, 1340, Teillet, Sainte-Foy, ces quatre derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits, marchandises et articles d'utilité de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « China Commodity Corporation (Canada) Limited — La Corporation de marchandises Chinoises (Canada) limitée », avec un capital-actions divisé en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 800, d'Youville, suite 1700, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720510

To carry on business as restaurateurs and innkeepers, under the name of "Cercle Élite inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1185 Édouard Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 716412

Châteauguay Moving Inc.
Les déménagements Châteauguay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Châteauguay Moving Inc.— Les déménagements Châteauguay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720710

China Commodity Corporation (Canada) Limited
La Corporation de marchandises Chinoises (Canada) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Marie Cossette, articling student, 959 Sir Adolphe Routhier, Gilles de Billy, 1090 Moncton, Pierre Beaudoin, 99 Grande Allée East, all three of Québec, Jean-Maurice Cantin, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, and Pierre Cantin, 1340 Teillet, Sainte-Foy, the latter four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, merchandise and commodities of all descriptions, under the name of "China Commodity Corporation (Canada) Limited — La Corporation de marchandises Chinoises (Canada) limitée", with a capital stock divided into 200,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 800 d'Youville, Room 1700, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720510

City Electric Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Albert Patry, 1836, rue Egan, Sam Garellek, 4920, avenue Barclay, app. 2, tous deux de Montréal, et Solly Eichler, 1129, Mill-Hill, Laval, tous trois électriciens, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'électriciens, sous le nom de « City Electric Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720695

Club de motos-neige Asan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Tétreault, vendeur, Laurier Grenon, garagiste, Jean-Claude Girouard, tous trois de Saint-Barnabé, Cyrille Leblanc, Bernard Laramée, tous trois mécaniciens, Théodore Lussier, entrepreneur, tous trois de Saint-Thomas-d'Aquin, Normand Graveline, acheteur, 275, Dieppe, Douville, Noël Ledoux, marchand, 992, Cascades, Robert Darveau, comptable, 2440, Dumesnil, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Claude Germain, infirmier, 6537, Chauvin, Montréal, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club social et sportif et promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de motos-neige Asan inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Barnabé, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720353

Comtois Sports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Comtois, commerçant, 86, Brunelle, Beloeil, Armand-R. Lemaire, administrateur, 8960, D'Aillon, Saint-Léonard, et Jean-Louis Vinet, comptable, 5522, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, autos-neige, motocyclettes, bicyclettes, moteurs, machines et tous leurs accessoires

City Electric Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Patry, 1836 Egan Street, Sam Garellek, 4920 Barclay Avenue, Apt. 2, both of Montreal, and Solly Eichler, 1129 Mill-Hill, Laval, all three electricians, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "City Electric Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720695

Club de motos-neige Asan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Germain Tétreault, salesman, Laurier Grenon, garage-keeper, Jean-Claude Girouard, all three of St. Barnabé, Cyrille Leblanc, Bernard Laramée, all three mechanics, Théodore Lussier, contractor, all three of St. Thomas d'Aquin, Normand Graveline, buyer, 275 Dieppe, Douville, Noël Ledoux, merchant, 992 Cascades, Robert Darveau, accountant, 2440 Dumesnil, both of St. Hyacinthe, and Claude Germain, male nurse, 6537 Chauvin, Montreal, for the following purposes:

To form and operate a social and sports club and promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club de motos-neige Asan inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at St. Barnabé, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720353

Comtois Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Comtois, merchant, 86 Brunelle, Beloeil, Armand-R. Lemaire, executive, 8960 D'Aillon, St. Léonard, and Jean-Louis Vinet, accountant, 5522 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in cars, trucks, snowmobiles, motorcycles, bicycles, motors, engines and all their accessories and parts, under the

et parties, sous le nom de « Comtois Sports Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720210

Concordia Office Supplies Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gerard McKenny, 426 ouest, boulevard St-Joseph, Outremont, William J. Sharp, 226, chemin Remembrance, Rosemère, tous deux administrateurs, et Manuel Sachs, comptable, 6800, chemin Côte St-Luc, app. 1006, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des fournitures de burau, machines et machinerie à imprimer, en faire le commerce, sous le nom de « Concordia Office Supplies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 426 ouest, boulevard St-Joseph, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720148

La Corporation des associés du Nord ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Mohamed Benalil, 203, Lafontaine, Jacques Pagé, 418, Bordeleau, tous deux techniciens, et Jules Girard, commissionnaire, 558, 2e rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « La Corporation des associés du Nord ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720708

Couillard et associés ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

name of "Comtois Sports Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720210

Concordia Office Supplies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerard McKenny, 426 St-Joseph Boulevard West, Outremont, William J. Sharp, 226 Remembrance Road, Rosemère, both executives, and Manuel Sachs, accountant, 6800 Côte St. Luc Road, Apt. 1006, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in office supplies, printing machines and machinery, under the name of "Concordia Office Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 426 St-Joseph Boulevard West, Outremont, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720148

La Corporation des associés du Nord ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mohamed Benalil, 203 Lafontaine, Jacques Pagé, 418 Bordeleau, both technicians, and Jules Girard, commission agent, 558, 2nd Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Corporation des associés du Nord ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720708

Couillard et associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Georges-H. Couillard, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Gilles Bertrand, 2740, avenue Bridgewater, Sainte-Foy, tous deux courtiers, et Gilbert Tardif, ingénieur, 1220, William, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeuble, sous le nom de « Couillard et associés ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720801

D.L.F. Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Larry Kolodny, 4555, Bonavista, Montréal, Franklin Kolodny, 2, carré Westmount, Westmount, et Denis Diotte, chemin Saint-Émanuel, Coteau-du-Lac, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « D.L.F. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720641

Dicom Corporation
Corporation Dicom

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denise Dunn, 1797, St-Timothée, Claudine Proutat, 200, Corot, et Carole Dusseault, 8261, St-Denis, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Dicom Corporation — Corporation Dicom », avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 716886

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-H. Couillard, St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Gilles Bertrand, 2740 Bridgewater Avenue, Ste. Foy, both brokers, and Gilbert Tardif, engineer, 1220 William, Québec, for the following purposes:

To carry on business as realty agents, under the name of "Couillard et associés ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720801

D.L.F. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Larry Kolodny, 4555 Bonavista, Montreal, Franklin Kolodny, 2 Westmount Square, Westmount, and Denis Diotte, St. Émanuel Road, Coteau-du-Lac, all three executives, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "D.L.F. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720641

Dicom Corporation
Corporation Dicom

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise Dunn, 1797 St-Timothée, Claudine Proutat, 200 Corot, and Carole Dusseault, 8261 St. Denis, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Dicom Corporation — Corporation Dicom", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 716886

Dominion Academy of Music Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Bruce Davis, administrateur, 595, 81e avenue Laval, Gilles Desautels, vendeur, 24, rue Legault, Saint-Jérôme, et Umberto Lavalle, professeur de musique, 7226, rue Marquette, Montréal, pour les objets suivants:

Lancer, vendre, faire connaître, distribuer ou introduire tous produits manufacturés, marchandises, propriétés individuelles et objets de négoce ou de commerce de toutes sortes, sous le nom de « Dominion Academy of Music Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 750, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 714829

Duvaron inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-R. Gardner, notaire, Bernierville, Laval Turcotte, rentier, 243, Turcotte, et Jacques Duquette, avocat, 558, des Cèdres, ces deux derniers de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Duvaron inc. », avec un capital divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 179, Notre-Dame sud, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720631

Les entreprises G.T.L. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: George Tarte, gérant, Ann Hofer, ménagère, épouse dudit George Tarte, tous deux de 2230, Laure Conan, Montréal, et Albert Lécuyer, comptable, 3470, Brébeuf, Brossard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les entreprises G.T.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $3 chacune.

Dominion Academy of Music Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruce Davis, executive, 595, 81st Avenue, Laval, Gilles Desautels, salesman, 24 Legault Street, Saint-Jérôme, and Umberto Lavalle, music teacher, 7226 Marquette Street, Montreal, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "Dominion Academy of Music Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 750 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 714829

Duvaron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-R. Gardner, notary, Bernierville, Laval Turcotte, annuitant, 243 Turcotte, and Jacques Duquette, lawyer, 558 des Cèdres, the latter two of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and holding company, under the name of "Duvaron inc.", with a capital stock divided into 6,000 common shares without nominal value and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 179 Notre-Dame South, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720631

Les entreprises G.T.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Tarte, manager, Ann Hofer, housewife, wife of the said George Tarte, both of 2230 Laure Conan, Montreal, and Albert Lécuyer, accountant, 3470 Brébeuf, Brossard, for the following purposes:

To deal in the field of public entertainment, under the name of "Les entreprises G.T.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 10,000 preferred shares of $3 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720911

Entreprises Lac Bowker inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Cornelius Laviste, gentilhomme retraité, Johanna Ormussen, ménagère, épouse dudit Cornelieus Laviste, tous deux de Bonsecours, et André Langlais, avocat, Shrbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Entreprises Lac Bowker inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonsecours, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 716999

Ferronnerie Bougie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Émile Bougie, marchand, Anita Clément, ménagère, épouse dudit Émile Bougie, et Michel Bougie, étudiant, tous trois de 130, 18e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Ferronnerie Bougie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 600, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720444

Fonderie Desrosiers ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Lucien Desrosiers, Amédée Desrosiers et Jean-Paul Desrosiers, tous trois fondeurs, de Saint-Aimé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Fonderie Desrosiers ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720911

Entreprises Lac Bowker inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cornelius Laviste, annuitant, Johanna Ormusson, housewife, wife of the said Cornelius Laviste, both of Bonsecours, and André Langlais, lawyer, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Entreprises Lac Bowker inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Bonsecours, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 716999

Ferronnerie Bougie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Bougie, merchant, Anita Clément, housewife, wife of the said Émile Bougie, and Michel Bougie, student, all three of 130, 18th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To operate a hardware store, under the name of "Ferronnerie Bougie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 600 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720444

Fonderie Desrosiers ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Desrosiers, Amédée Desrosiers and Jean-Paul Desrosiers, all three smelters, of St. Aimé, for the following purposes:

To carry on business as ironmasters, smelters and metal workers, under the name of "Fonderie Desrosiers ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Aimé, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720577

G.G. Graphics Inc.
Les graphiques G.G. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Giacomo G. Sand, 4854, Côte des Neiges, Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e avenue, tous deux de Montréal, et Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de clichage photographique par procédé offset, de lithographie, imprimerie, gravure, typographie et composition, dessin, photographie, sous le nom de « G.G. Graphics Inc.— Les graphiques G.G. inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 717073

Les Galeries de la Capitale inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Irving Ludmer, agent, 2232, St-Louis, Saint-Laurent, Jacques Boudreau, surintendant, 1255, Villeray, app. 17, Jeannine Plamondon, secrétaire, épouse de George Plamondon, 938, Bourgogne, app. 4, tous deux de Ste-Foy, et Marcel Adams, administrateur, 70, Churchill, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Galeries de la Capitale Inc. », avec un capital-actions divisé en 400 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720736

Gamecraft Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Herb Pinchuk, étudiant en droit, 2040, Veniard, Charles E. Flam, 35, chemin Banstead,

The head office of the company is at St. Aimé, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720577

G.G. Graphics Inc.
Les graphiques G.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giacomo G. Sand, 4854 Côte des Neiges, Christine Truesdell, spinster, 6747 10th Avenue, both of Montreal, and Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of, photo offset plate making, lithography, printing, engraving, type making, and composition, designing, photography, under the name of "G.G. Graphics Inc.— Les graphiques G.G. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 717073

Les Galeries de la Capitale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Ludmer, agent, 2232 St-Louis, Saint-Laurent, Jacques Boudreau, superintendent, 1255 Villeray, Apt. 17, Jeannine Plamondon, secretary, wife of George Plamondon, 938 Bourgogne, Apt. 4, both of Sainte-Foy, and Marcel Adams, administrator, 70 Churchill, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, holding and construction company, under the name of "Les Galeries de la Capitale inc.", with a capital stock divided into 400 shares without par value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720736

Gamecraft Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herb Pinchuk, law student, 2040 Veniard, Charles E. Flam, 35 Banstead Road, Earl S.

Earl S. Cohen, 4919, Montclair, tous trois de Montréal, et Douglas L. Pascal, 5392, Prince de Galles, Côte Saint-Luc, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des jouets, jeux, articles de nouveauté, objets d'art, quincaillerie et spécialités du bois et nouveautés de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Gamecraft Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 284, boulevard Curé-Boivin, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698 720207

Garage Ernie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ernesto Minello, garagiste, Albina Minello, ménagère, épouse dudit Ernesto Minello, tous deux de 10259, Hamelin, Montréal-Nord, et René Leroux, notaire, 18, Simcoe, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Ernie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720097

Jean-Guy Gendron Sport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 226, Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean-Baptiste est, tous deux avocats, Annette Blais, 175, St-Joseph ouest, et Gisèle Labbé, 161, St-André, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'article et marchandises de sport, vêtements et équipements sportifs de toutes sortes, sous le nom de « Jean-Guy Gendron Sport Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720713

Cohen, 4919 Montclair, all three of Montreal, and Douglas L. Pascal, 5392 Prince of Wales, Côte Saint-Luc, the latter three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, games, novelties, objets d'art, hardware, hardware and wood specialties and novelties of every kind, under the name of "Gamecraft Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 284 Curé-Boivin Boulevard, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698-o 720207

Garage Ernie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernesto Minello, garage-keeper, Albina Minello, housewife, wife of the said Ernesto Minello, both of 10259 Hamelin, Montreal North, and René Leroux, notary, 18 Simcoe, Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Ernie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720097

Jean-Guy Gendron Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, 226 Sapinière, Marcel Crevier, 255 St. Jean-Baptiste East, both lawyers, Annette Blais, 175 St. Joseph West, and Gisèle Labbé, 161 St. André, the latter two secretaries, spinsters, all four of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports articles and goods and sports clothes and equipment of all kinds, under the name of "Jean-Guy Gendron Sport Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720713

Gestion Yvon Lavallée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Yvon Lavallée, marchand, Louise Lessard, ménagère, épouse dudit Yvon Lavallée, tous deux de 7066, Champs Chevrier, Anjou, et Jean Provost, comptable, 725, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion Yvon Lavallée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $1 chacune, 3,980 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7066, Champs Chevrier, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720665

Gestion Yvon Lavallée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Lavallée, merchant, Louise Lessard, housewife, wife of the said Yvon Lavallée, both of 7066 Champs Chevrier, Anjou, and Jean Provost, accountant, 725 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion Yvon Lavallée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $1 each, 3,980 class "A" preferred shares of $10 each and 150 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7066 Champs Chevrier, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720665

Bert Gingras Ornemental Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bertrand Gingras, homme d'affaires, Huguette Boisvert, ménagère, épouse dudit Bertrand Gingras, tous deux de 1197, Apollo, Fleurimont, et Charles-Édouard Poulin, soudeur, 669, Patricia, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en fer ornemental, sous le nom de « Bert Gingras Ornemental Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1180, rue Galt est, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720247

Bert Gingras Ornemental Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Gingras, businessman, Huguette Boisvert, housewife, wife of the said Bertrand Gingras, both of 1197 Apollo, Fleurimont, and Charles-Édouard Poulin, welder, 669 Patricia, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as ornamental-iron builders and contractors, under the name of "Bert Gingras Ornemental Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1180 Galt Street East, Sherbrooke, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720247

Glacerie Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Richard Pagé, aide-mécanicien, Marcel Pagé, marchand, et Madeleine Sauriol, secrétaire, épouse dudit Marcel Pagé, tous trois de 1545, Wilfrid Pelletier, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de la glace artificielle, sous le nom de « Glacerie Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Glacerie Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Pagé, assistant mechanic, Marcel Pagé, merchant, and Madeleine Sauriol, secretary, wife of the said Marcel Pagé, all three of 1545, Wilfrid Pelletier, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in artificial ice, under the name of "Glacerie Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1545, Wilfrid Pelletier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720580

Guindon et frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Lucien Guindon, Jean-Guy Guindon, tous deux entrepreneurs, Jacqueline Castonguay, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Guindon, et Lucille Castonguay, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Rigaud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en excavation et paysagistes, sous le nom de « Guindon et frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 2, Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720410

Home Care Products (International) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Allan Zilbert, avocat, 4880, MacKenzie, Alex Mestel, 8241, Guelph, tous deux de Montréal, et Arthur Grumet, 6891, Baily, Côte Saint-Luc, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des sacs pour aspirateurs et tous autres articles et produits connexes, sous le nom de « Home Care Products (International) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 36,000 actions catégorie « A » de $1 chacune et 4,000 actions catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720311

Hôtel Coronet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 880, chemin Ste-Foy, Jacqueline Giroux, 2446, Pierre Boucher, et Huguette Fournel, 554, Latourelle, ces deux

The head office of the company is at 1545 Wilfrid Pelletier, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720580

Guindon et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Guindon, Jean-Guy Guindon, both contractors, Jacqueline Castonguay, housewife, wife of the said Jean-Guy Guindon, and Lucille Castonguay, secretary, spinster, all four of Rigaud, for the following purposes:

To carry on business as general excavating and landscaping contractors, under the name of "Guindon et frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route No. 2, Rigaud, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720410

Home Care Products (International) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Zilbert, advocate, 4880 MacKenzie, Alex Mestel, 8241 Guelph, both of Montreal, and Arthur Grumet, 6891 Baily, Côte Saint-Luc, the latter two businessmen, for the following purposes:

The manufacture and deal in vacuum cleaner bags and all other articles and activities incidental thereto, under the name of "Home Care Products (International) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 36,000 class "A" shares of $1 each and 4,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720311

Hôtel Coronet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 880 Ste. Foy Road, Jacqueline Giroux, 2446 Pierre Boucher, and Huguette Fournel, 554 Latourelle, the latter two secre-

dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, brasseries, maisons de touristes, stations estivales et terrains de camping, sous le nom de « Hôtel Coronet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 63, rue de l'Église, Saint-Pamphile, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720796

Imprimerie Godin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Londéi, 288, 67e avenue, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Raynald Savage, 12105, boulevard Laurentien, #404, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Godin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720375

Jassan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Beaulieu, directeur de loisirs, Clermont, Pierre Gaudreault, et Camille Brassard, ces deux derniers avocats, de La Malbaie, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels et restaurants, sous le nom de « Jassan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Aimé-des-Lacs, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720887

La Jeune Chambre de Bromont, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constitutaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants, brasseries, tourist homes, summer resorts and camping grounds, under the name of "Hôtel Coronet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 63 de l'Église Street, St. Pamphile, judicial district of Montmagny.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720796

Imprimerie Godin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Raynald Savage, 12105 Laurentian Boulevard, Apt. 404, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, binders, advertisers and other like trades, under the name of "Imprimerie Godin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720375

Jassan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Beaulieu, recreational activities' manager, Clermont, Pierre Gaudreault, and Camille Brassard, the latter two lawyers, of La Malbaie, for the following purposes:

To operate hotels, motels and restaurants, under the name of "Jassan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Aimé-des-Lacs, judicial district of Saguenay.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720887

La Jeune Chambre de Bromont, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

tuant en corporation sans capital-actions: André Champagne, ingénieur, Rolland Belzil, machiniste, et Robert Lizotte, chef cuisinier, tous trois de Bromont, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de Bromont, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720885

Richard I. Kaufman Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gordon Echenberg, 1545, avenue McGregor, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires à titre de conseillers de gestion, conseillers et experts conseil dans le domaine industriel et experts conseil dans l'exploitation d'entreprises de tous genres, sous le nom de « Richard I. Kaufman Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3555, chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698 720522

W. Laframboise ltée
W. Laframboise Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, 3345, Savard, Saint-Laurent, Ruth Stornes, secrétaire, épouse de Louis DeKinder, 10184, Marquette, et Robert Thibault, étudiant, 1653, St-Denis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « W. Laframboise ltée — W. Laframboise Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7887, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720686

incorporate a corporation without share capital: André Champagne, engineer, Rolland Belzil, machinist, and Robert Lizotte, head cook, all three of Bromont, for the following purposes:

To interest young people in the economic, social and civic progress of their community, under the name of "La Jeune Chambre de Bromont, inc.".

The value of the immovable property which the corporation may hold and acquire is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Bromont, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720885

Richard I. Kaufman Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon Echenberg, 1545 McGregor Avenue, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Richard I. Kaufman Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3555 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698-o 720522

W. Laframboise ltée
W. Laframboise Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Poulin, lawyer, 3345 Savard, St. Laurent, Ruth Stornes, secretary, wife of Louise DeKinder, 10184 Marquette, and Robert Thibault, student, 1653 St. Denis, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "W. Laframboise ltée — W. Laframboise Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7887 St. Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720686

Fern. Lévesque Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Fernand Lévesque, camionneur, 193, 4e Avenue, Lasalle, Janice Collette, secrétaire, épouse de Donald McGregor, 8692, Viau, Saint-Léonard, et Hendrik Kooiman, avocat, 396, Glengarry, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Fern. Lévesque Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720553

M. & R. Plastics Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 1535, d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697, d'Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous trois de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques et produits chimiques et plastiques de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « M. & R. Plastics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 202, montée Masson, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720232

Mack Auto Service Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 5626, Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460, Durocher, tous deux avocats, et Asher Cohen, mécanicien, 6282, Macdonald, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce d'automobiles, accessoires et pièces d'automobiles de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Mack Auto Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Fern. Lévesque Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lévesque, truck driver, 193, 4th Avenue, Lasalle, Janice Collette, secretary, wife of Donald McGregor, 8692 Viau, Saint-Léonard, and Hendrik Kooiman, lawyer, 396 Glengarry, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Fern. Lévesque Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720553

M. & R. Plastics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lefebvre, 1535 d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697 d'Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, all three of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all four attorneys, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and chemicals and plastic substances of all kinds, under the name of "M. & R. Plastics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 202 Montée Masson, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720232

Mack Auto Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Compnies and Ccopratives, incorporating: Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460 Durocher, both advocates, and Asher Cohen, mechanic, 6282 Macdonald, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in vehicles and the accessories and parts thereof of every kind and descriptions, under the name of "Mack Auto Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 405, rue Inspector, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720721

Maisons mobiles Gatineau ltée
Gatineau Mobile Homes Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: René Desormeaux, vendeur, Jeannine Tessier, épouse dudit René Desormeaux, tous deux de 129, Isabelle, Hull, et Suzanne Desormeaux, épouse de Robert Richard, 19, Chambly, Pointe-Gatineau, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Maisons mobiles Gatineau ltée — Gatineau Mobile Homes Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720009

Mattan Realties Ltd.
Les immeubles Mattan ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Arthur Bronstein, 24, place Holtham, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Mattan Realties Ltd.— Les immeubles Mattan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720562

Meubles Roger Dion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant

The head office of the company is at 405 Inspector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720721

Maisons mobiles Gatineau ltée
Gatineau Mobile Homes Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Desormeaux, salesman, Jeannine Tessier, wife of the said René Desormeaux, both of 129 Isabelle, Hull, and Suzanne Desormeaux, wife of Robert Richard, 19 Chambly, Pointe-Gatineau, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on all transactions common to money lending, related fields under the name of "Maisons mobiles Gatineau ltée — Gatineau Mobile Homes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720009

Mattan Realties Ltd.
Les immeubles Mattan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Arthur Bronstein, 24 Holtham Place, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Mattan Realties Ltd.— Les immeubles Mattan ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720562

Meubles Roger Dion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in-

en corporation: Roger Dion, marchand, Rollande Forget, ménagère, épouse dudit Roger Dion, tous deux de 587, Ste-Anne, et Antonin Dion, entrepreneur, 101, Jetté, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Roger Dion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720028

Morgan's Fine Foods Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: William Morganstein, marchand, 5500, Borden, app. 809, Rachel Solomon, secrétaire, célibataire, 4245, La Peltrie, tous deux de Montréal, et Myer Stern, avocat, 5501, Adalbert, app. 310, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'aliments, pâtisseries, fromages, viandes et charcuteries, épiceries et autres articles connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Morgan's Fine Foods Ltd. », avec un capital total de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaire de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720634

Morin fourrure (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1972, constituant en corporation: Alain Martin, Paul Martin, tous deux commerçants, de 285, St-Jacques, et André Déry, agent de collection, 123, St-Jacques, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce des fourrues, sous le nom de « Morin fourrure (1971) inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 123, rue St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720439

corporating: Roger Dion, merchant, Rollande Forget, housewife, wife of the said Rober Dion, both of 587 Ste. Anne, and Antonin Dion, contractor, 101 Jetté, all three of Joliette, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Roger Dion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720028

Morgan's Fine Foods Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Morganstein, merchant, 5500 Borden, #809, Rachel Solomon, secretary, spinster, 4245 La Peltrie, both of Montreal, and Myer Stern, advocate, 5501 Adalbert, #310, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, baked goods, cheeses, meats and delicatessen products, groceries and all related items, under the name of "Morgan's Fine Foods Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720634

Morin fourrure (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Martin, Paul Martin, both merchants, of 285 James, and André Déry, collection agent, 123 St. James, all three of St. Jean, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "Morin fourrure (1971) inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 123, St. James Street, St. Jean, judicial distict of Iberville.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720439

Aldège Morissette & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Aldège Morissette, garagiste, Marie-Thérèse Giguère, ménagère, épouse dudit Aldège Morissette, et Marcellin Morissette, mécanicien, tous trois de 482, Bernatchez, Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, camions, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Aldège Morissette & fils inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, rue Lavoie, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720141

Nettoyeurs Jean Paul inc.
Jean Paul Cleaners Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Dion, nettoyeur, 146, 56e avenue, Saint-Eustache, Michel Hogue, mécanicien, 776, Camille, et Noëlla Saint-Gelais, professeur, fille majeure, 51, Place Forest, app. 159, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter une buanderie, sous le nom de « Nettoyeurs Jean Paul inc.— Jean Paul Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4087, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720379

Norman's Transport Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Norman's Transfer Limited » et de « Montreal-Cornwall Express Lines, Limited », toutes deux constituées en corporation sous ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date, respectivement, du 30e jour de mai 1933 et du 29e jour d'avril 1929, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Norman's Transport Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Aldège Morissette & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aldège Morissette, garage-keeper, Marie-Thérèse Giguère, housewife, wife of the said Aldège Morissette, and Marcellin Morissette, mechanic, all three of 482 Bernatchez, Vanier, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, motors, trucks engines and all their parts and accessories, under the name of "Aldège Morissette & fils inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 400 Lavoie Street, Vanier, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720141

Nettoyeurs Jean Paul inc.
Jean Paul Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Dion, cleaner, 146, 56th Avenue, St. Eustache, Michel Hogue, mechanic, 776 Camille, and Noëlla Saint-Gelais, teacher, spinster, 51 Place Forest, Apt. 159, the latter two of Laval, for the following purposes:

To operate a laundry, under the name of "Nettoyeurs Jean Paul inc.— Jean Paul Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4087 Lévesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720379

Norman's Transport Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperaives, authorizing the amalgamation of "Norman's Transfer Limited" and "Montreal-Cornwall Express Lines, Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, May 30, 1933, and April 29, 1929, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Norman's Transport Limited", with a total capital stock of $100,000 divided into 1,000 common shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 10755, Chemin de la Côte de Liesse, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 717326

Nu-Way Leasing (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, tous deux avocats, et Sylvie Roy, secrétaire, épouse de Paul Archambault, 6254, Louis Hémon, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bailleurs d'omnibus, voitures, fardiers, taxis, autobus, haquets, camions ou autres véhicules de transport privé ou public, sous le nom du « Nu-Way Leasing (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720563

The Orba Group Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Russel, 19 Côte Ste-Catherine, Anthony J. Patterson, 7400, Sherbrooke, app. 130, et Maurice Houle, 110, Willowdale, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille (holding) et de placements, sous le nom de « The Orba Group Inc. », avec un capital total divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 418, rue St-Sulpice, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720743

Phantom Electric Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mendel Stermer, maître électricien, Martha Foldesi, ménagère, épouse dudit Mendel Stermer, tous deux du 5526, Silverson, et Brenda Stermer, étudiante, épouse de William Finkelberg,

The head office of the new company is at 10755 Côte de Liesse Road, Dorval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 717326

Nu-Way Leasing (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, both lawyers, and Sylvie Roy, secretary, wife of Paul Archambault, 6254 Louis Hémon, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor truck or other private or public conveyances, under the name of "Nu-Way Leasing (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720563

The Orba Group Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Russel, 19, Côte St. Catherine Road, Anthony J. Patterson, 7400, Sherbrooke, Apt. 130, and Maurice Houle, 110, Willowdale, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding an investment company, under the name of "The Orba Group Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 418 St-Sulpice Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720743

Phantom Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mendel Stermer, master electrician, Martha Foldesi, housewife, wife of the said Mendel Stermer, both of 5526 Silverson, and Brenda Stermer, student, wife of William Finkelberg, 4854 Côte des

4854, côte des Neiges, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires à titre d'électriciens, d'entrepreneurs et sous-entrepeneurs électriciens, sous le nom de « Phantom Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 cacune.

Le siège social de la compagnie est au 5526, Silverson, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698 720094

Les placements Marin inc.
Marin Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jack Lightstone, 109, chemin Thurlow, Hampstead, Andre J. Scheuer, 5609, Canterbury, Montreal, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Marin inc.— Marin Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2385, boulevard Marin, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720346

Placements Robert Gendron inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Jacques Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Placements Robert Gendron inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 40 actions ordinaires de $1 chacune, 160 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 19,980 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 442, rue Ste-Cécile, Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 717316

Neiges, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as electricians, electrical contractors and sub-contractors, under the name of "Phantom Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5526 Silverson, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698-o 720094

Les placements Marin inc.
Marin Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Lightstone, 109 Thurlow Road, Hampstead, Andre J. Scheuer, 5609 Canterbury, Montreal, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements Marin inc.— Marin Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common hares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2385 Marin Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720346

Placements Robert Gendron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Jacques Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "Placements Robert Gendron inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 40 common shares of $1 each, 160 class "A" preferred shares of $1 each and 19,980 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 422 Ste. Cécile Street, Maniwaki, judicial district of Labelle.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 717316

Pro Sports Consultants Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Roberto Di Giovanni, vendeur, 1727, Egan, Montréal, Sydney Kronish, comptable, 4780, Duchastel, Laval et Melvin Kronish, avocat, 5768, Glenarden, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Négocier des contrats au nom des athlètes professionnels et s'occuper des affaires des athlètes professionnels, sous le nom de « Pro Sports Consultants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1255, Carré Philippe, suite 911, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720629

Provel (Québec) ltée
Provel (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Réginald Lauzier, maître-électricien, 270, William-Birks, Gaétan Plante, acheteur, et Carole Lauzier, ménagère, épouse dudit Gaétan Plante, ces deux derniers de 1310, de Carillon, tous trois de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Provel (Québec) ltée — Provel (Québec) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions classe « A » de $10 chacune, 5,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720100

Quartis Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, rue Finchley, David Katznelson, 145, Radcliffe, Arthur Bronstein, 24, Place Holtham, et Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Quartis Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions

Pro Sports Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roberto Di Giovanni, salesman, 1727 Egan, Montreal, Sydney Kronish, accountant, 4780 Duchastel, Laval, and Melvin Kronish, advocate, 5768 Glenarden, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To negatiate contracts on behalf of professional athletes and manage the business affairs on professionnal athletes, under the name of "Pro Sports Consultants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, suite 911, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720629

Provel (Québec) ltée
Provel (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réginald Lauzier, master electrician, 270 William-Birks, Gaétan Plante, buyer, and Carole Lauzier, housewife, wife of the said Gaétan Plante, the latter two of 1310 de Carillon, all three of St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical appliances accessories, under the name of "Provel" (Québec) ltée — Provel (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 class "A" shares of $10 each, 5,000 class "B" shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720100

Quartis Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Reis, 213, Finchley Road, David Katznelson, 145, Radcliffe Road, Arthur Bronstein, 24, Holtham Place, and Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Quartis Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5115, rue Diskson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720740

Ranch Le Sabot d'Or inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Rémi Lessard, menuisier, 1158, Blanchet, Damien Laflamme, marchand, 540, Simoneau, Raynald Gosselin, 836, 7e avenue, Gilles Huppé, 321, Turcotte, tous deux peintres, Gilles Moisan, estimateur, boulevard Smith, Luc Turcotte, représentant, Éloi Turcotte, professeur, 191, Caouette, et Jean-Luc Dodier, garagiste, 990, St-Alphonse ouest, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes, sous le nom de « Ranch Le Sabot d'Or inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang 1, Saint-Antoine-de-Pontbriand, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720826

Yves Roch & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yves Roch, agent d'assurances, Nicole Roch, épouse dudit Yves Roch, tous deux de 132, Jean Gareau, Florette Houde, épouse de Roland Houde, 107, Monseigneur Taché, et Monique Marcotte, épouse de Louis Marcotte, 163, Benjamin Sulte, ces trois dernières ménagères, tous quatre de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Yves Roch & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720434

St-Amant & Chamberland inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, consti-

10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5115 Dickson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720740

Ranch Le Sabot d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Lessard, carpenter, 1158 Blanchet, Damien Laflamme, merchant, 540 Simoneau, Raynald Gosselin, 836, 7th Avenue, Gilles Huppé, 321 Turcotte, both painters, Gilles Moisan, appraiser, Smith Boulevard, Luc Turcotte, representative, Éloi Turcotte, teacher, 191 Caouette, and Jean-Luc Dodier, garagekeeper, 990 St. Alphonse West, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To operate farms, under the name of "Ranch Le Sabot d'Or inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at range 1, St. Antoine-de-Pontbriand, judicial district of Mégantic.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720826

Yves Roch & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Roch, insurance agent, Nicole Roch, wife of the said Yves Roch, both of 132 Jean Gareau, Florette Houde, wife of Roland Houde, 107 Monseigneur Taché, and Monique Marcotte, wife of Louis Marcotte, 163 Benjamin Sulte, the latter three housewives, all four of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Yves Roch & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720434

St-Amant & Chamberland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Fernand St-Amant, Réjean Chamberland, tous deux peintres, et Étienne St-Amant, commerçant, tous trois de Saint-Guillaume, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques et matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, sous le nom de « St-Amant & Chamberland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Guillaume, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720917

Ste-Foy Toyota inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Louis Morisset, industriel, 1194, Colbert, Jean-Yves Desjardins, avocat, 1180, des Chenaux, tous deux de Sainte-Foy, et Micheline Cantin, secrétaire, épouse de Jacques LeBel, 8126, avenue du Zoo, Orsainville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Ste-Foy Toyota inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Versant nord, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720884

Samarra Realties Ltd.
Les immeubles Samarra ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, Arthur Bronstein, 24, place Holtham, Hampstead, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Samarra Realties Ltd. — Les immeubles Samarra ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

incorporating: Fernand St-Amant, Réjean Chamberland, both painters, and Étienne St-Amant, merchant, all three of St. Guillaume, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coating materials, pigment, colors, varnishes, lacquers, chemicals and materials used for cleaning purposes or to ensure watertightness, under the name of "St-Amant & Chamberland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Guillaume, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720917

Ste-Foy Toyota inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Morisset, industrialist, 1194 Colbert, Jean-Yves Desjardins, lawyer, 1180 des Chenaux, both of Ste. Foy and Micheline Cantin, secretary, wife of Jacques LeBel, 8126 du Zoo Avenue, Orsainville, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, engines, their parts and accessories, and other instruments and apparatus, under the name of "Ste-Foy Toyota inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Versant Boulevard North, Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720884

Samarra Realties Ltd.
Les immeubles Samarra ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, Arthur Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Samarra Realties Ltd. — Les immeubles Samarra ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698 720521

Service Directionnel de transport et d'escorte de Montréal inc.
Transport Dispatch and Escort Service of Montreal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Luc Roy, 1080, Agincourt, Greenfield Park, Hubert Belisle, 925 Pierre Joffrion, Boucherville, Maurice Danis, 1435, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois industriels, et Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 7575, Millet, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Service Directionnel de transport et d'escorte de Montréal inc. — Transport Dispatch and Escort Service of Montreal Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720772

Shelmarne Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Lawrence Marks, avocat, 400, avenue Kensington, Westmount, Beverley Robinson, épouse de Peter Mowell, 482, Verchères, Greenfield Park, et Ruth Glenen, fille majeure, 2921, Beaugrand, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille (holding) et de placements, sous le nom de « Shelmarne Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720674

Société de l'aréna du comté de Compton inc.
Compton County Arena Society Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698-o 720521

Service Directionnel de transport et d'escorte de Montréal inc.
Transport Dispatch and Escort Service of Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Roy, 1080 Agincourt, Greenfield Park, Hubert Belisle, 925 Pierre Joffrion, Boucherville, Maurice Danis, 1435 Pie IX Boulevard, Montreal, all three industrialists, and Paul-J.-R. Durocher, administrator, 7575 Millet, St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Service Directionnel de transport et d'escorte de Montréal inc. — Transport Dispatch and Escort Service of Montreal Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720772

Shelmarne Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Marks, advocate, 400 Kensington Avenue, Westmount, Beverley Robinson, wife of Peter Mowell, 482 Verchères, Greenfield Park, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Shelmarne Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720674

Société de l'aréna du comté de Compton inc.
Compton County Arena Society Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Omer Dionne, député, R. Frederick Burns, cultivateur, tous deux de Cookshire, et Arthur Bennett, encanteur, Sawyerville, pour les objets suivants:

Promouvoir l'agriculture, les loisirs et les arts, sous le nom de « Société de l'aréna du comté de Compton inc. — Compton County Arena Society Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720835

Southern Industrial Business Sales Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pamela Plourde, épouse de Michael Plourde, 10, Jervis Bay, Pointe Claire, Dorothy Gunston, épouse divorcée de Stanley Gunston, 1444, rue Mackay, app. 903, et Madeleine Tavrizian, épouse de Kevork Tavrizian, 7915, de Normanville, app. 32, ces dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « Southern Industrial Business Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1975, de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720293

Star Windows Ltd.
Fenêtres Étoile ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, avenue Granby, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux de Montréal, et Irving Halperin, 5609, Queen Mary Road, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de verre, verrerie, produits et sous-produits du verre, en faire le commerce, sous le nom de « Star Windows Ltd. — Fenêtres Étoile ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Omer Dionne, member of parliament, R. Frederick Burns, farmer, both of Cookshire, and Arthur Bennett, public auctioneer, Sawyerville, for the following purposes:

To promote farming, recreational activities and arts, under the name of "Société de l'aréna du comté de Compton inc. — Compton County Arena Society Inc. ".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Cookshire, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720835

Southern Industrial Business Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pamela Plourde, wife of Michael Plourde, 10 Jervis Bay, Pointe Claire, Dorothy Gunston, divorced wife of Stanley Gunston, 1444 Mackay Street, Apt. 903, and Madeleine Tavrizian, wife of Kevork Tavrizian, 7915 de Normanville, Apt. 32, the latter two of Montreal, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Southern Industrial Business Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1975 de Maisonneuve, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GANGON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720293

Star Windows Ltd.
Fenêtres Étoile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 2860, Granby Avenue, Daniel Morris, 6165, Notre Dame de Grâce Avenue, both of Montreal, and Irving Halperin, 5609, Queen Mary Road, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of glass, glassware and glass products and by-products, under the name of "Star Windows Ltd. — Fenêtre Étoile ltée ", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal..

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720428

Terkel de France inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ben Schecter, 5891, Centenniel, Montréal, Stephen J. Roth, 172, Ashton, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Geri Reznick, secrétaire, célibataire, 10, Rosemount, Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer du matériel, textiles et tricots de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Terkel de France inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 140, ouest, Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720626

Unick Industrial Forms Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Émilien Vallée, 545, Townshend, Saint-Lambert, Raymond Duquette, 350, Willowdale, app. 32, Outremont, tous deux avocats, et Huguette Latendresse, comptable, fille majeure, 2300, Panet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Unick Industrial Forms Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1303, Moorcrest Drive, Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720788

Velpa Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Conrad Veilleux, opérateur de pelle mécanique, 1359, Holmes, Florian Phaneuf, mécanicien, 3185, William, tous deux de Saint-Hubert, et Roméo Phaneuf, comptable, 1959, Jarry, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720428

Terkel de France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, 5891 Centenniel, Montreal, Stephen J. Roth, 172 Ashton, Saint-Laurent, both advocates, and Geri Reznick, secretary, spinster, 10 Rosemount, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics, textiles and knitted goods of all kinds, under the name of "Terkel de France inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 140 Crémazie West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720626

Unick Industrial Forms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Vallée, 545 Townshend, St. Lambert, Raymond Duquette, 350 Willowdale, Apt. 32, Outremont, both lawyers, and Huguette Latendresse, accountant, spinster, 2300 Panet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Unick Industrial Forms Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1303 Moorcrest Drive, St. Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720788

Velpa Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Veilleux, power-shovel operator, 1359 Holmes, Florian Phaneuf, mechanic, 3185 William, both of St. Hubert, and Roméo Phaneuf, accountant, 1959 Jarry, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Velpa Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1359, rue Holmes, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 720682

West Park Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, Philip Shugar, 6267, Macdonald, et E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bière, vin et boissons alcooliques et non-alcooliques, sous le nom de « West Park Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 720690

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Velpa Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1359 Holmes Street, St. Hubert, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 720682

West Park Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, Philip Shugar, 6267 Macdonald, and E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in beer, wine, liquor and alcoholic and non-alcoholic beverages, under the name of "West Park Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 720690

Lettres patentes supplémentaires

L'Association des Employés Civils

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1972, à « L'Association des Employés Civils », augmentant le montant des biens immobiliers que la corporation peut posséder de $200,000 à $1,000,000.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 1371-38

Association Protecta inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1972, à « L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour

Supplementary Letters Patent

L'Association des Employés Civils

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Association des Employés Civils", increasing the value of the immoveable property which the corporation may hold, from $200,000 to $1,000,000.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 1371-38

Association Protecta inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc." incorporated by letters patent dated the

de janvier 1964, 1° changeant son nom en celui de « Association Protecta inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 3417-63

Beaver House Rehabilitation Center for Addictions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de février 1972, à la corporation « Brome Rehabilitation Center for Alcoholics Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1964, 1° changeant son nom en celui de « Beaver House Rehabilitation Center for Addictions Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 2732-64

CAPEQ inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de février 1972, à la corporation « CAPEQ inc. », 1° augmentant le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $1,000,000 à $5,000,000; 2° changeant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 1855-67

Corbeil & Fils Assurances inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de février 1972, à la compagnie « A. Corbeil & Fils Assurances inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Corbeil & Fils Assurances inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 638-70

Jean Dubois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de février 1972, à la compagnie « Jean Dubois inc. », modifiant

23rd day of January, 1964, 1. changing its name to that of "Association Protecta inc."; 2. modifying its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 3417-63

Beaver House Rehabilitation Center for Addictions Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Brome Rehabilitation Center for Alcoholics Inc." incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1964, 1. changing its name to that of "Beaver House Rehabilitation Center for Addictions Inc."; 2. extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 2732-64

CAPEQ inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "CAPEQ inc.", 1. increasing from $1,000,000 to $5,000,000 the amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited; 2. changing its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 1855-67

Corbeil & Fils Assurances inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "A. Corbeil & Fils Assurances inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of February, 1970, changing its name to that of "Corbeil & Fils Assurances inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 638-70

Jean Dubois inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jean Dubois inc.", modifying the

les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées classe « A ».

Le sous-ministre associé des Institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 4840-67

Federated Mobile Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1972, à la compagnie « Metropolitan Mobile Home Transport Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mai 1970, 1° changeant son nom en celui de « Federated Mobile Transport Inc. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $120,000 par la création de 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 2045-70

Fonbec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Fonbec Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la compagnie « Fonbec ltée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Fonbec Ltd. » (No personal liability), 1° convertissant 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° diminuant son capital par l'annulation de 1,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle cesdites 4,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder en montant ou en valeur la somme de $5,000,000; 3° supprimant les restrictions sur le transfert des actions et le nombre d'actionnaires de la compagnie.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 2997-67

Le Granite National limitée
National Granite Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1972, à la compagnie « Le Granite National limitée — National Granite Limited », réduisant son capital de $300,000 à $285,530 par l'annulation de 2,894 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 667-40

privileges and restrictions attaching to the class "A" preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 4840-67

Federated Mobile Transport Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Metropolitan Mobile Home Transport Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of May, 1970, 1. changing its name to that of "Federated Mobile Transport Inc."; 2. increasing its capital from $40,000 to $120,000 by the creation of 800 preferred shares of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 2045-70

Fonbec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Fonbec Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coopératives to "Fonbec ltée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Fonbec Ltd." (No personal liability), 1. changing 5,000,000 common shares of the par value of $1 each into 5,000,000 common shares without par value; 2. reducing its capital by the cancellation of 1,000,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 4,000,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $5,000,000; 3. expunging the restrictions on the transfers of shares and the number of shareholders of the company.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 2997-67

Le Granite National limitée
National Granite Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Granite National limitée — National Granite Limited", decreasing its capital from $300,000 to $285,530 by the cancellation of 2,894 preferred shares of a par value of $5 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 667-40

Greenbar Realty Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de février 1972, à la compagnie « Greenbar Realty Corp. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 15471-60

Hamel Transport limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1972, à la compagnie « Hamel Transport limitée », 1° subdivisant 4,458 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune en 44,580 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $597,410 à $1,226,610 par la création de 62,920 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 11379-51

Institut Rosell inc.
Rosell Institute Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de février 1972, à la compagnie « Institut Rosell de Bactériologie Laitière inc. — Rosell Bacteriological Dairy Institute Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de juillet 1934, 1° changeant son nom en celui de « Institut Rosell inc. — Rosell Institute Inc. »; 2. modifiant ses pouvoirs et quelques dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 1361-34

J.M. Asphalt Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de janvier 1972, à la compagnie « Les Jardiniers Modernes ltée », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1970, changeant son nom en celui de « J.M. Asphalt Inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 4334-70

Greenbar Realty Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Greenbar Realty Corp.", modifying the provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 15471-60

Hamel Transport limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hamel Transport limitée", 1. subdividing 4,458 class "B" preferred shares of a par value of $100 each into 44,580 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 2. increasing its capital from $597,410 to $1,226,610 by the creation of 62,920 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 11379-51

Institut Rosell inc.
Rosell Institute Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Institut Rosell de Bactériologie Laitière inc. — Rosell Bacteriological Dairy Institute Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of July, 1934, 1. changing its name to that of "Institut Rosell inc. — Rosell Institute Inc."; 2. modifying its powers and several provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 1361-34

J.M. Asphalt Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Jardiniers Modernes ltée", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1970, changing its name to that of "J.M. Asphalt Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 4334-70

Motonaute inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1972, à la compagnie « Motonaute inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 7; 3° subdivisant et changeant 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 500,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 500,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $500,000.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 2465-71

Rifa inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de février 1972, à la compagnie « Rifa inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 737-64

Sabertons Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Sabertons Limited », 1° convertissant 2,250 actions sans valeur au pair en 2,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° convertissant 1,700 actions sans valeur au pair en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 700 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 11750-61

Sofiad Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la compagnie « Sofiad Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° diminuant le nombre de ses administrateurs de 4 à 3; 3° étendant ses pouvoirs; 4° augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698-o 3767-70

Motonaute inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Motonaute inc.", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. increasing the number of its directors from 3 to 7; 3. subdividing and changing 4,000 common shares of a par value of $10 each into 500,000 common shares without par value; the aggregate consideration for which its 500,000 common shares without par value may be issued should not exceed the sum of $500,000.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 2465-71

Rifa inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rifa inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 737-64

Sabertons Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sabertons Limited", 1. converting 2,250 shares without par value into 2,250 preferred shares of a par value of $10 each and 50 common shares of a par value of $10 each; 2° converting 1,700 shares without par value into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each and 700 common shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 11750-61

Sofiad Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sofiad Inc.", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. decreasing the number of its directors from 4 to 3; 3. extending its powers; 4. increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 60,000 preferred shares of a par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 3767-70

Typographic Service Limited
Service Typographique limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1971, à la compagnie « Typographic Service Limited — Service Typographique limitée », diminuant son capital de $250,000 à $135,000 par l'annulation de 11,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45698 14217-57

Typographic Service Limited
Service Typographique limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Typographic Service Limited — Service Typographique limitée", reducing its capital from $250,000 to $135,000 by the cancellation of 11,500 class "A" preferred shares of the par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 14217-57

Compagnies dissoutes

Atwater Hardware Co. Ltd.
Quincaillerie Atwater ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Atwater Hardware Co. Ltd. — Quincaillerie Atwater ltée », constituée en corporation le 9 novembre 1961, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 15492-61

Baycraft Marina Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Baycraft Marina Inc. », constituée en corporation le 13 juin 1961, à compter du 17 avril 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 12723-61

Berri Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Berri Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 23 mars 1956, à compter du 14 avril 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 10845-56

Club Social Abex

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Club Social Abex », constituée en corporation le 13 avril 1970, à compter du 15 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 191-70

Companies Dissolved

Atwater Hardware Co. Ltd.
Quincaillerie Atwater ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Atwater Hardware Co. Ltd. — Quincaillerie Atwater ltée", incorporated on November 9, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 15492-61

Baycraft Marina Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 17, 1972, of the charter of "Baycraft Marina Inc.", incorporated on June 13, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 12723-61

Berri Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 14, 1972, of the charter of "Berri Enterprises Ltd.", incorporated on March 23, 1956.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 10845-56

Club Social Abex

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 15, 1972, of the charter of "Club Social Abex", incorporated on April 13, 1970.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 191-70

J. E. d'Anjou Auto inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. E. d'Anjou Auto inc. », constituée en corporation le 23 octobre 1957, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 12945-57

Geoffrion Auto Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Geoffrion Auto Inc. », constituée en corporation le 24 septembre 1962, à compter du 15 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 13684-62

B. Léonard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B. Léonard inc. », constituée en corporation le 30 septembre 1946, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 6903-46

Harrow Glove Company

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Harrow Glove Company », constituée en corporation le 23 avril 1953, à compter du 17 avril 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDIN

45698-o 8481-53

Alf. Marquette & Fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Alf. Marquette & Fils inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1955, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 13580-55

Motel Confédération inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Motel Confédération inc. », constituée en corporation le 3 juin 1965, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 2632-65

J. E. d'Anjou Auto inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "J. E. d'Anjou Auto inc.", incorporated on October 23, 1957.

PIERRE DESAJRDINS,
Director of the Companies Service.

45698 12945-57

Geoffrion Auto Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 15, 1972, of the charter of "Geoffrion Auto Inc.", incorporated on September 24, 1962.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 13684-62

B. Léonard inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "B. Léonard inc.", incorporated on September 30, 1946.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 6903-46

Harrow Glove Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 17, 1972, of the charter of "Harrow Glove Company", incorporated on April 23, 1953.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 8481-53

Alf. Marquette & Fils inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Alf. Marquette & Fils inc.", incorporated on December 30, 1955.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 13580-55

Motel Confédération inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Motel Confédération inc.", incorporated on June 3, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 2632-65

Plomberie André Guenette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Plomberie André Guenette inc. », constituée en corporation le 18 novembre 1965, à compter du 14 avril 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 5096-65

The Romark Building Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Romark Building Inc. », constituée en corporation le 3 décembre 1955, à compter du 2 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 13216-55

Steinberg's Building Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Steinberg's Building Inc. », constituée en corporation le 28 novembre 1952, à compter du 2 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 15905-52

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vaco Products (of Canada) Ltd. », constituée en corporation le 10 janvier 1949, à compter du 2 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 1420-49

Vêtements Paule inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vêtements Paule inc. », constituée en corporation le 17 janvier 1966, à compter du 15 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 201-66

Us-Can Tool Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Us-Can Tool Ltd. », constituée en corporation le 5 novembre 1969, à compter du 15 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o 4184-69

Plomberie André Guenette inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 14, 1972, of the charter of "Plomberie André Guenette inc.", incorporated on November 18, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 5096-65

The Romark Building Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 2, 1972, of the charter of "The Romark Building Inc.", incorporated on December 3, 1955.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 13216-55

Steinberg's Building Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 2, 1972, of the charter of "Steinberg's Building Inc.", incorporated on November 28, 1952.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 15905-52

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 2, 1972, of the charter of "Vaco Products (of Canada) Ltd.", incorporated on January 10, 1949.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 1420-49

Vêtements Paule inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 15, 1972, of the charter of "Vêtements Paule inc.", incorporated on January 17, 1966.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 201-66

Us-Can Tool Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 15, 1972, of the charter of "Us-Can Tool Ltd.", incorporated on November 5, 1969.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698 4184-69

Associations coopératives

Association Coopérative Forestière Régionale de la Gaspésie

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « Association Coopérative Forestière Régionale de la Gaspésie ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à New Richmond, dans le district électoral de Bonaventure.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45776-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Coopérative de Frais Funéraires du Plateau

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Coopérative de Frais Funéraires du Plateau ».

Le siège social de cette association coopérative est situé en la Ville de Québec, Québec, dans le district électoral de Louis-Hébert.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45777-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative Forestière Régionale de Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative Forestière Régionale de Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Québec, Québec, dans le district électoral de St-Sauveur.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45778-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Coopérative des Installateurs de Portes Automatiques de St-Lambert

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Coopérative des Installateurs de Portes Automatiques de St-Lambert ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 175 Upper Edison, St-Lambert, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45808-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association Coopérative Forestière Régionale de la Gaspésie

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association Coopérative Forestière Régionale de la Gaspésie".

The head office of this cooperative association is located in New Richmond, Québec, electoral district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45776

La Coopérative de Frais Funéraires du Plateau

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "La Coopérative de Frais Funéraires du Plateau".

The head office of this cooperative association is located in the City of Québec, Québec, electoral district of Louis-Hébert.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45777

Coopérative Forestière Régionale de Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coopérative Forestière Régionale de Québec".

The head office of this cooperative association is located in Québec, Québec, electoral district of St. Sauveur.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45778

La Coopérative des Installateurs de Portes Automatiques de St-Lambert

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "La Coopérative des Installateurs de Portes Automatiques de St-Lambert".

The head office of this cooperative association is located at 175 Upper Edison, St. Lambert, Québec, electoral district of Chambly.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45808

Coopérative d'Habitations de Ste-Anne-de Roquemaure

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative d'Habitations de Ste-Anne-de-Roquemaure ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Roquemaure, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Ouest.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45807-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coop Funéraire de St-Romuald

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire de St-Romuald ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Romuald, Québec, dans le district électoral de Lévis.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45809-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative d'Habitations de Ste-Anne-de Roquemaure

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coopérative d'Habitations de Ste-Anne-de-Roquemaure".

The head office of this cooperative association is located in Roquemaure, Québec, electoral district of Abitibi-West.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45807 *Companies and Cooperatives.*

Coop Funéraire de St-Romuald

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire de St-Romuald".

The head office of this cooperative association is located at St. Romuald, Québec, electoral district of Lévis.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45809 *Companies and Cooperatives.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'entraide économique de Dorchester

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 7 juillet 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Dorchester », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Dorchester ».

Québec, le 1er mai 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
45779-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de la Baie

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 15 septembre 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de la Baie », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de la Baie ».

Québec, le 28 avril 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45780-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'entraide économique de Dorchester

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on July 7, 1971, by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Dorchester", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Dorchester".

Québec, May 1, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45779 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'entraide économique de la Baie

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on September 15, 1971, by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de la Baie", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de la Baie".

Québec, April 28, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45780 *Companies and Cooperatives.*

Avis divers

Miscellaneous Notices

Corporation Municipale de Carleton-Sur-Mer et Corporation Municipale de Canton-Carleton

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité de Carleton-sur-Mer et le conseil de la municipalité de Canton-Carleton ont adopté, à la majorité de leurs membres, des règlements, soit le règlement no 72 de la municipalité de Carleton-sur-Mer et le règlement no 87 de la municipalité de Canton-Carleton, autorisant ces municipalités à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour fusionner les municipalités de Carleton-sur-Mer et de Canton-Carleton et créer une nouvelle municipalité aux conditions suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité sera « Ville de Carleton ».

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 10 avril 1972 préparée par monsieur Jean-Paul Lavoie, arpenteur-géomètre, et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité prend le statut de ville et sera régie par la Loi des cités et villes;

d) Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Le maire et le pro-maire du conseil provisoire seront désignés au scrutin secret par l'ensemble des membres lors de la première assemblée. En cas d'égalité, les candidats seront choisis par tirage au sort par le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité;

e) La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à l'École St-Joseph de Carleton à 20 heures;

f) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera Madame Yvonne B. LeBlanc, et ceci jusqu'à la fin de la première séance du conseil, conformément à la loi;

g) Le conseil de la nouvelle municipalité sera formé d'un maire et de six (6) conseillers. La ville ne possèdera qu'un (1) seul quartier électoral;

h) La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1972 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année; si elles entrent en vigueur après cette date, l'élection aura lieu le premier dimanche de novembre 1973. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans (4), le premier dimanche de novembre;

i) Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôle d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes, demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits, jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, ou abrogés par la nouvelle municipalité;

Municipal Corporation of Carleton-Sur-Mer and Municipal Corporation of Carleton Township

Notice is hereby given that the Municipal Council of Carleton-sur-Mer and the Council of the Municipality of Carleton Township have adopted, by a majority vote, a number of by-laws, namely By-law No. 72 of the Municipality of Carleton-sur-Mer and By-law No. 87 of the Municipality of Carleton Township, authorizing these municipalities to address a petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking that the Municipalities of Carleton-sur-Mer and Carleton Township be amalgamated and that a new municipality be created on the following conditions:

a) The name of the new municipality shall be "Town of Carleton".

b) The territory of the new municipality shall be that established in the technical description dated April 10, 1972, prepared by Mr. Jean-Paul Lavoie, land-surveyor, and appended to the presents to form part of it, as if it were reproduced in full here;

c) The new municipality shall take the status of town and shall be governed by the Cities and Towns Act;

d) Until the first general election, the Provisional Council shall be composed of all the members of the two councils that existed before the amalgamation. Eight (8) members shall constitute a quorum. The mayor and acting mayor of the Provisional Council shall be designated by secret ballot, by the members as a whole, at the first meeting. Should the vote be even, the candidates shall be chosen by lot, by the secretary-treasurer of the new municipality;

e) The first meeting of the Provisional Council shall be held on the second judicial Monday following upon the coming into force of the letters patent. It shall take place in St. Joseph de Carleton School, at 8 o'clock p.m.;

f) The secretary-treasurer of the new municipality shall be Mrs. Yvonne B. LeBlanc, who will stay in office after the first meeting of the Council, in conformity with the law;

g) The Council of the new municipality shall consist of a mayor and six (6) councillors. The town shall comprise only one (1) electoral ward;

h) The first general election for mayor and councillors shall be held on the first Sunday of November, 1972 if the letters patent are in force on the first of August of that year; should the letters patent come into force after that date, the election shall take place on the first Sunday of November, 1973. The subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November;

i) The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other records of each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they were prepared until they are amended, annulled or repealed by the new municipality;

j) Les surplus et déficits accumulés par chacune des municipalités requérantes seront transportés aux fonds de la nouvelle municipalité;

k) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes, deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

l) Les taxes spéciales décrétées aux règlements nos 39, 42, 44, 49, et 64 de la municipalité de Carleton-sur-Mer et no 66 de celle du canton de Carleton continueront à être prélevées conformément aux dispositions des règlements d'emprunts qui en décrètent l'imposition;

m) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi;

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats des municipalités de Carleton-sur-Mer et de Canton-Carleton.

Donné à Carleton, ce 14e jour du mois d'avril 1972.

Corporation Municipale de Carleton-sur-Mer,
Le secrétaire-trésorier,
45629-18-2-o Par: Mme Yvonne B. LeBlanc.

j) The surpluses and deficits accumulated by each of the petitioning municipalities shall be transferred to the funds of the new municipality;

k) All the movables and immovables belonging to each of the petitioning municipalities shall become the property of the new municipality;

l) The special taxes imposed under by-laws Nos. 39, 42, 44, 49, and 64 of the Municipality of Carleton-sur-Mer and No. 66 of the Township of Carleton shall continue to be levied in conformity with the provisions of the loan by-laws decreeing their imposition;

m) The new municipality shall become effective according to the law;

Any proprietor or tenant of the municipalities concerned may oppose the principle of the amalgamation or the conditions of the joint petition within the thirty days following upon the date of the final publication of the present notice in a newspaper. He may inform the Commission, in writing, of the reasons for his opposition.

The text of the joint petition may be consulted and a copy thereof may be obtained at the secretariates of the Municipalities of Carleton-sur-Mer and Carleton Township.

Given at Carleton, this 14th day of April, 1972.

Municipal Corporation of Carleton-sur-Mer.
Per: Mrs. Yvonne B. LeBlanc,
45629-18-2 *Secretary-Treasurer.*

Côte Saint-Luc

(*Erratum*)

Dans l'avis publié le 8 avril 1972 à la page 3164, nous aurions dû lire à la trente-deuxième ligne de la version française une superficie de (59 p.c.) au lieu de (50 p.c.).
45396-o

Changement de nom — Loi du *Demandes*

David Abel

Avis est donné que David Abel, résidant à Dunham, comté de Brome, province de Québec, présentera au ministre de la Justice une requête à l'effet de changer son nom en celui de David Harvey.

Daté à Cowansville, ce 13 avril 1972.

Les procureurs du requérant,
Bertrand, Turmel,
45753-19-2-o Meunier & Mercure.

Robert Lenard Fourre

Avis est donné que Robert Lenard Fourre, policier, de la cité de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de Robert Lenard Forel, et que ce changement du nom de famille s'appliquera à son épouse Michelle.

Montréal, le 26 janvier 1972.
45806-19-2-o Robert L. Fourre.

Change of name — Act *Applications*

David Abel

Notice is given that David Abel, residing in Dunham, County of Brome, Province of Québec, will present a petition to the Minister of Justice for an order changing his name to David Harvey.

Dated at Cowansville, April 13, 1972.

Bertrand, Turmel,
Meunier & Mercure,
45753-19-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Robert Lenard Fourre

Notice is hereby given that Robert Lenard Fourre, policeman, of the city of Montreal, will make application to the Minister of Justice in order to change his name to Robert Lenard Forel, and such change in the family name shall apply also to his wife, Michelle.

Montreal, January 26, 1972.
45806-19-2-o Robert L. Fourre.

Arnold Aaron Brown

Avis est donné que Arnold Aaron Brown, exécutif, de la cité d'Outremont, du district de Montréal, et de la Province du Québec, y domicilié et résidant à 80 Pagnuelo, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom à Arnold Aaron von Braun.

Montréal, le 7 avril 1972.

Le procureur du requérant,

45643-18-2-o JUDAH L. WOLOFSKY.

Joseph Ferrier Benoît Chagnon

Avis est donné que Joseph Ferrier Benoît Chagnon, maire de Lévis, résidant et domicilié au numéro 21 de l'avenue Christ-Roi, en la cité de Lévis, district de Québec, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Joseph Vincent Ferrier Chagnon.

Québec, le 12 avril 1972.

Les procureurs du requérant,

DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,

45644-18-2-o CROFT, AUGER & ASSOCIÉS.

Herménégilde Claveau

Avis est par les présentes donné que monsieur Herménégilde Claveau, contracteur-vitrier, résidant et domicilié au 1073 d'Ailleboust, Duvernay, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Gilles Claveau.

Montréal, le 14 avril 1972.

Les avocats du requérant,

45645-18-2-o Mes GAGNÉ & KALNITSKY.

Réal Lessard

Avis est par les présentes donné que monsieur Réal Lessard, célibataire, résidant et domicilié au 9177 58e Avenue, Rivière-des-Prairies, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom de Réal Lessard à celui de René Lessard.

Montréal, ce 21 avril 1972.

Le procureur du requérant,

45646-18-2-o Me JEAN HUBERT MARANDA.

Alfred Walczewski

Nous donnons avis que Alfred Walczewski, étudiant, domicilié et résidant au numéro 3641, boulevard Saint-Laurent, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Alfred Walters; ce changement de nom devant également bénéficier à l'épouse du requérant, née Janet Davidowicz, domiciliée au même endroit.

Saint-Jean, le 3 mai 1972.

Les avocats du requérant,

45811-19-2-o CARTIER & FAVREAU.

Arnold Aaron Brown

Notice is hereby given that Arnold Aaron Brown, executive, of the city of Outremont, district of Montreal, province of Québec, therein residing and domiciled at 80 Pagnuelo Street, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Arnold Aaron von Braun.

Montreal, April 7, 1972.

JUDAH L. WOLOFSKY,

45643-18-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Joseph Ferrier Benoît Chagnon

Notice is given that Joseph Ferrier Benoît Chagnon, mayor of Lévis, residing and domiciled at 21 Christ-Roy, in the city of Lévis, district of Québec, province of Québec, shall petition the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree changing his name to Joseph Vincent Ferrier Chagnon.

Québec, April 12, 1972.

DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,
CROFT, AUGER & ASSOCIÉS,

45644-18-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Herménégilde Claveau

Notice is hereby given that Herménégilde Claveau, plate-glass contractor, residing and domiciled at 1073 d'Ailleboust, Duvernay, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Gilles Claveau.

Montreal, this April 14, 1972.

GAGNÉ & KALNITSKY,

45645-18-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Réal Lessard

Notice is hereby given that Mr. Réal Lessard, single, residing and domiciled at 9177, 58th Avenue, Rivière-des Prairies, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Réal Lessard to René Lessard.

Montreal, April the 21st, 1972.

Me JEAN HUBERT MARANDA,

45646-18-2-o *Attorney for the petitioner.*

Alfred Walczewski

Notice is hereby given that Alfred Walczewski, student, domiciled and residing at 3641 St. Lawrence Blvd., city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Alfred Walters; such change to benefit his wife, born Janet Davidowicz, domiciled and residing at the same place.

Saint-Jean, May 3, 1972.

CARTIER & FAVREAU,

45811-19-2-o *Attorneys for petitioner.*

Brian Ross Smith

Avis est donné qu'une pétition pour changement de nom a été soumise à l'honorable ministre de la Justice de la province de Québec de la part de Brian Ross Smith pour changer son nom pour celui de Brian Ross Reitman Smith.

Daté à Montréal ce 6e jour d'avril 1972.

Les procureurs du requérant,
GREENBERG, GOLDSCHLEGER
45672-18-2-o & BLUMENSTEIN.

Brian Ross Smith

Notice is given that a petition for change of name has been applied for the Honourable Minister of Justice of the province of Québec on behalf of Brian Ross Smith to be changed to Brian Ross Reitman Smith.

Dated at Montreal, this 6th day of April, 1972.

GREENBERG, GOLDSCHLEGER
& BLUMENSTEIN,
45672-18-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Charles Hannouche

Avis est donné que Charles Hannouche, pharmacien, domicilié et résidant au numéro 250 de la rue Mutchmore, dans les cité et district de Hull, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin de faire changer son nom de Charles Hannouche à Charles Jean.

Hull, le 1er mai 1972.

Les procureurs du requérant,
BÉLEC, BERGERON,
45801-19-2-o BOULANGER, JOYAL.

Charles Hannouche

Notice is given that Charles Hannouche, whose address is 250, Mutchmore Street, in the city and district of Hull, province of Québec, will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council, province of Québec, for the purpose of asking him for a decree, changing his name to Charles Jean.

Hull, May 1st, 1972.

BÉLEC, BERGERON,
BOULANGER, JOYAL,
45801-19-2-o *Solicitors for the petitioner.*

John Emil Puhach

Soyez avisés que John Emil Puhach, domicilié à Montréal-Ouest, 37 avenue Crestwood, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil un décret changeant son nom à John Emil Pauch, bénéficiant à sa femme Frances Pauline Janishevski domiciliée au même endroit.

Le requérant,
45825-19-2-o JOHN EMIL PUHACH.

John Emil Puhach

Notice is given that John Emil Puhach domiciled at 37 Crestwood Avenue, Montreal-West, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to John Emil Pauch, and to benefit his wife Frances Pauline Janishevski domiciled at the same place.

JOHN EMIL PUHACH,
45825-19-2 *Petitioner.*

Clément L'Étoile

Avis est donné que Clément L'Étoile, époux de Églantine Leduc, domicilié au 3426 rue Frontenac à Montréal, a présenté une requête conformément à la loi du Gouvernement de Sa Majesté de la province de Québec pour changer son nom en celui de Clément De L'Étoile.

Le nom d'aucune autre personne ne peut être changé à la suite de la présentation de cette requête.

Montréal, le 20 janvier 1972.

Le procureur du requérant,
45830-19-2-o J. P. A. RENAUD.

Clément L'Étoile

Notice is given that Clément L'Étoile, husband of Églantine Leduc, domiciled at 3426 Frontenac Street, in Montreal, has presented a petition under the laws of Her Majesty's Government of the Province of Québec to change his name to that of Clément De L'Étoile.

This petition is made on behalf of the above mentioned person only and the name of no other person may be changed thereby.

Montreal, January 20, 1972.

J. P. A. RENAUD,
45830-19-2 *Attorney for the petitioner.*

Changement de nom — Loi du *Accordés*

Change of name — Act *Granted*

Felicia Carmelly

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1040, du 12 avril 1972, d'effectuer le changement de nom de Felicia Steigman (Carmelly) en celui de Felicia Carmelly.

Québec, le 24 avril 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45756-o *Sous-ministre de la Justice.*

Felicia Carmelly

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1040, dated April 12, 1972, to change the name of Felicia Steigman (Carmelly) to that of Felicia Carmelly.

Québec, April 24, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45756 *Deputy Minister of Justice.*

James Arthur Miller

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1041, du 12 avril 1972, d'effectuer le changement de nom de James Arthur (Ryan) en celui de James Arthur Miller.

Québec, le 24 avril 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45756-o *Sous-ministre de la Justice.*

Gérald Martin Nevins Nadeau

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1042, du 12 avril 1972, d'effectuer le changement de nom de Gerald Martin Nevins en celui de Gerald Martin Nevins Nadeau.

Québec, le 24 avril 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45756-o *Sous-ministre de la Justice.*

Normand Vallières

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1043, du 12 avril 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph Gerard Normand Charlette en celui de Normand Vallières.

Québec, le 24 avril 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45756-o *Sous-ministre de la Justice.*

James Arthur Miller

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1041, dated April 12, 1972, to change the name of James Arthur (Ryan) to that of James Arthur Miller.

Québec, April 24, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45756-o *Deputy Minister of Justice.*

Gérald Martin Nevins Nadeau

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1042, dated April 12, 1972, to change the name of Gerald Martin Nevins to that of Gerald Martin Nevins Nadeau.

Québec, April 24, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45756 *Deputy Minister of Justice.*

Normand Vallières

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1043, dated April 12, 1972, to change the name of Joseph Gerard Normand Charlette to that of Normand Vallières.

Québec, April 24, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45756 *Deputy Minister of Justice.*

Chartes — demandes d'abandon de

Association des Parents des Élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.

Avis est par les présentes donné que la corporation « Association des Parents des Élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc. », incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sherbrooke, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 19 avril 1972.

Les procureurs de la corporation,
BOILY, FONTAINE
45700-o & LAFLAMME.

Cassella Canada Limited

Avis est donné que « Cassella Canada Limited », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies ayant son siège social au numéro 4045, boul. Côte Vertu, en la ville de St-Laurent, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies,

Daté à Montréal, ce 5e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
45704-o PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

Charters — Applications for Surrender of

Association des Parents des Élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.

Notice is hereby given that the corporation "Association des Parents des Élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.", incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the City of Sherbrooke will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, April 19, 1972.

BOILY, FONTAINE
& LAFLAMME,
45700-o *Attorneys for the Corporation.*

Cassella Canada Limited

Notice is hereby given that "Cassella Canada Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 4045 Côte Vertu Blvd., City of St. Laurent, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of April, 1972.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
45704-o *Attorneys for the company.*

Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield

Avis vous est donné que la compagnie « Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 24e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45701-o MELOCHE, BLANCHARD & ROULEAU.

Camp Notre-Dame de Fatima inc.

Avis est donné que le « Camp Notre-Dame de Fatima inc. » demandera, au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
45702-o Mtres CORRIVEAU & ASSOCIÉS.

Le Carrefour du Livre de Lachute

Avis est donné que la compagnie « Le Carrefour du Livre de Lachute » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le notaire,
45703-o PAUL HÉNAULT.

Clinique d'orientation Psycho-Sociale ltée

Avis est donné que la compagnie « Clinique d'orientation Psycho-Sociale ltée », ayant son siège social à Loretteville, au numéro 2, rue Père-Daniel, district de Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopéatives pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 11 avril 1972.

Le procureur de la requérante,
45705-o JEAN-M. MORISSETTE.

Club de Golf et Autos-Neige Dorchester inc.

Avis est donné que la compagnie « Club de Golf et Autos-Neige Dorchester inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Ville Ste-Marie de Beauce, le 17 avril 1972.

Le procureur de la compagnie,
45706-o DENYS SYLVAIN, avocat.

Coronet Land & Housing Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Coronet Land & Housing Corporation », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 25e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45709-o BRISKIN & NARVEY.

Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield

Notice is given that "Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Salaberry-de-Valleyfield, this 24th day of March, 1972.

MELOCHE, BLANCHARD & ROULEAU,
45701 *Attorneys for the Company.*

Camp Notre-Dame de Fatima inc.

Notice is given that "Camp Notre-Dame de Fatima inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

CORRIVEAU & ASSOCIÉS, *lawyers,*
45702 *Attorneys for the Company.*

Le Carrefour du Livre de Lachute

Notice is given that "Le Carrefour du Livre de Lachute" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

PAUL HÉNAULT,
45703 *Notary.*

Clinique d'orientation Psycho-Sociale ltée

Notice is given that "Clinique d'orientation Psycho-Sociale ltée", having its head office in the city of Loretteville, at 2 Père-Daniel Street, judicial district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, April 11, 1972.

JEAN-M. MORISSETTE,
45705 *Attorney for the Petitioner.*

Club de Golf et Autos-Neige Dorchester inc.

Notice is given that "Club de Golf et Autos-Neige Dorchester inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Ville Ste. Marie de Beauce, April 17, 1972.

DENYS SYLVAIN, Lawyer,
45706 *Attorney for the company.*

Coronet Land & Housing Corporation

Notice is hereby given that "Coronet Land & Housing Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of April, 1972.

BRISKIN & NARVEY,
45709 *Attorneys for the company.*

Club Tamagadi inc.

Avis est donné que la compagnie « Club Tamagadi inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
45707-o MES GAGNÉ & GAGNON.

Club Tamagadi inc.

Notice is given that "Club Tamagadi inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GAGNÉ & GAGNON.
45707 *Attorneys for the company.*

Colonie de Vacances Ste-Claire D'Assise inc.

Avis est donné que la « Colonie de Vacances Ste-Claire D'Assise inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
45708-o CORRIVEAU & ASSOCIÉS, avocats.

Colonie de Vacances Ste-Claire D'Assise inc.

Notice is given that "Colonie de Vacances Ste-Claire D'Assise inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

CORRIVEAU & ASSOCIATES, Lawyers,
45708 *Attorneys for the Company.*

Delux Construction Inc.

Avis est pas les présentes donné que « Delux Construction Inc. » ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la-date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

Suite 1430,
800 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal 101, Québec. 45710-o

Delux Construction Inc.

Notice is hereby given that "Delux Construction Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1972.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

Suite 1430,
800 Dorchester Blvd. West,
Montreal 101, Québec. 45710-o

Distributomatic Inc.

Avis est donné que la compagnie « Distributomatic Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Granby, le 7e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la requérante,
45711-o LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON.

Distributomatic Inc.

Notice is given that "Distributomatic Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Granby, this 7th day of April 1972.

LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON,
45711-o *Attorneys for the Company.*

Doucet Automobiles Inc.

Avis est donné que la compagnie « Doucet Automobiles Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Baie-Comeau, ce 13 mars 1972.

Le procureur de la requérante,
45712-o SARTO CLOUTIER.

Doucet Automobiles Inc.

Notice is hereby given that "Doucet Automobiles Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Baie-Coceau, March 13, 1972.

SARTO CLOUTIER,
45712-o *Attorney for the Company.*

Au Filon d'or ltée

Avis est donné que la compagnie « Au Filon d'or ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
45714-o PHILIPPE GERMAIN, *notaire.*

Au Filon d'or ltée

Notice is given that "Au Filon d'or ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

PHILIPPE GERMAIN, *Notary,*
45714 *Attorney for the company.*

Faymor Chemical Limited

Avis est donné que la compagnie « Faymor Chemical Limited » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 19e jour d'avril 1972.

Le procureur de la compagnie,
45713-o MAURICE MARTEL, C.R., *avocat.*

Flash Electric Inc.

La compagnie « Flash Electric Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la Cité de Montréal, province de Québec, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 21e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45715 MARKS, SHAPIRO & ASSOCIÉS.

G. H. Marie inc.

Avis est donné que la compagnie « G. H. Marie inc. », une corporation incorporée suivant les dispositions de la Loi des compagnies, ayant son siège social à l'Île-aux-Coudres, comté de Charlevoix, dans le district de Saguenay, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Baie St-Paul, ce 9e jour d'avril 1972.

Le procureur de la compagnie,
45716-o ME ROBERT BOUDREAULT, Notaire.

Les Immeubles Clark inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles Clark inc. », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 20 mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
45718-o TRUCHON & MORISSET.

Lou Korman Inc.

Avis est par les présentes donné que « Lou Korman Inc. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1972.

Suite 1430, *Les procureurs de la requérante,*
800 ouest, boulevard Dorchester, STEIN & STEIN.
Montréal 101, Québec, 45719-o

Faymor Chemical Limited

Notice is hereby given that "Faymor Chemical Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 19th day of April 1972.

MAURICE MARTEL, Q.C., *Lawyer,*
45713-o *Attorney for the Company.*

Flash Electric Inc.

Notice is given that "Flash Electric Inc." incorporated under the Companies Act, having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, this 21st day of April, 1972.

MARKS, SHAPIRO & ASSOCIATES,
45715-o *Attorneys for the Company.*

G. H. Marie inc.

Notice is hereby given that "G. H. Marie inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Île-aux-Coudres, district of Saguenay, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Baie St-Paul, April 9, 1972.

ME ROBERT BOUDREAULT, Notary,
45716-o *Attorney of the company.*

Les Immeubles Clark inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Clark inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having his head office at Montreal, District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, this March 20, 1972.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
45718-o *Attorneys for the company.*

Lou Korman Inc.

Notice is hereby given that "Lou Korman Inc.", having its head office in the city and district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1972.

Suite 1430, STEIN & STEIN,
800 Dorchester Blvd. West, *Attorneys for petitioner.*
Montreal 101, Québec. 45719-o

Benoit Gagné ltée

Avis est donné que la compagnie « Benoit Gagné ltée », ayant son siège social dans la cité de Lévis, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 13 avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
KRONSTROM, TURMEL, BLAIS
45717-o ET DESJARDINS.

Labrador Import-Export Inc.

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Labrador Import-Export Inc. » compagnie dûment incorporée par lettres patentes de la province de Québec et ayant son siège social au numéro 9223, boulevard Lasalle, Cité Lasalle, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Cité Lasalle, ce 13e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45720-o CHABOT, DOWNS & LAURIER.

Lico Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Lico Investments Ltd. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

Suite 1430,
800 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal 101, Québec. 45721-o

Lemire Drive Yourself Inc.

Avis est donné que « Lemire Drive Yourself Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le notaire,
45722-o PIERRE MARTEL.

Nepol Development Corp.

Avis est donné que la compagnie « Nepol Development Corp. », constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Québec, dans le district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 10 avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
45725-o TOURIGNY & ST-ARNAUD.

Benoit Gagné ltée

Notice is hereby given that "Benoit Gagné ltée", having its head office in the city of Lévis, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

Québec, April 13, 1972.

KRONSTROM, TURMEL, BLAIS,
AND DESJARDINS,
45717-o *Attorneys for the company.*

Labrador Import-Export Inc.

Notice is hereby given that "Labrador Import-Export Inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 9223 Lasalle Blvd., in the city of Lasalle, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Lasalle, this 13th day of April, 1972.

CHABOT, DOWNS & LAURIER,
45720-o *Attorneys for the company.*

Lico Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Lico Investments Ltd." having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1972.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

Suite 1430,
800 Dorchester Blvd. West,
Montreal 101, Québec. 45721-o

Lemire Drive Yourself Inc.

Notice is hereby given that "Lemire Drive Yourself Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

PIERRE MARTEL,
45722-o *Notary.*

Nepol Development Corp.

Notice is given that "Nepol Development Corp.", incorporated under the Companies' Act, having its head office in Québec City, in the district of Québec, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, April 10, 1972.

L'HEUREUX, PHILLIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD,
45725-o *Attorneys for the Company.*

Michel Produits de Beauté Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Michel Produits de Beauté Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
45723-o ME JACQUES CÔTÉ, Notaire.

Morris Schwartz Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Morris Schwartz Holdings Inc. », constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 29e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GURMAN, MARCOVITCH
45724-o & MILLER.

Placements Brault, Guy, Chaput ltée

Avis est par les présentes donné que « Placements Brault, Guy, Chaput ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT,
BERTRAND, BOURGEOIS
& LAURENT.

630 ouest, boulevard Dorchester
bureau 2620
Montréal, P.Q. 45726-o

Placements Grenache inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Placements Grenache inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 17e jour de février 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
45727-o PIERRE GRENACHE.

Salon de Quilles Lévis inc.

Avis est par les présentes donné que « Salon de Quilles Lévis inc. », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Lévis, district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 18 avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
45729-o TRUCHON & MORISSET.

Michel Produits de Beauté Inc.

Notice is hereby given that the company "Michel Produits de Beauté Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

ME JACQUES CÔTÉ, Notary,
45723-o *Attorney for the Company.*

Morris Schwartz Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Morris Schwartz Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of December, 1971.

GURMAN, MARCOVITCH
& MILLER,
45724-o *Attorneys for the Company.*

Placements Brault, Guy, Chaput ltée

Notice is hereby given that "Placements Brault, Guy Chaput ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montréal, April 24, 1972.

DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT,
BERTRAND, BOURGEOIS
& LAURENT,
Attorneys for the Company.

630 Dorchester Boulevard West
Suite 2620
Montreal, P.Q. 45726-o

Placements Grenache inc.

Notice is hereby given that "Placements Grenache inc.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Given at Montreal, this 17th day of February, 1972.

(Seal) PIERRE GRENACHE,
45727-o *Secretary.*

Salon de Quilles Lévis inc.

Notice is hereby given that "Salon de Quilles Lévis inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Levis, district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, April 18, 1972.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
45729-o *Attorneys for the company.*

Les Résidences Laurier inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Résidences Laurier inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
DÉCARY, GUY, BAILLANCOURT,
BERTRAND, BOURGEOIS
& LAURENT.

630 ouest, boulevard Dorchester
bureau 2620
Montréal, P.Q. 45728-o

Trans Caribbean Research Corp. (1970)

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Trans Caribbean Research Corp. (1970) », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 22e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
45730-o E. W. ROWAT.

Versailles Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Versailles Investments Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, demandra au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
45731-o GURMAN, MARCOVITCH ET MILLER.

Villeray Home Construction Co.

La compagnie « Villeray Home Construction Co. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 18e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
45732 ROSE FISHER.

Zephyr Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « Zephyr Construction inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Laval, ce 30e jour de septembre 1971.

Le président,
45733-o ARMAND LAVOIE.

Les Résidences Laurier inc.

Notice is hereby given that "Les Résidences Laurier inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, April 24, 1972.

DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT,
BERTRAND, BOURGEOIS
& LAURENT,
Attorneys for the Company.

630 Dorchester Boulevard West
Suite 2620
Montréal, P.Q. 45728-o

Trans Caribbean Research Corp. (1970)

Notice is hereby given that "Trans Caribbean Research Corp. (1970)", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of March 1972.

E. W. ROWAT,
45730-o *Secretary.*

Versailles Investments Inc.

Notice is hereby given that "Versailles Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of December, 1971.

GURMAN, MARCOVITCH & MILLER.
45731-o *Attorneys for the company.*

Villeray Home Construction Co.

Notice is hereby given that "Villeray Home Construction Co.", a corporation under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of April 1972.

ROSE FISHER,
45732-o *Secretary.*

Zephyr Construction inc.

Notice is given that "Zephyr Construction inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Laval, this 30th day of September, 1971.

ARMAND LAVOIE,
45733 *President.*

Lettres patentes

Charcuterie Bellerive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes du 1er septembre 1971, de la compagnie « Charcuterie Bellerive inc. », en y remplaçant le siège social « 3, rue Bellerive, app. 2209, Montréal » par « 3, rue Bellerive, suite 2209, Laval ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698-o 3510-71

Letters Patent

Charcuterie Bellerive inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives was pleased to correct the letters patent dated September 1, 1971, of "Charcuterie Bellerive inc.", by replacing the head office "3 Bellerive Street, Apt. 2209, Montréal", by "3 Bellerive Street, Suite 2209, Laval".

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 3510-71

Avis d'annulation de lettres patentes

L'Entrepôt Frigorifique de Notre-Dame du Nord (limitée)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « L'Entrepôt Frigorifique de Notre-Dame du Nord (limitée) », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 2 juin 1952,

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années de 1952 à 1971,

b) et qu'en conséquence, il entend, à l'expiration des 60 jours de la publication dudit avis, procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45698-o

Lettres Patent Notice of annulment

L'Entrepôt Frigorifique de Notre-Dame du Nord (limitée)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to "L'Entrepôt Frigorifique de Notre-Dame du Nord (limitée)", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on June 2, 1952,

(*a*) that it has failed to file a return for the years 1952 to 1971, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273),

(*b*) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45698

Compagnies étrangères *Permis*

Atlantic Bedford Coffee Bag Co., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Atlantic Bedford Coffee Bag Co., Inc. » a été autorisée à faire des affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Michael P. Maloney, suite 700, 1, place Ville-Marie, Édifice de la Banque Royale, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 700, 1, Place Ville-Marie, Édifice de la Banque Royale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 80-71

Extra-Provincial Companies *Licenses*

Atlantic Bedford Coffee Bag Co., Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Atlantic Bedford Coffee Bag Co., Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Michael P. Maloney, Suite 700, 1 Place Ville Marie, The Royal Bank Building, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 700, 1 Place Ville Marie, The Royal Bank Building, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 80-71

Canfor Pulp Sales (1967) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Canfor Pulp Sales (1967) Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. T. H. Buck, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 700, Édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 6-72

Consolidated Foods Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Consolidated Foods Corporation » a été autorisé à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 12-72

Dresser Olympic Canada Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3e jour de mars 1972, il a accordé un nouveau permis à la compagnie « Canwest Geophysical Limited », l'autorisant à faire affaires dans la province sous son nouveau nom de « Dresser Olympic Canada Ltd. », et ce, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus, 1964, chapitre 282.

Le principal agent chargé de recevoir toute signification de poursuite intentée contre la compagnie est M. Thomas S. Gillespie, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est situé à la pièce 750, 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 42-70

GEA Luftkühlergesellschaft Happel GmbH & Co. KG

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « GEA Luftkühlergesellschaft Happel GmbH & Co. KG » a été autorisée à faire affaires dans la province.

Canfor Pulp Sales (1967) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Canfor Pulp Sales (1967) Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. T. H. Buck, of Montreal.

The principal office of the company iu the Province is at Suite 700, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 6-72

Consolidated Foods Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Consolidated Foods Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 12-72

Dresser Olympic Canada Ltd.

Notice is given that, on 3rd day of March, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Canwest Geophysical Limited", authorizing it to carry business in the Province under its new name of "Dresser Olympic Canada Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Thomas S. Gillespie, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 42-70

GEA Luftkühlergesellschaft Happel GmbH & Co. KG

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act "GEA Luftkühlergesellschaft Happel GmbH & Co. KG", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Knut D. Neise, administrateur, 1400 ouest, avenue Pine, suite 1303, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1210 ouest, rue Sherbrooke, suite 215, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 1-72

Maple Shipping Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Maple Shipping Company Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. D. K. Gardiner, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1150, Place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 4-72

Medicaline Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Medicaline Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Neil F. Phillips, C.R., 1, Place Ville-Marie, Édifice de la Banque Royale, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 2800, boulevard Pitfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 11-72

Societa Svizzera Annie S.A.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Societa Svizzera Annie S.A. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est Fidusco Limited, 1, Place Ville-Marie, Suite 1536, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1, Place Ville-Marie, Suite 1536, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698-o 8-72

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Knut D. Neise, executive, 1400 Pine Avenue West, Suite 1303, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1210 Sherbrooke Street West, Suite 215, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 1-72

Maple Shipping Company Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Maple Shipping Company Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. D. K. Gardiner, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 1150, Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 4-72

Medicaline Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Medicaline Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Neil F. Phillips, Q.C., 1 Place Ville Marie, Royal Bank of Canada Building, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2800 Pitfield Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 11-72

Societa Svizzera Annie S.A.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Societa Svizzera Annie S.A.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Fidusco Limited, 1 Place Ville-Marie, Suite 1536, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1 Place Ville-Marie, Suite 1536, Montréal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698 8-72

Suddenly Slender of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Suddenly Slender of Canada Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Richard J.F. Bowie, avocat, 181, avenue Morrison, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 97-71

Suddenly Slender of Canada Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Suddenly Slender of Canada Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Richard J.F. Bowie, advocate, 181 Morrison Avenue, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 3400, Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 97-71

Trans-Mediterranean Airways S.A.L.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Trans-Mediterranean Airways S.A.L. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Elias Nasri Ghaoui, 1, Place Ville-Marie, suite 1911, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1, Place Ville-Marie, suite 1911, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45698 100-71

Trans-Mediterranean Airways S.A.L.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Trans-Mediterranean Airways S.A.L.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Elias Nasri Ghaoui, 1 Place Ville-Marie, Suite 1911, Montreal, judicial district of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1 Place Ville-Marie, Suite 1911, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45698-o 100-71

Divers
Compagnies

Accueil Bellerive (1970) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 mars 1972, il a approuvé les règlements numéros 1, 2, 3 et 4 de la corporation « Accueil Bellerive (1970) inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45743-o 3521-70

Le Comité d'Éducation aux Adultes de la Petite Bourgogne

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Comité d'Éducation aux Adultes de la Petite Bourgogne », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45744-o 2452-71

Miscellaneous
Companies

Accueil Bellerive (1970) inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 24, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved by-laws 1, 2, 3, and 4 of "Accueil Bellerive (1970) inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45743 3521-70

Le Comité d'Éducation aux Adultes de la Petite Bourgogne

Notice is given that on March 14, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Le Comité d'Éducation aux Adultes de la Petite Bourgogne", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45744 2452-71

La Compagnie Marcel Gamache inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Marcel Gamache inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de septembre 1971, changeant son nom en celui de « La Compagnie Marcel Gamache inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45745-o 714951

La Compagnie Marcel Gamache inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Marcel Gamache inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of September, 1971, changing its name into that of "La Compagnie Marcel Gamache inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45745-o 714951

Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc. The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.— The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45746-o 3995-70

Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc. The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.

Notice is given that, on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.— The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45746 3995-70

Hebdos du Canada

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hebdos du Canada », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45747-o 1578-36

Hebdos du Canada

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 4, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Hebdos du Canada".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45747 1578-36

Mutual Equity Corporation (1971) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 6, de la compagnie « Maple Leaf Mines Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Mutual Equity Corporation (1971) Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45749-o 4150-70

Mutual Equity Corporation (1971) Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 6, of the company "Maple Leaf Mines Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1970, changing its name into that of "Mutual Equity Corporation (1971) Limited".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45749-o 4150-70

Service d'Entretien Préventif (Québec) inc. Preventive Maintenance Service (Québec) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Service d'Entretien Préventif (Québec) inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Service d'Entretien Préventif (Québec) inc.— Preventive Maintenance Service (Québec) Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45751-o 716418

Service d'Entretien Préventif (Québec) inc. Preventive Maintenance Service (Québec) Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Service d'Entretien Préventif (Québec) inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of November, 1971, changing its name into that of "Service d'Entretien Préventif (Québec) inc.— Preventive Maintenance Service (Québec) Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45751-o 716418

Industrial Gear Mfg. Inc.

La compagnie « Industrial Gear Mfg. Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
EDMOND TRUDEAU.

45748-o 4130-70

Prefinco Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 42, de la compagnie « Preferred Properties & Investments Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Prefinco Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45750-o 15231-59

Trebor Canada Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 27, de la compagnie « Leeds Candy Corp. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Trebor Canada Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45752-o 15222-59

Americana Investment & Mortgage Corporation

La compagnie « Americana Investment & Mortgage Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
MICHAEL VINEBERG.

45768 14485-62

Cogemial inc.

La compagnie « Cogemial inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
HUGUETTE ARCHAMBAULT.

45769-o 4500-69

Amana (Québec) Ltd.

La compagnie « Amana (Québec) Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MAX S. MENSHER.

45792 10627-54

Horesco Equipment Inc.
Équipement Horesco inc.

La compagnie « Horesco Equipment Inc. — Équipement Horesco inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MICHEL BLOUIN.

45774 3896-71

Industrial Gear Mfg. Inc.

Notice is given that "Industrial Gear Mfg. Inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

EDMOND TRUDEAU,
Secretary.

45748 4130-70

Prefinco Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 42, of the company "Preferred Properties & Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of October, 1959, changing its name into that of "Prefinco Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45750-o 15231-59

Trebor Canada Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 27, of the company "Leeds Candy Corp.", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1959, changing its name into that of "Trebor Canada Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45752-o 15222-59

Americana Investment & Mortgage Corporation

Notice is given that "Americana Investment & Mortgage Corporation" has changed the number of its directors from 4 to 5.

MICHAEL VINEBERG,
Secretary.

45768-o 14485-62

Cogemial inc.

Notice is given that "Cogemial inc." has increased the number of its directors from 5 to 9.

HUGUETTE ARCHAMBAULT,
Secretary.

45769 4500-69

Amana (Québec) Ltd.

Notice is given that "Amana (Québec) Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

MAX S. MENSHER,
Secretary.

45792-o 10627-54

Horesco Equipment Inc.
Équipement Horesco inc.

Notice is given that "Horesco Equipment Inc. — Équipement Horesco inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

MICHEL BLOUIN,
Secretary.

45774-o 3896-71

Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company

La « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 14 à 12.

Le secrétaire,
ANDRÉ VERGE.

45770-o 782-60

Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company

Notice is given that the "Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company" has decreased the number of its directors from 14 to 12.

ANDRÉ VERGE,
Secretary.

45770 782-60

Le Club de Chasse et Pêche Chénier
The Chénier Fish and Game Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la corporation « Anglo American Fish and Game Club », changeant son nom en celui de « Le Club de Chasse et Pêche Chénier — The Chénier Fish and Game Club », et ce, en vertu de l'article 2 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45771-o 5-04

Le Club de Chasse et Pêche Chénier
The Chénier Fish and Game Club

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved by-law number 3 of the "Anglo American Fish and Game Club", changing its name to that of "Le Club de Chasse et Pêche Chénier — The Chénier Fish and Game Club", pursuant to section 2 of the Special Corporate Powers Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45771 5-04

Richelieu Flooring Distributors Inc.
Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc.

La compagnie « Richelieu Flooring Distributors Inc. — Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GEORGES PELLETIER.

45772-o 10778-59

Richelieu Flooring Distributors Inc.
Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc.

Notice is given that the "Richelieu Flooring Distributors Inc. — Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

GEORGES PELLETIER,
Secretary.

45772 10778-59

The Elizabeth T. Greenshields
Memorial Foundation

La compagnie « The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 9.

Le secrétaire,
JOAN E. EDGLEY.

45773 11290-55

The Elizabeth T. Greenshields
Memorial Foundation

Notice is given that "The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation" has changed the number of its directors from 10 to 9.

JOAN E. EDGLEY,
Secretary.

45773-o 11290-55

Roymor Ltd.
Roymor ltée

La compagnie « Roymor Ltd. — Roymor ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
PAUL M. GASKIN.

45775 3675-68

Roymor Ltd.
Roymor ltée

Notice is given that "Roymor Ltd. — Roymor ltée" has changed the number of its directors from 5 to 6.

PAUL M. GASKIN,
Secretary.

45775-o 3675-68

Parent & Sperandio inc.

La compagnie « Parent & Sperandio inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PAUL SPERANDIO.

45794-o 6364-69

Parent & Sperandio inc.

Notice is given that "Parent & Sperandio inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

PAUL SPERANDIO,
Secretary.

45794 6364-69

Les Jeux du Québec inc.
Québec Games Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84 il a approuvé le 17 mars 1972, les règlements généraux (incluant un article diminuant le nombre des administrateurs de 24 à 20) de la corporation « Les Jeux du Québec inc. — Québec Games Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45793-o 767-70

Siemens Medical of Canada Limited

La compagnie « Siemens Medical of Canada Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
HANS ROSENZWEIG.

45795 4666-40

Smoke House Delly Products Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « A », de la compagnie « Elan Kosher Caterers Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1970, changeant son nom en celui de « Smoke House Delly Products Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45796-o 5096-70

D B Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV, de la compagnie « Entreprises Bonaire inc.— Bonaire Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de décembre 1963, changeant son nom en celui de « D B Service Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45826-o 4560-63

Arcado inc.

La compagnie « Arcado inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
SERGE ARCHAMBAULT.

45827-o 7203-48

P.-E. Larrivée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Petroleum Supply & Service Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour d'avril 1961, changeant son nom en celui de « P.-E. Larrivée inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45828-o 11843-61

Les Jeux du Québec inc.
Québec Games Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on March 17, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section changing the number of its directors from 24 to 20) of "Les Jeux du Québec inc. — Québec Games Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45793 767-70

Siemens Medical of Canada Limited

Notice is given that "Siemens Medical of Canada Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

HANS ROSENZWEIG,
Secretary.

45795-o 4666-40

Smoke House Delly Products Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "A", of the company "Elan Kosher Caterers Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1970, changing its name into that of "Smoke House Delly Products Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45796-o 5096-70

D B Service Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXIV, of the company "Entreprises Bonaire inc.— Bonaire Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of December, 1963, changing its name into that of "D B Service Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45826-o 4560-63

Arcado inc.

Notice is given that "Arcado inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

SERGE ARCHAMBAULT,
Secretary.

45827 7203-48

P.-E. Larrivée inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the company "Petroleum Supply & Service Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of April, 1961, changing its name into that of "P.-E. Larrivée inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45828-o 11843-61

Sièges sociaux

Centre de Céramique-Poterie Bonsecours inc.

Avis est donné que le « Centre de Céramique-Poterie Bonsecours inc. », constitué en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies en date du 16 septembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 427 est, rue Notre-Dame, ville et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 24e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
JEAN LA ROCQUE.

45735-o 71-4879

Dufresne Construction Company Limited

Avis est donné que la « Dufresne Construction Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 novembre 1922 et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 2620 est, du boulevard St-Joseph, l'a transporté au numéro 3410 de la rue Peel, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour de mars 1972.

45736-o 1905-22

Morin Fourrure (1971) inc.

Avis est donné que la compagnie « Morin Fourrure (1971) inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 février 1972, et ayant son siège social à Saint-Jean, a établi son siège social à 123 rue St-Jacques avec une principale place d'affaires à 242 rue Chaussé à St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jean, ce 26 février 1972.

Le président,
PAUL MARTIN.

45737-o 72-0439

National Vending Systems Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « National Vending Systems Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 17 septembre, 1970 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 455, à la rue Craig ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de mars, 1972.

Le président,
SHELDON MINTZBERG.

45738-o 4072-70

Head Offices

Centre de Céramique-Poterie Bonsecours inc.

Notice is hereby given that the "Centre de Céramique-Poterie Bonsecours inc." incorporated in virtue of the Part III of the Companies Act the 16th day of September 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 427 Notre-Dame Street East, in the city and district of Montreal, province of Québec.

Montreal, this 24th day of March 1972.

JEAN LA ROCQUE,
Secretary.

45735-o 71-4879

Dufresne Construction Company Limited

Notice is given that "Dufresne Construction Company Limited", incorporated by letters patent, bearing date of November 7, 1922 and having its head office in Montreal has changed the address of same from No. 2620 St. Joseph Blvd. East, to No. 3410 Peel St., in Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, the 20th day of March, 1972.

45736-o 1905-22

Morin Fourrure (1971) inc.

Notice is hereby given that the "Morin Fourrure (1971) inc." company incorporated by letters patent on the February 26, 1972, and having its head office in Saint-Jean, has established its office at 123 St-Jacques, St-Jean as the head office with his office at 242 Chaussé, St-Jean.

From and after the date of this notice, the said office and its office shall be considered by the company as being the head office and its office of the company.

Dated at St-Jean, February 26, 1972.

PAUL MARTIN,
President.

45737-o 72-0439

National Vending Systems Inc.

Notice is hereby given that "National Vending Systems Inc.", is incorporated by letters patent dated September 17, 1970 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Québec, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 455 Craig Street West, suite 304.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of March, 1972.

SHELDON MINTZBERG,
President.

45738-o 4072-70

Cusson & Cusson inc.

Avis est donné que la compagnie « Cusson & Cusson inc. » a changé son siège social de 1624 rue Cascades, Saint-Hyacinthe, à 990 rue Castelneau, Douville.

Le secrétaire,
ANDRÉ LEMIEUX.

45734 14997-60

Marcel Touchette & Ass. inc.

Avis est donné que la compagnie « Marcel Touchette & Ass. inc. » constituée en corporation le 28e jour d'octobre 1964 a transporté son siège social du numéro 55, rue Montbrun en la ville de Boucherville où il était auparavant au numéro 39, du boulevard De Varennes, en la ville de Boucherville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Boucherville, ce 10e jour de mars 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
SERGE ROBIDOUX.

45740-o 4752-64

Cogemial inc.

Avis est donné que la compagnie « Cogemial inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour du mois d'octobre mil neuf cent soixante-neuf (1969), et ayant son siège social dans la Cité de Montréal, où elle avait son bureau situé au 50 Place Crémazie, suite 1,025, l'a transporté au numéro 1310 est, rue Chabanel, Montréal (353), P. Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 16e jour de mars 1972.

HUGUETTE ARCHAMBAULT.

45764-o 4500-69

Delivro Express Inc.

La compagnie « Delivro Express Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 89, rue Dorchester sud, Québec, au numéro 179, rue Brittany, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN H. LAFLEUR.

45765-o 1005-70

Maxi-Gestion inc.

Avis est donné que la compagnie « Maxi-Gestion inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) en date du 17e jour de février 1972 et ayant son siège social et son bureau principal à Montréal district de Montréal, a établi son bureau au No 3730 est, Boulevard Métropolitain.

À compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24e jour de février 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
GILLES ST-PIERRE.

45767-o 72-0952

Cusson & Cusson inc.

Notice is given that "Cusson & Cusson inc." has transferred its head office from 1624 Cascades Street, Saint-Hyacinthe, to 990 Castelneau Street, Douville.

ANDRÉ LEMIEUX,
Secretary.

45734-o 14997-60

Marcel Touchette & Ass. inc.

Notice is given that "Marcel Touchette & Ass. inc." incorporated on the 28th day of October 1964, has transferred its head office from 55 Montbrun Street, in the Town of Boucherville, where it was formerly located to 39 De Varennes Boulevard, in the Town of Boucherville.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Boucherville, this 10th day of March 1972.

SERGE ROBIDOUX,
(Seal) *Secretary.*

45740 4752-64

Cogemial inc.

Notice is given that "Cogemial inc.", incorporated by letters patent dated the twentieth day of the month of October, one thousand nine hundred and sixty-nine (1969), and having its head office in the City of Montreal, where its office was located at 50 Place Crémazie, Suite 1205, has transferred it to 1310 Chabanel Street East, Montreal (353), P.Q.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, the 16th day of March, 1972.

HUGUETTE ARCHAMBAULT.

45764 4500-69

Delivro Express Inc.

Notice is given that "Delivro Express Inc." has transferred its head office from 89 Dorchester Street South, Québec, to 179 Brittany Street, Montreal.

JEAN H. LAFLEUR,
Secretary.

45765 1005-70

Maxi-Gestion inc.

Notice is given that "Maxi-Gestion inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec), dated the 17th day of February, 1972, and having its head office and its principal office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 3730 Metropolitan Boulevard East.

Upon, from and after the date of the presents, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montréal, this 24th day of February, 1972.

GILLES ST-PIERRE,
Secretary.

45767 72-0952

Les Produits Chimiques Daloma inc.
Daloma Chemicals Inc.

Avis est donné que « Les Produits Chimiques Daloma inc. — Daloma Chemicals Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du premier mars mil neuf cent soixante et onze, et ayant son siège social en la Ville de Québec, a établi son bureau à 720, Deligny, Québec, Province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le 27e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,
PAUL LAMONTAGNE.

45739-o 1038-71

United Carpet Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « United Carpet Co. Ltd. » constituée en vertu de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 16 février, 1968, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, l'a transporté à 5828 rue Sherbrooke, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de mars, 1972.

Le secrétaire,
PHILLIP RAM.

45741-o 4624-67

Les Éditions Lefrançois inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Lefrançois inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous la loi des compagnies en date du 26 février 1968 et ayant son siège social à Baie Comeau où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 148, Champlain, l'a transporté au 16, Place LaSalle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce 1er jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
DAVID RADLER.

45789-o 792-68

Whiterock Estates Development Corporation Ltd.

La compagnie « Whiterock Estates Development Corporation Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1971, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau au 415 ouest, rue St-Jacques, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 31 janvier 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
I. DAVID FLEMING.

45791 213-71

Les Produits Chimiques Daloma inc.
Daloma Chemicals Inc.

Notice is given that "Les Produits Chimiques Daloma inc. — Daloma Chemicals Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Companies Act, on the first day of March, one thousand nine hundred and seventy-one, and having its head office in the City of Québec, has established its office at 720 Deligny, Québec, Province of Québec.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Québec, this 27th day of January, 1972.

PAUL LAMONTAGNE,
Secretary.

45739-o 1038-71

United Carpet Co. Ltd.

Notice is hereby given that "United Carpet Co. Ltd." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 16th day of February, 1968, and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, has moved it to 5828 Sherbrooke Street West, in the City and District of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of March, 1972.

PHILLIP RAM,
Secretary.

45741-o 4624-67

Les Éditions Lefrançois inc.

Notice is hereby given that "Les Éditions Lefrançois inc.", company incorporated by letters patents under the Companies Act on the 26th day of February 1968 and having its head office in Baie Comeau where its office was situated up to today at 148 Champlain, has moved it to 16 Place LaSalle.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 1st day of December 1971.

DAVID RADLER,
Secretary.

45789-o 792-68

Whiterock Estates Development Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Whiterock Estates Development Corporation Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 15th day of January, 1971, and having its head office in Montreal, has established its head office at 415 St. James Street West, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

Montreal, January 31, 1972.

(Seal) I. DAVID FLEMING,
Secretary.

45791-o 213-71

Coffrage Dominion ltée
Dominion Form Work Ltd.

La compagnie « Coffrage Dominion ltée — Dominion Form Work Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes le 24e jour de juillet 1967, et ayant son siège social à Laval, où son bureau était situé au 1600, Ile Maligne Crescent, donne avis qu'elle l'a transporté au 6385, rue Lafayette, Laval, district de Montréal, Province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Laval, Province de Québec, ce 6e jour de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
EDDY BIANCHI.

45763 3225-67

Coffrage Dominion ltée
Dominion Form Work Ltd.

Notice is hereby given that "Coffrage Dominion ltée — Dominion Form Work Ltd." incorporated by letters patent on the 24th day of July, 1967, and having its head office in Laval, where its office was situated at 1600 Ile Maligne Crescent, has moved it to 6385 Lafayette Street, Laval, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Laval, Province of Québec, this 6th day of March, 1972.

EDDY BIANCHI,
Secretary-Treasurer.

45763-o 3225-67

Société Générale d'Entretien Ménager ltée
General Interior Cleaning Corporation Ltd.

La « Société Générale d'Entretien Ménager ltée — General Interior Cleaning Corporation Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Châteauguay-Centre, au numéro 6927, rue de Laroche, Montréal.

Le secrétaire,
YOLANDE BRISEBOIS.

45766-o 3985-71

Société Générale d'Entretien Ménager ltée
General Interior Cleaning Corporation Ltd.

Notice is given that the "Société Générale d'Entretien Ménager ltée — General Interior Cleaning Corporation Ltd.", has transferred its head office from Châteauguay-Centre to 6927 de Laroche Street, Montreal.

YOLANDE BRISEBOIS,
Secretary.

45766-o 3985-71

Arenco ltée
Arenco Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Arenco ltée — Arenco Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre avril mil neuf cent soixante-huit (1968), et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour au numéro 4311 Old Orchard, l'a transporté au numéro 5165 rue Sherbrooke Ouest, Montréal 260.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le quatorze mars mil neuf cent soixante-douze (1972).

R. MORIN.

45785-o 1052-68

Arenco ltée
Arenco Ltd.

Notice is given that "Arenco ltée — Arenco Ltd." incorporated by letters patent on the fourth of April one thousand nine hundred and sixty-eight (1968), and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated up to this day at number 4311 Old Orchard, has moved it to number 5165 Sherbrooke Street West, Montreal 260.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on March fourteen, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

R. MORIN.

45785 1052-68

Fleur de Lys Stamp Vending Services Inc.
Les Services Automatiques de Timbres Fleur de Lys inc.

La compagnie « Fleur de Lys Stamp Vending Services Inc. — Les Services Automatiques de Timbres Fleur de Lys inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 2170, rue Ward, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
SANDRA WOLFF.

45787 5100-63

Fleur de Lys Stamp Vending Services Inc.
Les Services Automatiques de Timbres Fleur de Lys inc.

Notice is given that "Fleur de Lys Stamp Vending Services Inc. — Les Services Automatiques de Timbres Fleur de Lys inc." has transferred its head office from Montreal, to 2170 Ward Street, Saint-Laurent.

SANDRA WOLFF,
Secretary.

45787-o 5100-63

Boréalair ltée

Avis est donné que la compagnie « Boréalair ltée » constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 16 janvier 1964 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 215 ouest, rue St-Jacques, Suite 700, Montréal, l'a transporté au numéro 3859 boulevard Décarie, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16e jour de mars 1972.

Le président,
GUY LACOSTE.

45762-o 5041-63

Boréalair ltée

Notice is given that "Boréalair ltée" incorporated under letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec on January 16, 1964, and having its principal office in the City of Montreal, where its office was located until today at 215 St. James Street West, Suite 700, Montreal, has transferred it to 3859 Décarie Boulevard, Montreal, P.Q.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of March, 1972.

GUY LACOSTE,
President.

45762 5041-63

Rossmor Construction Ltd.

La compagnie « Rossmor Construction Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Côte Saint-Luc à Greenfield Park.

Le secrétaire,
MORENO FAINARU.

45786 13249-61

Rossmor Construction Ltd.

Notice is given that "Rossmor Construction Ltd." has transferred its head office from Côte St. Luc to Greenfield Park.

MORENO FAINARU,
Secretary.

45786-o 13249-61

Inspiration Vending Services Inc.
Les Services Automatiques Inspiration inc.

La compagnie « Inspiration Vending Services Inc. — Les Services Automatiques Inspiration inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 2170, rue Ward, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
JEFFREY WOLFF.

45788 2038-69

Inspiration Vending Services Inc.
Les Services Automatiques Inspiration inc.

Notice is given that "Inspiration Vending Services Inc. — Les Services Automatiques Inspiration inc." has transferred its head office from Montreal, to 2170 Ward Street, Saint-Laurent.

JEFFREY WOLFF,
Secretary.

45788-o 2038-69

Kasandra Corp.

La compagnie « Kasandra Corp. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 2170, rue Ward, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
JEFFREY WOLFF.

45790 15434-61

Kasandra Corp.

Notice is given that "Kasandra Corp." has transferred its head office from Montreal, to 2170 Ward Street, Saint-Laurent.

JEFFREY WOLFF,
Secretary.

45790-o 15434-61

Les Agences Capitaines Robert inc.
Captain Bob Agencies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Agences Capitaines Robert inc.— Captain Bob Agencies Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er avril 1971 et ayant son siège social dans la ville de Rivière-du-Loup, a établi sa principale place d'affaire et bureau au numéro 165 de la rue Fraser.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Rivière-du-Loup, le 17e jour de juin 1971.

Le président,
ROBERT POTVIN.

45761-o 1924-71

Les Agences Capitaines Robert inc.
Captain Bob Agencies Inc.

Notice is given that "Les Agences Capitaines Robert inc.— Captain Bob Agencies Inc.", incorporated by letters patent dated April 1, 1971, and having its head office in the City of Rivière-du-Loup, has established its principal place of business and office at 165 Fraser Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Rivière-du-Loup, this 17th day of June, 1971.

ROBERT POTVIN,
President.

45761 1924-71

Demandes à la Législature

La Communauté Urbaine de Québec

Avis est par les présentes donné que la Communauté Urbaine de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour modifier entre autres dispositions, les pouvoirs du Comité exécutif et de son président et le paiement de la rémunération des membres du Conseil, l'adoption des procès verbaux, les publications d'avis français et anglais, ses pouvoirs en matière de caisse de retraite et assurances collectives, ses compétences en matière de promotion industrielle, de taxation, de travaux à incidences intermunicipales, de fourniture de service, d'intégration, ainsi que modifier les pouvoirs et devoirs des corporations qui dépendent du Conseil, et pour toute autre fin.

Québec, ce 29 avril 1972.

YVAN DALLAIRE et JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Avocats.*

Cité de Farnham

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que:

La Cité de Farnham dans un délai de trente (30) jours de la présente date s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'abroger l'article 35 de la charte de la Cité de Farnham, lequel sera remplacé par les dispositions de la Loi des cités et villes (Article 527).

Donné à Farnham, ce 18e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
45576-17-4-o J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la troisième session de la vingt-neuvième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1. la définition de la taxe d'eau;

2. l'obligation de construire sur des lots distincts au cadastre, pour les projets approuvés comme plans d'ensemble;

3. la responsabilité des propriétaires pour le paiement de la taxe d'eau de leurs locataires lorsque le bail est verbal ou pour une période de moins d'un an;

4. les subventions à la restauration;

5. les remises d'amendes;

et toute autre matière utile à la bonne administration des affaires de la ville.

Les agents et procureurs de la Ville,
CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN et BOUCHARD.
Hôtel de Ville, le 28 mars 1972. 45566-17-4-o

Applications to Legislature

Québec Urban Community

Notice is hereby given that the Québec Urban Community will petition the National Assembly of the Province of Québec, at is present session, to modify the dispositions of its charter, among others, to wit: the powers and duties of its executive committee and its president, the payment of the members of the Council remuneration, the minutes approvement, the publication of french and english notice, its powers with respect to the relief or retirement funds or pension plans, its competence with respect to industrial promotion, taxation, works with intermunicipal repercussions, furnishing of services, and integration, and in the same way, to modify the powers and duties of the corporations accountable to the council, and for any other purposes.

Québec, April 29, 1972.

YVAN DALLAIRE and JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Advocates.*

City of Farnham

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that:

The City of Farnham, will, within 30 days from the date of this notice, present a petition to the Lieutenant Governor in Council requesting the abrogation of article 35 of its charter to be replaced by the dispositions of the Cities and Towns Act, (Article 527).

Given at Farnham, this 18th day of April, 1972.

J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.
45576-17-4-o *Secretary-Treasurer.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will petition the Québec National Assembly during the course of the Third Session of the 29th Legislature, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation to the following subjects:

1. The definition of "water tax";

2. The obligation to build on district cadastral lots, for projects approved under a master plan;

3. The liability of proprietors for the payment of the water tax of their lessees when the lease is verbal or for a period of less than one year;

4. Subsidies for restauration;

5. The remission of fines;

and all other matters relevant to the good administration of the affairs of the City.

CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN and BOUCHARD,
Agents and attorneys for the City.
City Hall, March 28, 1972. 45566-17-4-o

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon une indemnité à la suite de l'incident survenu le 14 octobre 1971;

2° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon, à la cessation de son emploi, une pension annuelle;

3° pour déclarer valide et légale la vente intervenue entre la cité et Arthur J. Burgess le 24 septembre 1937 devant le notaire J. H. R. Messier et enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 420478. et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 avril 1972.

Les procureurs de la cité de Verdun,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
45682-18-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

City of Verdun

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an indemnity following the incident of October 14, 1971;

2. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an annual pension at the end of his employ;

3. to declare valid and legal the sale from Arthur J. Burgess to the city executed before J. H. R. Messier, notary, the 24th of September 1937 and registered in the Registry office for the Registration Division of Montreal under No. 420478.

and for all other purposes.

Montreal, April 11, 1972.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
45682-18-4 *Attorneys for the city of Verdun.*

L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie

Avis est par les présentes donné que « L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie », de la ville de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, pour la passation d'une loi amendant le Bill 125 adopté le 4 juin 1971.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la requérante,
DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,
45683-18-4-o GODIN & LAPOINTE.

The Excellence Life Insurance Company

Notice is hereby given that "The Excellence Life Insurance Company", of the city of Montreal, in the judicial district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the passing of an act amending Bill No. 125 assented to on June 4, 1971.

Given at Montreal, this 27th day of April 1972.

DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,
GODIN & LAPOINTE,
45683-18-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Bethel Gospel Chapel Montreal

Avis public est donné, par les présentes, que Bethel Gospel Chapel Montreal, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964 S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER,
45798-19-4-o ALLISION ET AL.

Bethel Gospel Chapel Montreal

Public notice is hereby given that Bethel Gospel Chapel Montreal, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964 R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,
ALLISON ET AL,
45798-19-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Chomedey Baptist Church

Avis public est donné, par les présentes, que Chomedey Baptist Church, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964, S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER,
45799-19-4-o ALLISON ET AL.

Chomedey Baptist Church

Public notice is hereby given that Chomedey Baptist Church, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964, R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,
ALLISON ET AL,
45799-19-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Communauté urbaine de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Communauté urbaine de Montréal », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

1. Modifier les pouvoirs d'emprunts de la Communauté;
2. Modifier certaines dispositions financières applicables à la Communauté;
3. Prévoir et modifier la procédure des emprunts en rapport avec les dépenses relatives au boulevard métropolitain;
4. Modifier certaines dispositions régissant les bons du trésor, billets et autres titres de la Communauté;
5. Prévoir le renouvellement par les municipalités intéressées des emprunts contractés pour leur compte par l'ancienne Commission Métropolitaine de Montréal et l'ancienne Corporation de Montréal Métropolitain;
6. Modifier la procédure des emprunts de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et prévoir certaines dispositions relatives aux matières pendantes en rapport avec le Métro;
7. Étendre les délais prévus pour le dépôt du rapport des vérificateurs de la Communauté et la transmission du rapport annuel de la Communauté;
8. Modifier certaines dispositions relatives au transfert à la Communauté de certains préposés à la surveillance;

et à diverses autres fins.

Montréal, ce 24e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la Communauté urbaine de Montréal,
BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE & TAILLEFER.

45651-18-4-o

Montreal Urban Community

Notice is hereby given that the "Montreal Urban Community", having its head office in the City of Montreal will apply to the National Assembly of Québec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act so as to:

1. Modify the borrowing powers of the Community;
2. Modify certain financial provisions applicable to the Community;
3. Prescribe and modify the borrowing procedure with respect to expenditures related to the Metropolitan boulevard;
4. Modify certain provisions governing treasury bills, notes and other securities of the Community;
5. Provide for the renewal, by the municipalities concerned, of borrowings, made on their behalf, by the former Montreal Metropolitan Commission and the former Montreal Metropolitan Corporation;
6. Modify the borrowing procedure of the Montreal Urban Community Transit Commission and prescribe certain provisions concerning pending matters related to Metro;
7. Extend the delays for filing of the report of the Auditor of the Community and of the annual report of the Community;
8. Modify certain provisions concerning the transfer to the Community of certain employees assigned to surveillance functions;

and for various other purposes.

Montreal, this 24th day of April, 1972.

BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE & TAILLEFER,
Attorneys for the Montreal Urban Community.

45651-18-4-o

Nomination

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Roberval	Tremblay, Arthur (1)	Agent de bureau — Office Agent	Roberval.

(1) En remplacement de monsieur Albert Duperré, décédé.— In place of Mr. Albert Duperré, deceased.

Québec, le 1er mai 1972.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

45759-o

Québec, May 1, 1972.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

45759-o

Liquidation — Loi de la

Crémerie coopérative de Ste-Théodosie

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la société coopérative agricole « Crémerie coopérative de Ste-Théodosie », tenue à Ste-Théodosie, dans le district électoral de Verchères, le 29 février 1972, il a été résolu de liquider la coopérative, ce conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Gaston Bernard, Gérard Chagnon, et MM. Blanchard, Cordeau & Associés, C.A., soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45754-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative de Loisirs de St-Tite des Caps

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Coopérative de Loisirs de St-Tite des Caps », tenue à St-Tite des Caps, dans le district électoral de Montmorency, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. René Ferland, Jean-Guy Beaudoin et Maximin Morency soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45783-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding — Up Act

Crémerie coopérative de Ste-Théodosie

(*Cooperative Agricultural Societies Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative agricultural society "Crémerie coopérative de Ste-Théodosie", held at Ste. Théodosie, in the electoral district of Verchères, on February 29, 1972, it was resolved that the cooperative be wound up, the foregoing pursuant to the provisions of the Cooperative Agricultural Societies Act and of the Winding-Up Act, and that Messrs. Gaston Bernard, Gérard Chagnon, and Messrs. Blanchard, Cordeau & Associates, C.A., be appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45754 *Companies and Cooperatives.*

Coopérative de Loisirs de St-Tite des Caps

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Coopérative de Loisirs de St-Tite des Caps", held at St. Tite des Caps, in the electoral district of Montmorency, it was resolved that the affairs of this cooperative be wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act. Messrs. René Ferland, Jean-Guy Beaudoin and Maximin Morency were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45783 *Companies and Cooperatives.*

Ministère des Affaires municipales

Paroisse de Sainte-Julienne

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 7 février 1972 par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, et conformémnet aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 26 avril 1972, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 26 avril 1972.

Le sous-ministre des Affaires municipales.
45757-o RICHARD BEAULIEU.

Department of Municipal Affairs

Parish of Ste. Julienne

The undersigned gives notice that, as ordered in a resolution dated February 7, 1972, by the Municipal Council of the Parish of Ste. Julienne, County of Montcalm, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he decreed, on April 26, 1972, that all public notices, by-laws, resolutions or orders of the Corporation of the Parish of Ste. Julienne, County of Montcalm, save those required in the *Québec Official Gazette*, be published, from now on, in French only.

This notice is published pursuant to article 131 of the Municipal Code.

Québec, April 26, 1972.

RICHARD BEAULIEU,
45757 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Sainte-Anne-des-Monts
Ville de Cap-Chat
Paroisse de St-Joachim-de-Tourelle

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la ville de Sainte-Anne-des-Monts, la ville de Cap-Chat et la paroisse de St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé-Ouest.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Ville de Matane
Municipalité de Petite-Matane
Paroisse de St-Jérôme-de-Matane

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la ville de Matane, la municipalité de Petite-Matane, comté de Matane, et la paroisse de St-Jérôme-de-Matane, comté de Matane.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Village de Laterrière
Paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant le village de Laterrière, comté de Chicoutimi, et la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Cité de Rivière-du-Loup
Paroisse de St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup
Village de St-Georges-de-Cacouna
Paroisse de St-Georges-de-Cacouna
Paroisse de Notre-Dame-du-Portage

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la cité de Rivière-du-Loup, la paroisse de St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, le village de St-Georges-de-Cacouna, la paroisse de St-Georges-de-Cacouna et la paroisse de Notre-Dame-du-Portage, comté de Rivière-du-Loup.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Town of Sainte-Anne-des-Monts
Town of Cap-Chat
Parish of St-Joachim-de-Tourelle

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Town of Sainte-Anne-des-Monts, the Town of Cap-Chat and the Parish of St. Joachim-de-Tourelle, county of Gaspé-Ouest.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757-o *Minister of Municipal Affairs.*

Town of Matane
Municipality of Petite-Matane
Parish of St-Jérôme-de-Matane

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Town of Matane, the Municipality of Petite-Matane, county of Matane, and the Parish of St-Jérôme-de-Matane, county of Matane.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757-o *Minister of Municipal Affairs.*

Village of Laterrière
Parish of Notre-Dame-de-Laterrière

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Village of Laterrière, county of Chicoutimi, and the Parish of Notre-Dame-de-Laterrière, county of Chicoutimi.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757-o *Minister of Municipal Affairs.*

City of Rivière-du-Loup
Parish of St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup
Village of St-Georges-de-Cacouna
Parish of St-Georges-de-Cacouna
Parish of Notre-Dame-du-Portage

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the City of Rivière-du-Loup, the Parish of St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, the Village of St-Georges-de-Cacouna, the Parish of St-Georges-de-Cacouna and the Parish of Notre-Dame-du-Portage, county of Rivière-du-Loup.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757-o *Minister of Municipal Affairs.*

Municipalité de Paspébiac
Municipalité de Paspébiac-Ouest
Municipalité de New-Carlisle
Canton de Hope
Municipalité de Hope Town
Canton de St-Godefroy

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la municipalité de Paspébiac, la municipalité de Paspébiac-Ouest, la municipalité de New-Carlisle, le canton de Hope, la municipalité de Hope Town et le canton de St-Godefroy, comté de Bonaventure.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Ville de Forestville
Municipalité de St-Luc-de-Laval

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la ville de Forestville et la municipalité de St-Luc-de-Laval, comté de Saguenay.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Paroisse de Sainte-Anne de Beaupré

Par l'arrêté en conseil numéro 1133-72 du 26 avril 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a soustrait les lots 71-1 et 72-1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré, division d'enregistrement de Montmorency, aux prohibitions édictées par l'article 1 de la Loi concernant les environs du parc du Mont Sainte-Anne (1971, chapitre 58).

Cette décision prend effet à compter de la date de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45757-o MAURICE TESSIER, C.R.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Municipality of Paspébiac
Municipality of Paspébiac-Ouest
Municipality of New-Carlisle
Township of Hope
Municipality of Hope Town
Township of St-Godefroy

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Municipality of Paspébiac, the Municipality of Paspébiac-Ouest, the Municipality of New-Carlisle, the Township of Hope, the Municipality of Hope Town and the Township of St-Godefroy, county of Bonaventure.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757-o *Minister of Municipal Affairs.*

Town of Forestville
Municipality of St. Luc-de-Laval

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Town of Forestville and the Municipality of St. Luc-de-Laval, County of Saguenay.

This decision shall take effect on the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757 *Minister of Municipal Affairs.*

Parish of Ste. Anne de Beaupré

The Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 1133-72 of April 26, 1972, withdrew lots 71-1 and 72-1 of the cadastre for the Parish of Ste. Anne-de-Beaupré, Montmorency Registration Division, from the prohibitions decreed in section 1 of An Act respecting the neighbourhood of Mont Ste. Anne Park (1971, chapter 58).

This decision takes effect upon, from and after the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45757 *Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières (1971, chapitre 103), l'article 15 entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er juin 1972 la date de l'entrée en vigueur de l'article 15 du chapitre 103 des lois de 1971;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 854-72, en date du 22 mars 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 1er juin 1972, la date d'entrée en vigueur de l'article 15 de la Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières (1971, chapitre 103).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 193

45757-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté d'Abitibi décrite à la description officielle du ministère

Proclamation

WHEREAS pursuant to section 36 of An Act to amend the charter of the City of Trois-Rivières (1971, chapter 103), section 15 will come into force upon proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS is is expedient to fix June 1, 1972, as the date of the coming into force of section 15 of chapter 103 of the Statutes of 1971;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 854-72, dated March 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the date of coming into force of section 15 of An Act to amend the charter of the City of Trois-Rivières (1971, chapter 103), be fixed to June 1, 1972.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 193

45757

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the County of Abitibi described in the official description of the

des terres et forêts du 27 janvier 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cette dite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cette dite partie de territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Sullivan ».

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 327-72, en date du 2 février 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des terres et forêts en date du 27 janvier 1972 comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté d'Abitibi soit constitué en une municipalité distincte en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) sous le nom de « Municipalité de Sullivan ». La description de cedit territoire est la suivante:

« Un territoire situé dans les cantons de Dubuisson et de Vassan ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal d'Abitibi, comprenant en référence aux cadastres des cantons de Dubuisson et de Vassan, les lots ou parties de lots, les blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 44 du rang IX du cadastre du canton de Dubuisson; de là, en référence audit cadastre, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 52 et 53b du rang VIII; ladite ligne séparative de lots; les lignes nord, sud-ouest et sud du lot 86 du rang VIII; la ligne sud du lot 72 du rang VIII; une ligne brisée séparant le lot 56a du lot 73 du rang VIII; la ligne ouest du lot 57b du rang VIII; la ligne nord des lots 57b et 58b du rang VIII; la ligne ouest du lot 59 du rang IX; partie de la ligne séparative des rangs IX et X en allant vers l'est et son prolongement dans le lac Blouin jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Dubuisson et de Bourlamaque; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne séparative des cantons de Dubuisson et de Vassan; partie de ladite ligne séparative de cantons et son prolongement dans le lac de Montigny jusqu'à un point situé à une distance de cinq (5) chaînes à l'est de la rive est de l'île Siscoe; une ligne parallèle à la rive de l'île Siscoe à une distance de cinq (5) chaînes et contournant ladite île par le nord-est, le nord et le nord-ouest jusqu'au prolongement de ladite ligne séparative de cantons; dans ledit lac, partie de la susdite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne ouest du bloc C du canton de Dubuisson; la ligne

Department of Lands and Forests dated January 27, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality for that said part of the territory;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating into a distinct municipality this said part of territory, under the name of "Municipality of Sullivan".

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 327-72, dated February 2, 1972, We have decreed and ordered, and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests dated January 27, 1972, comprising an unorganized territory from the municipal point of view, in the County of Abitibi, be constituted into a distinct municipality pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) under the name of "Municipality of Sullivan". The said territory is described as follows:

"A territory located in the Township of Dubuisson and Vassan, not presently forming part of any distinct local municipality, in the Municipal County of Abitibi, comprising, with reference to the cadastre for the Townships of Dubuisson and Vassan, the lots or parts of lots, the blocks or parts of blocks and their present and future subdivisions together with the roads, highways, railroad rights of way, islands, lakes, waterways or parts thereof, the whole comprised within the limits hereinafter described, to wit:

starting from the vertex of the southwest angle of lot 44 of Range IX, on the cadastre for the Township of Dubuisson; thence, with reference to the said cadastre, in succession, the following lines and demarcations: part of the dividing line between Ranges VIII and IX, going in an easterly direction up to the dividing line between lots 52 and 53b of Range VIII; the said dividing line between lots; the north, southwest and south lines of lot 86 of Range VIII; the south line of lot 72 of Range VIII: a broken line separating lot 56a from lot 73 of Range VIII; the west line of lot 57b of Range VIII; the north line of lots 57b and 58b of Range VIII; the west line of lot 59 of Range IX; part of the dividing line between Ranges IX and X going in an easterly direction and its extension into Lake Blouin, up to the extension of the dividing line between the Townships of Dubuisson and Bourlamaque; the said extension and part of the said dividing line between townships, up to the dividing line between the Townships of Dubuisson and Vassan; part of the said dividing line between townships and its extension into Lake de Montigny up to a point located at a distance of five (5) chains to the east of the east shore of Siscoe Island; a line parallel to the shore of Siscoe Island at a distance of five (5) chains and by-passing the said island on the northeast, the north and the northwest up to the extension of the said dividing line between township; in the

ouest dudit bloc; une ligne droite jusqu'à un point situé sur le prolongement dans le lac de Montigny de la ligne séparative des lots 41c et 42c du rang IX du canton de Dubuisson à une distance de dix (10) chaînes, distance mesurée le long dudit prolongement à partir de la rive dudit lac; une ligne se maintenant parallèlement à la rive sud dudit lac à une distance de dix (10) chaînes en allant dans une direction générale sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 43 et 44 du rang IX du canton de Dubuisson; enfin, ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant aucune organisation locale distincte, dans le comté municipal d'Abitibi, à être érigé en municipalité sous le nom de Sullivan. »

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 1536
Folio: 25

45757-o

Avis
concernant la
« Municipalité d'Esprit-Saint »

Avis est donné que les lettres patentes dont la publication suit, sont destinées à remplacer celles émises le 9 février 1972, et publiées dans le numéro 9 de la *Gazette officielle du Québec*, du 4 mars 1972, à la page 2125, ces nouvelles lettres patentes se lisant comme suit:

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

said lake, part of the aforesaid dividing line between township up to the west line of block C of the Township of Dubuisson; the west line of the said block; a straight line up to a point located on the extension into Lake de Montigny of the dividing line between lots 41c and 42c of Range IX of the Township of Dubuisson at a distance of ten (10) chains, distance measured along the said extension, starting from the shore of the said lake; a line remaining parallel to the south shore of the said lake at a distance of ten (10) chains going generally in a southeasterly direction up to the extension of the dividing line between lots 43 and 44 of Range IX of the Township of Dubuisson; lastly the said extension and the said dividing line between lots up to the starting point;

which limits define a territory having no distinct local organization, in the Municipal County of Abitibi, to be constituted as a municipality under the name of "Sullivan."

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hreunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor or Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this second day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundredand seventy-two and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 25

45757

Notice
concerning the
"Municipality of Esprit-Saint"

Notice is given that the letters patent published below are intended to replace those issued on February 9, 1972, and published in number 9 of the *Québec Official Gazette*, dated March 4, 1972, on page 2125, these new letters patent reading as follows:

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Rimouski décrite à la description officielle du ministère des terres et forêts du 1er février 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du Ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cettedite partie de territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité distincte, cettedite partie de territoire, sous le nom de « Municipalité d'Esprit-Saint ».

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 388-72, en date du 9 février 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des Terres et Forêts en date du 1er février 1972 comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Rimouski soit constitué en une municipalité distincte en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) sous le nom de « Municipalité d'Esprit-Saint ». La description de cedit territoire est la suivante:

« Un territoire situé dans les cantons de Laroche et de Chénier ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal de Rimouski, comprenant en référence aux cadastres des cantons de Laroche et de Chénier, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 1 du rang II du canton de Chénier; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne nord-ouest du rang II du canton de Chénier jusqu'à la ligne séparative des lots 40 et 41 dudit rang; la ligne séparative des lots 40 et 41 des rangs II et I dudit canton, ces lignes se raccordant entre elles par la ligne séparative des rangs I et II; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'à l'extrémité nord-ouest de la ligne sud-ouest du lot 41 du rang I du canton de Laroche; la ligne sud-ouest du lot 41 des rangs I, II, III, IV, V et VI du canton de Laroche, ces lignes se raccordant entre elles par des tronçons de lignes de rangs; le prolongement de la dernière ligne sud-ouest jusqu'à la ligne

Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the County of Rimouski described in the official description of the Department of Lands and Forests on February 1, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating into a distinct municipality, this said part of territory, under the name of "Municipality of Esprit-Saint".

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 388-72, dated February 9, 1972, We have decreed and ordered, and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests dated February 1, 1972, comprising an unorganized territory from the municipal point of view, of the County of Rimouski, be constituted into a distinct municipality, pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971) under the name of "Municipality of Esprit-Saint". The said territory is described as follows:

"A territory located in the Townships of Laroche and Chénier not presently forming part of any distinct local municipality, in the Municipal County of Rimouski, comprising, with reference to the cadastres for the Townships of Laroche and Chénier, the lots or parts of lots, and their present and future subdivisions, together with the roads, highways, lakes, waterways or parts thereof, the whole comprised within the limits hereinafter described, namely:

starting from the vertex of the west angle of lot 1 of Range II of the Township of Chénier; thence, in succession, the following lines and demarcations: part of the northwest line of Range II of the Township of Chénier up to the dividing line between lots 40 and 41 of said Range; the dividing line between lots 40 and 41 of Ranges II and I of the said Township, these lines being connected by the dividing line between Ranges I and II; a straight line across a public road up to the northwestern extremity of the southwest line of lot 41 of Range I of the Township of Laroche; the southwest line of lot 41 of Ranges I, II, III, IV, V and VI of the Township of Laroche, these lines being connected by sections of range limits; the extension of the last

sud-est du canton de Laroche; partie de la ligne sud-est dudit canton en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons de Laroche et de Biencourt; enfin la ligne séparative desdits cantons et la ligne séparative des cantons de Chénier et de Bédard jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant aucune organisation municipale locale distincte, dans le comté municipal de Rimouski, à être érigé en municipalité sous le nom d'Esprit-Saint. »

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 1536
Folio: 24
45757-o

southwest line up to the southeast line of the Township of Laroche; part of the southeast line of the said Township, going in a southwesterly direction up to the dividing line between the Townships of Laroche and Biencourt; lastly the dividing line between the said Townships and the dividing line between the Townships of Chénier and Bédard, back to the starting point;

Which limits define a territory having no distinct local municipal organization, in the Municipal County of Rimouski, to be constituted into a municipality under the name of Esprit-Saint."

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 24
45757

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

The Mutual Life Assurance Company of Canada La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé l'émission de lettres patentes à « The Mutual Life Assurance Company of Canada — La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada », l'autorisant à changer la raison sociale française de la compagnie en celle de « La Mutuelle du Canada, Compagnie d'Assurance sur la Vie », le 1er janvier 1972.

Waterloo, Ontario, le 3 janvier 1972.

Le secrétaire,
L. M. SPRUNG.

45647-18-2-o

The Protective Association of Canada

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé le 11 janvier 1972, l'émission de lettres patentes à « The Protective Association of Canada », l'autorisant à changer sa raison sociale en celle de « Eaton Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Eaton ».

Toronto, le 10 mars 1972.

Le secrétaire,
GEOFFREY HORROCKS.

45648-18-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

The Mutual Life Assurance Company of Canada La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued letters patent to "The Mutual Life Assurance Company of Canada — La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada" changing the French version of the company's name to "La Mutuelle du Canada, Compagnie d'Assurance sur la Vie" on January 1st, 1972.

Waterloo, Ontario, the 3rd of January 1972.

L. M. SPRUNG,
Secretary.

45647-18-2-o

The Protective Association of Canada

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued on the 11th of January 1972, letters patent to "The Protective Association of Canada" changing its corporate name to "Eaton Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Eaton".

Toronto, the 10th of March 1972.

GEOFFREY HORROCKS,
Secretary.

45648-18-2-o

Société Nationale d'Assurances
National Insurance Society

La « Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de neuf (9) à dix (10).

Montréal, le 23 mars 1972.

Le secrétaire,
45822-o ANDRÉ FRENETTE.

Société Nationale d'Assurances
National Insurance Society

Notice is given that the "Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society" has changed the number of its directors from nine (9) to ten (10).

Montreal, March 23, 1972.

ANDRÉ FRENETTE,
45822-o *Secretary.*

American Casualty Company of Reading, Pennsylvania

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « American Casualty Company of Reading, Pennsylvania », dont le siège social est situé à Reading, Pennsylvania, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA », dont le siège social est titué à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 13 janvier 1972, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er avril 1972;

Attendu que « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « American Casualty Company of Reading, Pennsylvania » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « American Casualty Company of Reading, Pennsylvania » sont annulés à compter du 1er avril 1972.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er avril 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province.
Le surintendant des assurances,
45781-19-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

American Casualty Company of Reading, Pennsylvania

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "American Casualty Company of Reading, Pennsylvania", whose head office is situated at Reading, Pennsylvania, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA", whose head office is situated at Toronto, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 13th of January 1972, with effect from the 1st of April 1972;

Whereas "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurance CNA" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "American Casualty Company of Reading, Pennsylvania" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "American Casualty Company of Reading, Pennsylvania" are cancelled as from the 1st of April 1972.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of April 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
45781-19-2-o *Superintendent of Insurance.*

Transportation Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Transportation Insurance Company », dont le siège social est situé à Chicago, Illinois, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA », dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 13 janvier 1972, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er avril 1972;

Attendu que « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Transportation Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Transportation Insurance Company", whose head office is situated at Chicago, Illinois, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA", whose head office is situated at Toronto, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 13th of January 1972 with effect from the 1st of April 1972;

Whereas "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Attendu que « Transportation Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Transportation Insurance Company" sont annulés à compter du 1er avril 1972;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er avril 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province.
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

45782-19-2-o

Whereas "Transportation Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Transportation Insurance Company" are cancelled as from the 1st of April 1972;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of April 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

45782-19-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Luc

Cadastre officiel de la paroisse de St-Luc, municipalité de la ville de St-Luc, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 168-7 à 168-10, 168-12 à 168-20, 57-3 et 50-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45742-o

Paroisse de St-Luc

Cadastre officiel de la paroisse de St-Luc, municipalité de la ville de St-Luc, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 12-90 à 12-131 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45742-o

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Loretteville, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 1526 est annulée et intégrée au lot 1033 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45742-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Rosemère, division d'enregistrement de Terrebonne.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Luc

Official cadastre of the parish of St-Luc, municipality of the town of St-Luc, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 168-7 to 168-10, 168-12 to 168-20, 57-3 and 50-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 4, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45742-o

Parish of St-Luc

Official cadastre of the parish of St-Luc, municipality of the town of St-Luc, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 12-90 to 12-131 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 4, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45742-o

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Loretteville, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 1526 is cancelled and intregated in lot 1033 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 4, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45742-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Rosemère, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 241-231-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45742-o

Notice is hereby given that lot 241-231-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 5, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45742-o

Régie de l'électricité et du gaz

Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée

Tarifs pour vente et distribution du gaz

Avis est par les présentes donné que « Le Gaz Provincial du Nord de Québec ltée », distributeur aux termes de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (S.R.Q. 1964, chapitre 87 et amendements) a, par sa requête en date du 31 mars 1972, demandé à la Régie de l'électricité et du gaz d'approuver de nouveaux tarifs concernant le service domestique, le service général continu, le service industriel et commercial continu, le service interruptible, industriel et commercial et le tarif spécial d'une demande contractuelle quotidienne de 500 Mpc. et plus.

Toute personne désirant obtenir copie de la requête ou ayant l'intention de s'opposer ou d'intervenir quant à ladite requête devra en aviser le soussigné, par écrit, avant le 22 mai 1972.

La Régie de l'électricité et du gaz entendra ladite requête lors d'une séance d'audition qui aura lieu au Palais de Justice, situé au numéro 2 avenue du Palais, à Rouyn, mercredi, le 31 mai 1972, à 10.30 heures de l'avant-midi.

Montréal, le 10 mai 1972.

Le régisseur et secrétaire,
ME DENIS SAVIGNAC.

2100 rue Drummond,
Montréal 107, P.Q.

45829-o

Electricity and Gas Board

Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée

Rates for the sale and distribution of gas

Notice is hereby given that "Le Gaz Provincial du Nord de Québec ltée", a distributor as defined by the Electricity and Gas Board Act (1964, R.S.Q. Chapter 87, as amended) has, by its petition dated March 31st, 1972, requested the Electricity and Gas Board to approve new rates concerning residential gas service, general firm gas service, industrial and commercial firm service, industrial and commercial dual fuel service and special contract rate of a maximum daily requirements not less than 500 Mcf.

Any person wishing to obtain copy of the said petition or intending to oppose or intervene in the petition must advise the undersigned by writing before May 22nd, 1972.

The Electricity and Gas Board will hear the said petition at the Court House, situated at 2 Avenue du Palais, in Rouyn, on Wednesday, May 31, 1972, at 10:30 a.m.

Montreal, May 10, 1972.

ME DENIS SAVIGNAC,
Member of the Board and Secretary.

2100 Drummond Street,
Montreal 107, P.Q.

45829-o

Syndicats professionnels

Association des Enseignants Retraités du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, que le 13 décembre 1971, il a autorisé le changement de nom de « Association des Instituteurs et Instutrices Catholiques Retraités du Québec », dont la constitution a été autorisée le 24 novembre 1961, avec siège social à Québec, en celui de « Association des Enseignants Retraités du Québec », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45755-o 70-61

Professional Syndicates

Association des Enseignants Retraités du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 13, 1971, he authorized the change of name of "Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques Retraités du Québec », whose incorporation was authorized on November 24, 1961, with its head office in Québec, to that of "Association des Enseignants Retraités du Québec", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45755 70-61

Association des Avocats de la Région de Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 mars 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Avocats de la Région de Québec », avec siège social situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45784-o 9-72

Association des Avocats de la Région de Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on March 29, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "Association des Avocats de la Région de Québec", with its head office located in Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45784 9-72

Association des Employés de la Chaussure Rosita

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 décembre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de la Chaussure Rosita », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45810-o 37-71

Association des Employés de la Chaussure Rosita

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on December 28, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de la Chaussure Rosita", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45810 37-71

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie et des Travaux Publics.

Comté Beauce:

Dans la municipalité de Saint-Benoit-Lâbre paroisse, l'ancien chemin des rangs VII et VIII vis-à-vis des lots 30B et 30C sur une longueur de 700 pieds et vis-à-vis du lot 30C sur une longueur de 460 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Joseph-des-Érables, l'ancienne route des Fermes, vis-à-vis des lots P-95 et 95A sur une longueur de 825 pieds.

Dans la municipalité de East Broughton, l'ancien chemin du rang VI vis-à-vis des lots P-15 et P-16 sur une longueur de 1800 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Georges-Est paroisse, l'ancienne route 23 vis-à-vis des lots P-1, P-2, P-3, P-4, 648 et 646 sur une longueur de 4450 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Marie ville, la route Carter vis-à-vis des lots P-442, P-434, P-435 et P-455 sur une longueur de 6692 pieds.

Dans la municipalité de Tring-Jonction village, l'ancienne route du rang II vis-à-vis du lot P-76 sur une longueur de 1000 pieds: la rue Lessard vis-à-vis des lots P-198 et P-199 sur une longueur de 325 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jules paroisse, la route de la Station vis-à-vis du lot P-27 sur une longueur de 1000 pieds.

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter described will no longer be maintained by the Department of Roads and Public Works.

County of Beauce:

In the Municipality of the Parish of St. Benoit-Lâbre, the former road of Ranges VII and VIII facing lots 30B and 30C over a length of 700 feet and facing lot 30C over a length of 460 feet.

In the Municipality of St. Joseph-des-Érables, the former Fermes Road, facing lots P-95 and 95A over a length of 825 feet.

In the Municipality of East Broughton, the former road of Range VI facing lots P-15 and P-16 over a length of 1800 feet.

In the Municipality of the Parish of St. Georges East, former Highway 23 facing lots P-1, P-2, P-3, P-4, 648 and 646 over a length of 4450 feet.

In the Municipality of the Town of Ste. Marie, Carter Road facing lots P-442, P-434, P-435 and P-455 over a length of 6692 feet.

In the Municipality of the Village of Tring-Jonction, the former Road of Range II facing lot P-76 over a length of 1000 feet: Lessard Street facing lots P-198 and P-199 over a length of 325 feet.

In the Municipality of the Parish of St. Jules, Station Road facing lot P-27 over a length of 1000 feet.

Dans la municipalité de Vallée-Jonction village, le chemin de la gare (station) entre les lots 764 à 785 sur une longueur de 2665 pieds.

Dans la municipalité de l'Enfant-Jésus paroisse, le chemin de la gare vis-à-vis des lots P-761, P-762, P-763 sur une longueur de 1365 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Elzéar village, l'ancienne route Saint-Sylvestre vis-à-vis du lot P-213 sur une longueur de 3260 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Côme-de-Kennebec paroisse, deux parties de l'ancienne route 23 vis-à-vis des lots P-35-36, P-37 sur une longueur de 2270 pieds et du lot P-45 sur une longueur de 510 pieds.

Dans la municipalité de Linière village, deux parties de l'ancienne route 23 vis-à-vis des lots 37, 38 et 39 sur une longueur de 2904 pieds et des lots P-41, P-42, P-43, P-44 sur une longueur de 2261 pieds.

Comté Richmond:

Dans la municipalité de Saint-Denis-de-Brompton, l'ancien chemin de la Croix vis-à-vis des lots P-25-B du rang IX et P-26 du rang VIII sur une longueur de 1300 pieds.

Comté Yamaska:

Dans la municipalité de Saint-David, l'ancienne route du Domaine vis-à-vis du lot P-680 sur une longueur de 1130 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Michel-d'Yamaska paroisse, l'ancien chemin Bord de l'Eau vis-à-vis des lots P-276 et P-278 sur une longueur de 360 pieds et des lots P-274 et 275 sur une longueur de 340 pieds.

Le ministre de la Voirie et des Travaux publics,

45758-o BERNARD PINARD.

In the Municipality of the Village of Vallée-Jonction, the Station Road between lots 764 and 785 over a length of 2665 feet.

In the Municipality of the Parish of Enfant-Jésus, the Station Road facing lots P-761, P-762, P-763 over a length of 1365 feet.

In the Municipality of the Village of St. Elzéar, the former St. Sylvestre Road facing lot P- 213 over a length of 3260 feet.

In the Municipality of the Parish of St. Côme-de-Kennebec, two parts of former Highway 23 facing lots P-35-36, P-37 over a length of 2270 feet and lot P-45 over a length of 510 feet.

In the Municipality of the Village of Linière, two parts of former Highway 23 facing lots 37, 38 and 39 over a length of 2904 feet and lots P-41, P-42, P-43, P-44 over a length of 2261 feet.

County of Richmond:

In the Municipality of St. Denis-de-Brompton, the former Croix Road facing lots P-25-B of Range IX and P-26 of Range VIII over a length of 1300 feet.

County of Yamaska:

In the Municipality of St. David, the former Domaine Road facing lot P-680 over a length of 1130 feet.

In the Municipality of the Parish of St. Michel-d'Yamaska, former Bord de l'Eau Road facing lots P-276 and P-278 over a length of 360 feet and lots P-274 and 275 over a length of 340 feet.

BERNARD PINARD,

45758 *Minister of Roads and Public Works.*

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Sud, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la Ville de Gaspé, à savoir les lots 6A à 29 inclusivement, rang 1, 1 à 3, rang Central, et les

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Baie-de-Gaspé South, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 6A to 29 inclusively, Range 1, 1 to 3, Central Range, and

îles A1, B2, B3, C4 et E5 à E7 de la rivière York, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 13 juillet 1971, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 19 juillet 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 14 juillet 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la Ville de Gaspé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 523-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Sud, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la Ville de Gaspé, à savoir les lots 6A à 29 inclusivement, rang 1, 1 à 3, rang Central, et les îles A1, B2, B3, C4 et E5 à E7 de la rivière York, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et

Islands A1, B2, B3, C4 and E5 to E7 on York River, as well as their respective subdivisions, the whole located in the Gaspé Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited;

1. on July 13, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on July 19, 1971, in the Gaspé Registration Division Office, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on July 14, 1971, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé, a certified copy of the said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 523-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and to hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Baie-de-Gaspé South, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 6A to 29 inclusively, Range 1, 1 to 3, Central Range, and Islands A1, B2, B3, C4 and E5 to E7 on York River, as well as their respective subdivisions, the whole located in the Gaspé Registration Division;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of the said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé Registration Division Office, at Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference.

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested party;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan

un livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 à 2172*a* du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 195

45847-19-2-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Nord, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la ville de Gaspé, à savoir les lots 54a-1 à 54a-8, 54b-1 à 54b-9, 55a-1 à 55a-9, 55b-1 à 55b-7, 56-1 à 56-17, 57a-1 à 57a-10, 57b-1 à 57b-9 et 57c-1 à 57c-4 du rang 1, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 30 septembre 1971, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 to 2172*a* of the Civil Code;

(*f*) to inform also the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 195

45847-19-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Baie-de-Gaspé North, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 54a-1 to 54a-8, 54b-1 to 54b-9, 55a-1 to 55a-9, 55b-1 to 55b-7, 56-1 to 56-17, 57a-1 to 57a-10, 57b-1 to 57b-9 and 57c-1 to 57c-4 of Range 1, the whole located in the Gaspé Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited;

1. on September 30, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. le 14 octobre 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 1er octobre 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 522-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Nord, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la ville de Gaspé, à savoir les lots 54a-1 à 54a-8, 54b-1 à 54b-9, 55a-1 à 55a-9, 55b-1 à 55b-7, 56-1 à 56-17, 57a-1 à 57a-10, 57b-1 à 57b-9 et 57c-1 à 57c-4 du rang 1, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172*a* du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont

2. on October 14, 1971, in the Gaspé Registration Division Office, at Percé, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on October 1, 1971, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé, a certified copy of the said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 522-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Baie-de-Gaspé North, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 54a-1 to 54a-8, 54b-1 to 54b-9, 55a-1 to 55a-9, 55b-1 to 55b-7, 56-1 to 56-17, 57a-1 to 57a-10, 57b-1 to 57b-9 and 57c-1 to 57c-4 of Range 1, the whole located in the Gaspé Registration Division;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of the said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé Registration Division Office, at Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested party;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172*a* of the Civil Code;

(*f*) to inform also the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby

requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 194

45848-19-2-o

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 194

45848-19-2

Soumissions — Demandes de

Village de Templeton
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bergeron, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 20, boulevard Lorrain, Village de Templeton, comté de Hull, P.Q., et par après jusqu'à 7 heures du soir, Salle de l'Association Récréative, 13, rue Labelle, village de Templeton, comté de Hull, P.Q., mardi, le 30 mai 1972, pour l'achat de $725,000 d'obligations du village de Templeton, comté de Hull, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $725,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$20,000
1er juin 1974	21,000
1er juin 1975	22,000
1er juin 1976	23,000
1er juin 1977	25,000
1er juin 1978	27,000
1er juin 1979	28,000
1er juin 1980	29,000
1er juin 1981	31,000
1er juin 1982	33,000

Tenders — Requests for

Village of Templeton
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Bergeron, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Corporation Office, 20 Lorrain Boulevard, Village of Templeton, County of Hull, P.Q., and thereafter until 7:00 o'clock p.m., in the Recreational Association Hall, 13 Labelle Street, Village of Templeton, County of Hull, P.Q., on Tuesday, May 30, 1972, for the purchase of a bond issue of $725,000 for the Village of Templeton, County of Hull, dated June 1st, 1972 and redeemable serially from June 1st, 1973 to June 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1st, 1972.

Redemption table — $725,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$20,000
June 1, 1974	21,000
June 1, 1975	22,000
June 1, 1976	23,000
June 1, 1977	25,000
June 1, 1978	27,000
June 1, 1979	28,000
June 1, 1980	29,000
June 1, 1981	31,000
June 1, 1982	33,000

1er juin 1983	$35,000
1er juin 1984	37,000
1er juin 1985	39,000
1er juin 1986	42,000
1er juin 1987	45,000
1er juin 1988	47,000
1er juin 1989	50,000
1er juin 1990	53,000
1er juin 1991	57,000
1er juin 1992	61,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quizième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $61,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commencant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $61,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Templeton s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 53 — $725,000 — renouvellement d'emprunt.

June 1, 1983	$35,000
June 1, 1984	37,000
June 1, 1985	39,000
June 1, 1986	42,000
June 1, 1987	45,000
June 1, 1988	47,000
June 1, 1989	50,000
June 1, 1990	53,000
June 1, 1991	57,000
June 1, 1992	61,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $61,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto and in Ottawa, Ontario.

The said bonds will not ve redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $61,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Templeton agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 53 — $725,000 — loan renewal.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 30 mai 1972, à 7 heures du soir, Salle de l'Association Récréative, 13, rue Labelle, village de Templeton, comté de Hull, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Templeton (Comté de Hull), ce 8 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON.

Bureau de la corporation,
20, boulevard Lorrain,
Village de Templeton, (Hull), P.Q.
Téléphone: 663-9209, code 819. 45839-o

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 30, 1972, at 7:00 o'clock p.m., in the Recreational Association Hall, 13 Labelle Street, Village of Templeton, County of Hull, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Templeton (County of Hull), May 8, 1972.

RENÉ BERGERON,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office,
20 Lorrain Boulevard,
Village of Templeton, (Hull), P.Q.
Telephone: 663-9209, code 819. 45839

La Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges

Siège Social: 3255, rue Foucher,
Trois-Rivières, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Duchaîne, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 3255, rue Foucher, Case postale 100, Trois-Rivières, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 29 mai 1972, pour l'achat de $2,650,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale des Vieilles-Forges, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $2,650,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 58,000
15 juin 1974	63,000
15 juin 1975	68,000
15 juin 1976	73,000
15 juin 1977	79,000
15 juin 1978	85,000
15 juin 1979	92,000
15 juin 1980	99,000
15 juin 1981	107,000
15 juin 1982	116,000
15 juin 1983	125,000
15 juin 1984	135,000
15 juin 1985	146,000
15 juin 1986	157,000
15 juin 1987	170,000
15 juin 1988	184,000
15 juin 1989	198,000
15 juin 1990	214,000
15 juin 1991	231,000
15 juin 1992	250,000

The Regional School Board of des Vieilles-Forges

Head Office: 3255 Foucher Street,
Trois-Rivières, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Fernand Duchaîne, Secretary-Treasurer, at the Administration Office, 3255 Foucher Street, P.O. Box 100, Trois-Rivières, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, May 29, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,650,000 for the Regional School Board of des Vieilles-Forges, dated June 15, 1972, and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $2,650,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 58,000
June 15, 1974	63,000
June 15, 1975	68,000
June 15, 1976	73,000
June 15, 1977	79,000
June 15, 1978	85,000
June 15, 1979	92,000
June 15, 1980	99,000
June 15, 1981	107,000
June 15, 1982	116,000
June 15, 1983	125,000
June 15, 1984	135,000
June 15, 1985	146,000
June 15, 1986	157,000
June 15, 1987	170,000
June 15, 1988	184,000
June 15, 1989	198,000
June 15, 1990	214,000
June 15, 1991	231,000
June 15, 1992	250,000

La commission scolaire régionale des Vieilles-Forges, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $250,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $250,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale des Vieilles-Forges s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 17 novembre 1971 — $2,650,000 — construction du complexe polyvalent Chavigny.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi,

The Regional School Board of des Vieilles-Forges, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Finance to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $250,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $250,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of des Vieilles Forges agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolution dated November 17, 1971 — $2,650,000 — construction of the polyvalent complex of Chavigny.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May

le 29 mai 1972, à 8 heures du soir, Bureau administratif, 3255, rue Foucher, case postale 100, Trois-Rivières, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, ce 4 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND DUCHAÎNE.

Bureau administratif, 3255, rue Foucher,
Case postale 100, Trois-Rivières, P.Q.
Téléphone: 378-1712,
379-5123, code 819. 45803-o

Village de l'Ange-Gardien
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. M. Marchand, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures du soir, Bureau municipal, 226, rue Principale, C.P. 120 Village de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, Salle de l'École Ange-Gardien, Village de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, P.Q., mardi, le 30 mai 1972, pour l'achat de $500,000 d'obligations du village de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, datées du 15 juin 1972 et remboursables en séries du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 16,000
15 juin 1974	17,000
15 juin 1975	19,000
15 juin 1976	20,000
15 juin 1977	22,000
15 juin 1978	23,000
15 juin 1979	24,000
15 juin 1980	26,000
15 juin 1981	28,000
15 juin 1982	30,000
15 juin 1983	3,000
15 juin 1984	3,000
15 juin 1985	3,000
15 juin 1986	3,000
15 juin 1987	4,000
15 juin 1988	4,000
15 juin 1989	4,000
15 juin 1990	4,000
15 juin 1991	4,000
15 juin 1992	243,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

29, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., Administration Office, 3255 Foucher Street, P.O. Box 100, Trois-Rivières, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, May 4, 1972.

FERNAND DUCHAÎNE,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, 3255 Foucher Street,
P.O. Box 100, Trois-Rivières, P.Q.
Telephone: 378-1712,
379-5123, code 819. 45803

Village of l'Ange-Gardien
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds will be received by the undersigned J. M. Marchand, Secretary-Treasurer, until 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Office, 226 Main Street, P.O. Box 120, Village of l'Ange-Gardien, County of Rouville, P.Q., and after wards, until 8:30 o'clock p.m., at the Hall of Ange-Gardien School, Village of l'Ange-Gardien, County of Rouville, P.Q., on Tuesday, May 30, 1972, for the purchase of a bond issue of $500,000 for the Village of l'Ange-Gardien, County of Rouville, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $500,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 16,000
June 15, 1974	17,000
June 15, 1975	19,000
June 15, 1976	20,000
June 15, 1977	22,000
June 15, 1978	23,000
June 15, 1979	24,000
June 15, 1980	26,000
June 15, 1981	28,000
June 15, 1982	30,000
June 15, 1983	3,000
June 15, 1984	3,000
June 15, 1985	3,000
June 15, 1986	3,000
June 15, 1987	4,000
June 15, 1988	4,000
June 15, 1989	4,000
June 15, 1990	4,000
June 15, 1991	4,000
June 15, 1992	243,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $22,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels eniers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $243,000 comprend un solde de $238,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$ 5,000
15 juin 1994	6,000
15 juin 1995	7,000
15 juin 1996	7,000
15 juin 1997	7,000
15 juin 1998	8,000
15 juin 1999	9,000
15 juin 2000	9,000
15 juin 2001	10,000
15 juin 2002	10,000
15 juin 2003	11,000
15 juin 2004	12,000
15 juin 2005	13,000
15 juin 2006	14,000
15 juin 2007	15,000
15 juin 2008	16,000
15 juin 2009	18,000
15 juin 2010	19,000
15 juin 2011	20,000
15 juin 2012	22,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farnham.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $243,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $22,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2012 of the renewable part hereafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $243,000 includes a balance of $238,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$ 5,000
June 15, 1994	6,000
June 15, 1995	7,000
June 15, 1996	7,000
June 15, 1997	7,000
June 15, 1998	8,000
June 15, 1999	9,000
June 15, 2000	9,000
June 15, 2001	10,000
June 15, 2002	10,000
June 15, 2003	11,000
June 15, 2004	12,000
June 15, 2005	13,000
June 15, 2006	14,000
June 15, 2007	15,000
June 15, 2008	16,000
June 15, 2009	18,000
June 15, 2010	19,000
June 15, 2011	20,000
June 15, 2012	22,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Farnham.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $243,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual

requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de l'Ange-Gardien s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 160 — $500,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8.30 heures du soir, mardi, le 30 mai 1972, Salle de l'École Ange-Gardien, Village de l'Ange-Gardien, Comté de Rouville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ange-Gardien (Comté de Rouville), ce 4 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J. M. MARCHAND.

Bureau municipal, 226, rue Principale, C.P. 120,
Village de l'Ange-Gardien, Comté de Rouville, P.Q.
Téléphone: 293-5891, code 514. 45802-o

Cité de Magog
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Lange, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, Magog, comté de Stanstead, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 1er juin 1972, pour l'achat de $425,500 d'obligations de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $425,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$11,000
15 juin 1974	11,500
15 juin 1975	14,000
15 juin 1976	15,500
15 juin 1977	17,000
15 juin 1978	18,500
15 juin 1979	20,000
15 juin 1980	21,500
15 juin 1981	24,000
15 juin 1982	25,500
15 juin 1983	21,000
15 juin 1984	21,000

amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of l'Ange-Gardien agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 160 — $500,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on at 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, May 30, 1972, at the Hall of Ange-Gardien School, Village of l'Ange-Gardien, County of Rouville, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ange-Gardien (County of Rouville), May 4, 1972.

J. M. MARCHAND,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, 226 Main Street, P.O. Box 120,
Village of l'Ange-Gardien, County of Rouville, P.Q.
Telephone: 293-5891, code 514. 45802

City of Magog
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Paul Lange, Secretary-Treasurer, City Hall, 7 Principale Street East, Magog, County of Stanstead, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Thursday, June 1st, 1972, for the purchase of a bond issue of $425,500 for the City of Magog, County of Stanstead, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually, on June 15 and December 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $425,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$11,000
June 15, 1974	11,500
June 15, 1975	14,000
June 15, 1976	15,500
June 15, 1977	17,000
June 15, 1978	18,500
June 15, 1979	20,000
June 15, 1980	21,500
June 15, 1981	24,000
June 15, 1982	25,500
June 15, 1983	21,000
June 15, 1984	21,000

15 juin 1985	$23,000
15 juin 1986	23,500
15 juin 1987	24,500
15 juin 1988	25,000
15 juin 1989	26,500
15 juin 1990	27,000
15 juin 1991	27,500
15 juin 1992	28,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $28,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumissions, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $28,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Magog s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 572 — $238,000 — aqueduc et égouts; 573 — $145,500 — aqueduc et égouts; 577 — $42,000 — éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités,

June 15, 1985	$23,000
June 15, 1986	23,500
June 15, 1987	24,500
June 15, 1988	25,000
June 15, 1989	26,500
June 15, 1990	27,000
June 15, 1991	27,500
June 15, 1992	28,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-years fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $28,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Magog.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-years fixed-terms bonds for an amount greater than $28,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Magog agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 572 — $238,000 — aqueduct and sewers; 573 — $145,500 — aqueduct and sewers; 577 — $42,000 — lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as

selon le cas, qui sera tenue jeudi, le 1er juin 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, Magog, comté de Stanstead, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog (Comté de Stanstead), ce 3 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL LANGE.

Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale,
Magog, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: 843-6501, code 819. 45805-o

the case may be, to be held on Thursday, June 1st, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., City Hall, 7 Principale Street East, Magog, County of Stanstead, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Magog (County of Stanstead), May 3, 1972.

JEAN-PAUL LANGE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 7 Principale Street East,
Magog (Stanstead), P.Q.
Telephone: 843-6501, code 819. 45805

Village de St-Jean-de-Boischatel
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Charles Vézina, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 2, rue de la Fabrique, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., mercredi, le 31 mai 1972, pour l'achat de $206,000 d'obligations du village de Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $206,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 2,000
15 juin 1974	2,000
15 juin 1975	2,000
15 juin 1976	2,500
15 juin 1977	2,500
15 juin 1978	2,500
15 juin 1979	2,500
15 juin 1980	3,000
15 juin 1981	3,000
15 juin 1982	3,000
15 juin 1983	3,500
15 juin 1984	4,500
15 juin 1985	4,500
15 juin 1986	4,500
15 juin 1987	5,000
15 juin 1988	5,500
15 juin 1989	5,500
15 juin 1990	6,500
15 juin 1991	7,500
15 juin 1992	134,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Village of St. Jean-de-Boischatel
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Charles Vézina, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., Corporation Office, 2 de la Fabrique Street, St. Jean-de-Boischatel, County of Montmorency, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., Municipal Hall, Côte de l'Église, St. Jean-de-Boischatel, County of Montmorency, P.Q., on Wednesday, May 31, 1972, for the purchase of a bond issue of $206,000 for the Village of St. Jean-de-Boischatel, County of Montmorency, dated June 15, 1972, and redeemable serially from June 15, 1973, to June 15, 1992, inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $206,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 2,000
June 15, 1974	2,000
June 15, 1975	2,000
June 15, 1976	2,500
June 15, 1977	2,500
June 15, 1978	2,500
June 15, 1979	2,500
June 15, 1980	3,000
June 15, 1981	3,000
June 15, 1982	3,000
June 15, 1983	3,500
June 15, 1984	4,500
June 15, 1985	4,500
June 15, 1986	4,500
June 15, 1987	5,000
June 15, 1988	5,500
June 15, 1989	5,500
June 15, 1990	6,500
June 15, 1991	7,500
June 15, 1992	134,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $134,000 comprend un solde de $126,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$ 8,500
15 juin 1994	9,000
15 juin 1995	10,500
15 juin 1996	10,500
15 juin 1997	12,000
15 juin 1998	13,000
15 juin 1999	14,000
15 juin 2000	14,500
15 juin 2001	16,500
15 juin 2002	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $134,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Saint-Jean-de-Boischatel s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972 sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 97 — $32,000 — aqueduc, égouts,

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $18,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2002.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $134,000 includes a balance of $126,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$ 8,500
June 15, 1994	9,000
June 15, 1995	10,500
June 15, 1996	10,500
June 15, 1997	12,000
June 15, 1998	13,000
June 15, 1999	14,000
June 15, 2000	14,500
June 15, 2001	16,500
June 15, 2002	18,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $134,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of St. Jean-de-Boischatel agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 97 — $32,000 — aqueduct, sewers, roads;

voirie; 98 — $22,000 — aqueduc, égouts, voirie; 101 — $38,000 — aqueduc, égouts, voirie; 102 — $42,000 — aqueduc, égouts, voirie; 107 — $66,000 — aqueduc, égouts; 108 — $6,000 — coût excédentaire, règles 88 et 91.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 31 mai 1972, à 8 heures du soir, Salle municipale, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-de-Boischatel (Comté de Montmorency), ce 9 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J. CHARLES VÉZINA.

Bureau de la corporation, 2, rue de la Fabrique,
St-Jean-de-Boischatel (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 822-1864, 822-2331,
527-2581 Bureau. 45838-o

98 — $22,000 — aqueduct, sewers, roads; 101 — $38,000 — aqueduct, sewers, roads; 102 — $42,000 — aqueduct, sewers, roads; 107 — $66,000 — aqueduct, sewers; 108 — $6,000 — surplus cost, by-laws 88 and 91.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council which will be held on Wednesday, May 31, 1972, at 8:00 o'clock p.m., Municipal Hall, Côte de l'Église, St. Jean-de-Boischatel, County of Montmorency, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Jean-de-Boischatel (County of Montmorency), May 9, 1972.

J. CHARLES VÉZINA,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 2 de la Fabrique Street,
St. Jean-de-Boischatel (Montmorency), P.Q.
Telephone: 822-1864, 822-2331,
527-2581 Office. 45838

Ville de Drummondville-Sud
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me P. E. Bordeleau, notaire, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 1015, rue Jogues, Drummondville-Sud, comté de Drummond, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École Duvernay, rue Duvernay, Drummondville-Sud, comté de Drummond, P.Q., mercredi, le 31 mai 1972, pour l'achat de $245,500 d'obligations de la ville de Drummondville-Sud, comté de Drummond, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $245,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 8,000
15 juin 1974	9,000
15 juin 1975	9,500
15 juin 1976	10,000
15 juin 1977	11,500
15 juin 1978	13,000
15 juin 1979	14,000
15 juin 1980	15,000
15 juin 1981	16,000
15 juin 1982	17,500
15 juin 1983	18,500
15 juin 1984	20,000

Town of Drummondville South
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Me P. E. Bordeleau, notary, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the City Hall, 1015 Jogues Street, Drummondville South, County of Drummond, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., at the Duvernay School Hall, Duvernay Street, Drummondville South, County of Drummond, P.Q., on Wednesday, May 31, 1972, for the purchase of a bond issue of $245,500 for the Town of Drummondville South, County of Drummond, dated June 15, 1972, and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $245,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 8,000
June 15, 1974	9,000
June 15, 1975	9,500
June 15, 1976	10,000
June 15, 1977	11,500
June 15, 1978	13,000
June 15, 1979	14,000
June 15, 1980	15,000
June 15, 1981	16,000
June 15, 1982	17,500
June 15, 1983	18,500
June 15, 1984	20,000

15 juin 1985	$21,500
15 juin 1986	24,000
15 juin 1987	26,000
15 juin 1988	2,000
15 juin 1989	2,000
15 juin 1990	2,500
15 juin 1991	2,500
15 juin 1992	3,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $3,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et en devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $3,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Drummondville-Sud s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 190 — $8,500 — voirie; 191 — $22,500 — frais de refinancement; 200 — $214,500 — aqueduc, égouts, voirie, achat de camion à incendie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités,

June 15, 1985	$21,500
June 15, 1986	24,000
June 15, 1987	26,000
June 15, 1988	2,000
June 15, 1989	2,000
June 15, 1990	2,500
June 15, 1991	2,500
June 15, 1992	3,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $3,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should comprise only one or several complete annual redemptions taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudications will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $3,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Drummondville South agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 190 — $8,500 — 191 — $22,500 — refinancing costs; 200 — $214,500 — aqueduct, sewers, roads, purchase of a fire-truck.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as

selon le cas, qui sera tenue, mercredi, le 31 mai 1972, à 8 heures du soir, Salle de l'École Duvernay, Rue Duvernay, Drummondville-Sud, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville-Sud (Comté de Drummond), ce 4 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Me P. E. Bordeleau, notaire,
Hôtel de ville, 1015, rue Jogues,
Drummondville-Sud, (Drummond), P.Q.,
Téléphone: 478-4637, code 819. 45804-o

the case may be, to be held on Wednesday, May 31, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., in the Duvernay School Hall, Duvernay Street, Drummondville South, County of Drummond, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville South (County of Drummond), May 4, 1972.

Me P. E. Bordeleau, notary,
Secretary-Treasurer.
City Hall, 1015 Jogues Street,
Drummondville South (Drummond), P.Q.,
Telephone: 478-4637, code 819. 45804

Paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Champoux, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 29 mai 1972, pour l'achat de $900,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $900,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 3,000
15 juin 1974	4,000
15 juin 1975	4,000
15 juin 1976	4,000
15 juin 1977	5,000
15 juin 1978	5,000
15 juin 1979	5,000
15 juin 1980	6,000
15 juin 1981	6,000
15 juin 1982	7,000
15 juin 1983	7,000
15 juin 1984	8,000
15 juin 1985	9,000
15 juin 1986	9,000
15 juin 1987	10,000
15 juin 1988	11,000
15 juin 1989	12,000
15 juin 1990	13,000
15 juin 1991	14,000
15 juin 1992	758,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Parish of Ste. Anne-de-Varennes
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Champoux, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, Ste. Anne Street, Ste. Anne-de-Varennes, county of Verchères, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Monday, May 29, 1972, for the purchase of a bond issue of $900,000 for the Parish of Ste. Anne-de-Varennes, county of Verchères, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $900,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 3,000
June 15, 1974	4,000
June 15, 1975	4,000
June 15, 1976	4,000
June 15, 1977	5,000
June 15, 1978	5,000
June 15, 1979	5,000
June 15, 1980	6,000
June 15, 1981	6,000
June 15, 1982	7,000
June 15, 1983	7,000
June 15, 1984	8,000
June 15, 1985	9,000
June 15, 1986	9,000
June 15, 1987	10,000
June 15, 1988	11,000
June 15, 1989	12,000
June 15, 1990	13,000
June 15, 1991	14,000
June 15, 1992	758,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $70,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $758,000 comprend un solde de $743,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$16,000
15 juin 1994	17,000
15 juin 1995	19,000
15 juin 1996	20,000
15 juin 1997	22,000
15 juin 1998	24,000
15 juin 1999	26,000
15 juin 2000	28,000
15 juin 2001	30,000
15 juin 2002	32,000
15 juin 2003	35,000
15 juin 2004	38,000
15 juin 2005	41,000
15 juin 2006	44,000
15 juin 2007	48,000
15 juin 2008	52,000
15 juin 2009	56,000
15 juin 2010	60,000
15 juin 2011	65,000
15 juin 2012	70,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Varennes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $758,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $70,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $758,000 includes a balance of $743,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$16,000
June 15, 1994	17,000
June 15, 1995	19,000
June 15, 1996	20,000
June 15, 1997	22,000
June 15, 1998	24,000
June 15, 1999	26,000
June 15, 2000	28,000
June 15, 2001	30,000
June 15, 2002	32,000
June 15, 2003	35,000
June 15, 2004	38,000
June 15, 2005	41,000
June 15, 2006	44,000
June 15, 2007	48,000
June 15, 2008	52,000
June 15, 2009	56,000
June 15, 2010	60,000
June 15, 2011	65,000
June 15, 2012	70,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par ar Varennes.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $758,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual

requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Ste-Anne-de-Varennes s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 411 — $900,000 — construction de l'usine de filtration.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 mai 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Varennes (Comté de Verchères), ce 8 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY CHAMPOUX.

Hôtel de Ville, rue Ste-Anne,
Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, P.Q.
Téléphone: 652-2888, code 514. 45840-o

Ville de Val Saint-Michel
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Odina Arteau, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 6, 31e rue, Case postale 40, Val St-Michel, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, lundi, le 29 mai 1972, pour l'achat de $875,500 d'obligations de la ville de Val Saint-Michel, comté de Portneuf, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1973.

Tableau d'amortissement — $875,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 16,500
15 juin 1974	18,000
15 juin 1975	20,000
15 juin 1976	21,000
15 juin 1977	23,000
15 juin 1978	24,000
15 juin 1979	27,000
15 juin 1980	29,000
15 juin 1981	32,000
15 juin 1982	34,000

amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of Ste. Anne-de-Varennes agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 411 — $900,000 — construction of a filtration plant.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, May 29, 1972, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, Ste. Anne Street, Ste. Anne-de-Varennes, County of Verchères, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Anne-de-Varennes (County of Verchères), May 8, 1972.

JEAN-GUY CHAMPOUX,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Ste. Anne Street,
Ste. Anne-de-Varennes, County of Verchères, P.Q.
Telephone: 652-2888, code 514. 45840

Town of Val St. Michel
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Odina Arteau, Secretary-Treasurer, Corporation Office, 6, 31st Street, P.O. Box 40, Val St. Michel, County of Portneuf, P.Q., until 7:00 o'clock, p.m., on Monday, May 29, 1972, for the purchase of a bond issue of $875,500 for the Town of Val St. Michel, County of Portneuf, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1973.

Redemption table — $875,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$16,500
June 15, 1974	18,000
June 15, 1975	20,000
June 15, 1976	21,000
June 15, 1977	23,000
June 15, 1978	24,000
June 15, 1979	27,000
June 15, 1980	29,000
June 15, 1981	32,000
June 15, 1982	34,000

15 juin 1983	$13,000
15 juin 1984	14,000
15 juin 1985	16,000
15 juin 1986	17,000
15 juin 1987	19,000
15 juin 1988	20,000
15 juin 1989	22,000
15 juin 1990	23,000
15 juin 1991	26,000
15 juin 1992	461,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $42,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $461,000 comprend un solde de $434,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$ 9,000
15 juin 1994	10,000
15 juin 1995	11,000
15 juin 1996	11,000
15 juin 1997	12,000
15 juin 1998	14,000
15 juin 1999	15,000
15 juin 2000	16,000
15 juin 2001	18,000
15 juin 2002	19,000
15 juin 2003	20,000
15 juin 2004	22,000
15 juin 2005	24,000
15 juin 2006	26,000
15 juin 2007	28,000
15 juin 2008	30,000
15 juin 2009	33,000
15 juin 2010	35,000
15 juin 2011	39,000
15 juin 2012	42,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les

June 15, 1983	$13,000
June 15, 1984	14,000
June 15, 1985	16,000
June 15, 1986	17,000
June 15, 1987	19,000
June 15, 1988	20,000
June 15, 1989	22,000
June 15, 1990	23,000
June 15, 1991	26,000
June 15, 1992	461,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $42,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2012.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992, in the amount of $461,000 includes a balance of $434,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$ 9,000
June 15, 1994	10,000
June 15, 1995	11,000
June 15, 1996	11,000
June 15, 1997	12,000
June 15, 1998	14,000
June 15, 1999	15,000
June 15, 2000	16,000
June 15, 2001	18,000
June 15, 2002	19,000
June 15, 2003	20,000
June 15, 2004	22,000
June 15, 2005	24,000
June 15, 2006	26,000
June 15, 2007	28,000
June 15, 2008	30,000
June 15, 2009	33,000
June 15, 2010	35,000
June 15, 2011	39,000
June 15, 2012	42,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital

intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par antitipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $461,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Val St-Michel s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 202 — $42,000 — aqueduc et égouts; 226 — $14,300 — aqueduc et égouts; 237 — $38,000 — voirie; 242 — $23,000 — aqueduc et égouts; 243 — $17,500 — aqueduc, égouts et voirie; 244 — $47,700 — aqueduc et égouts; 245 — $46,000 — aqueduc, égouts et voirie; 249 — $55,100 — voirie; 250 — $145,000 — aqueduc et égouts; 251 — $248,500 — aqueduc et égouts; 252 — $140,000 — voirie; 257 — $43,000 — achat d'équipement; 259 — $4,200 — voirie; 236 — $11,200 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue le 29 mai 1972, à 7 heures du soir, Bureau de la Corporation, 6, 31e Rue, Case postale 40, Val St-Michel, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val St-Michel (Comté de Portneuf), ce 8 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ODINA ARTEAU.

Bureau de la Corporation, 6, 31e rue,
Case postale 40, Val St-Michel, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 842-7769, code 418. 45841-o

and any interest, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $461,000, and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Val St. Michel agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 202 — $42,000 — aqueduct and sewers; 226 — $14,300 — aqueduct and sewers; 237 — $38,000 — roads; 242 — $23,000 — aqueduct and sewers; 243— $17,500 — aqueduct, sewers and roads; 244 — $47,700 — aqueduct and sewers; 245 — $46,000 — aqueduct, sewers and roads; 249 — $55,100 — roads; 250 — $145,000 — aqueduct and sewers; 251 — $248,500 — aqueduct and sewers; 252 — $140,000 — roads; 257 — $43,000 — purchase of equipment; 259 — $4,200 — roads; 236 — $11,200 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on May 29, 1972, at 7:00 o'clock, p.m., Corporation Office, 6, 31st Street, P.O. Box 40, Val St. Michel, County of Portneuf, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Val St. Michel (County of Portneuf), May 8, 1972.

ODINA ARTEAU,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 6, 31st Street,
P.O. Box 40, Val St. Michel (Portneuf), P.Q.
Telephone: 842-7769, code 418. 45841

Vente d'effets non réclamés

La Cie Messagerie CP limitée

La Cie Messageries CP Limitée donne avis par les présentes que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai, 1971, et non réclamés aux bureau des CP Express Limitée à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, a ONZE heures du matin, le PREMIER jour de JUIN, 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Le gérant-général,
W. M. RILEY.

45578-17-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

CP Express Limited

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1971, still remaining unclaimed in the offices of the CP Express Limited at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen St. East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIRST day of JUNE, 1972, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

W. M. RILEY,
General Manager.

45578-17-6-o

Vente par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-162. { STANISLAW ADAM JACHNER, ingénieur professionnel, domicilié dans la ville et le district de Montréal, à 1780, boulevard Décarie, app. 11, Montréal, demandeur, *vs* DAME JADWIGA WYRWICZ, ingénieur chimiste, épouse divorcée de STANISLAW ADAM JACHNER, résidant à 2665, rue Robitaille, ville de Montréal, défenderesse.

Conformément au jugement du protonotaire-adjoint de la Cour Supéricre du district de Montréal, en date du 14 avril 1972, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit:

Un certain emplacement ayant front sur la rue Robitaille, dans la cité de Saint-Laurent, connu et désigné comme subdivision du lot sept cent quatre-vingt-neuf du lot quatre-vingt-sept (87-789) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinquante et un pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 2665, rue Robitaille.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice, 10 est, rue Craig, pièce no 195, le QUINZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 4 mai 1972. 45816

Sale by Licitation

Superior Court — District of Montreal

No. 798-162. { STANISLAW ADAM JACHNER, Professional Engineer, domiciled in the city and district of Montreal, 1780 Décarie Blvd. Apt. 11, Montreal, plaintiff, *vs* DAME JADWIGA WYRWICZ, Chemical Engineer, Divorced wife of STANISLAW ADAM JACHNER, residing at 2665 Robitaille Street, City of Montreal, defendant.

In conformity with the judgment of the Deputy-Prothonotary of the Superior Court of the District of Montreal, dated January 14th 1972, ordering the licitation of the immoveable hereinafter described:

"That certain emplacement fronting on Robitaille Street, in the city of St. Laurent, known and designated as subdivision seven hundred and eighty-nine of lot eighty-seven (87-789) on the official plan and book of Reference of the Parish of St. Laurent, measuring fifty-one feet and five tenths of a foot in width by ninety feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 2665 Robitaille Street."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House, 10 Craig Street East, Room No. 195, on the FIFTEENTH day of JUNE 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, May 4, 1972. 45816-o

Ventes pour taxes

Municipalité du Comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil du comté tient ses sessions, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1972, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité d'Halifax-Nord

Un terrain ou emplacement situé sur le sixième rang de Ste-Sophie, compris dans les bornes suivantes: borné en avant au chemin entre le cinq et le six, au sud par Émile Goudreault, ou représentants, au nord à Vve Luc Rheault ou représentants, en arrière à Johnny Grégoire ou représentants, connu au cadastre de Ste-Sophie comme étant partie du lot No 981, avec bâtisses dessus érigées.

Connu comme appartenant à Amédée Nadeau. Taxes dues: $41.29.

Sales for taxes

Municipality of the County of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, Secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the Village of Inverness, at the place where the county council helds its sittings, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Halifax North

A piece of land or emplacement situated on the sixth range of Ste-Sophie, comprised in the following boundaries: bounded in front by the road between ranges five and six, to the south by Emile Goudreault, or representatives, to the north by widow Luc Rheault or representatives, in rear by Johnny Grégoire or representatives, known on the cadastre of Ste-Sophie as being a part of the lot No. 981, with buildings thereon erected.

Known as belonging to Amédée Nadeau. Taxes due: $41.29.

Municipalité du Canton d'Inverness

Une partie de terre située dans le dixième rang du canton d'Inverness, connue et désignée au cadastre officiel du canton d'Inverness comme étant une partie du lot No 694, contenant environ 360 pieds de largeur, mesurés à environ huit arpents du chemin entre les rangs dix et onze, et un peu plus large à son extrémité sud-ouest, par la profondeur du rang (la ligne nord-ouest étant telle qu'elle avait été piquetée entre Georges Cayer et Arsène Cloutier), cette partie de terre étant bornée à un bout au nord-est par le cordon entre les rangs dix et onze, à l'autre bout au sud-ouest par le cordon entre les rangs neuf et dix, d'un côté au sud-est par Joseph Fiset, ou représentants et de l'autre côté au nord-ouest par Arsène Cloutier ou représentants. À la charge de la servitude de passage appartenant à Arsène Cloutier, ou représentants. Avec la servitude de droit de passage établie sur le lot No 1402 du cadastre officiel dudit canton d'Inverness.

Connue comme appartenant à Marcel Belleville. Taxes dues: $25.00.

Municipalité d'Irlande Sud

Une terre située sur le sixième rang du canton d'Irlande, contenant 62 acres en superficie, sans garantie, connue et désignée comme étant toute la partie du lot No 350 au cadastre du canton d'Irlande située au nord-ouest de la rivière Raggod, dans ledit canton, circonstances et dépendances; sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Connue comme appartenant à Bernard Baril. Taxes dues: $91.48.

Municipalité du Village de Robertsonville

1) Un emplacement faisant partie du lot No 2-B, du sixième rang du cadastre du canton de Thetford, ayant une largeur de 100 pieds par une profondeur de 100 pieds, borné en avant par le chemin public, d'un côté au nord-est par l'emplacement d'Alphonse Jacques ou son représentant, de l'autre côté au sud-ouest et en arrière au sud-est par la terre de Joseph Lehoux ou son représentant. Sous réserve des droits de mines.

2) Un emplacement faisant partie du lot No 2-B, du sixième rang du cadastre du canton de Thetford, mesurant cinquante pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné en avant par le chemin public, d'un côté au nord-est par l'acquéreur, de l'autre côté au sud-ouest par Albert Lehoux et en arrière par Albert Lehoux. Sous la réserve des droits de mines.

Sauf et à distraire dudit lot No 2-B la partie vendue au Ministère de la Voirie par acte enregistré à Thetford Mines sous le No 21338.

Connus comme appartenant à Mlle Rose Sylvain. Taxes dues: $19.67.

La moitié indivise d'un emplacement de 60 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur et de là, la largeur est de 210 pieds et une nouvelle profondeur de 25 pieds, faisant partie du lot No 11-A, du sixième rang du

Municipality of the Township of Inverness

A part of a land situated in the tenth range of the Township of Inverness, known and designated on the official cadastre of the Township of Inverness as being a part of the lot No. 694, containing about three hundred and sixty feet in width, measured at about eight arpents from the road between ranges ten and eleven, and more wider at its southwest extremity, by the range (the northwest line having been established between Georges Cayer and Arsène Cloutier) that piece of land being bounded at one end to the northeast by the division line between ranges ten and eleven, at the other end to the southwest by the division line between ranges nine and ten, on one side to the southwest by Joseph Fiset or representatives and on the other side to the northwest by Arsène Cloutier, or representatives. Subject to the right of way belonging to Arsène Cloutier, or representatives. With the right of way established on the lot No. 1402 of the official cadastre of the said Township of Inverness.

Known as belonging to Marcel Belleville. Taxes due: $25.00.

Municipality of Ireland South

A farm situated on the sixth range of the Township of Ireland, containing 62 acres in superficies, without guarantee, known and designated as being all that part of the lot No. 350 of the cadastre of the Township of Ireland, situated to the northwest of the river Raggod, in the said Township, circumstances and dependencies, under the reserve of the mines and mining rights in favor of whom they may belong.

Known as belonging to Bernard Baril. Taxes due: $91.48.

Municipality of the Village of Robertsonville

(1) An emplacement forming part of the lot No. 2-B, of the sixth range of the cadastre of the Township of Thetford, having a width of 100 feet by a depth of 100 feet, bounded in front by the public road, on one side to the northeast by the emplacement of Alphonse Jacques, or his representatives, on the other side to the southwest and at the rear to the southeast by the farm of Joseph Lehoux or his representative. Under the reserve of the mining rights.

(2) An emplacement forming part of the lot No. 2-B, of the sixth range of the cadastre of the Township of Thetford, measuring fifty feet in width by 100 feet in depth, bounded in front by the public road, on one side to the northeast by the purchaser, on the other side to the southwest by Albert Lehoux and at the rear by Albert Lehoux. Under the reserve of the mining rights.

Save and except of the said lot No. 2-B the part sold to the Road Department by deed registered in Thetford Mines under the No. 21338.

Known as belonging to Miss Rose Sylvain. Taxes due: $19.67.

The undivided half of an emplacement of 60 feet in width by 150 feet in depth and thence, the width is 210 feet and a new depth of 25 feet, forming part of the lot No. 11A, of the sixth range of the official cadastre

cadastre officiel du canton de Thetford, borné en front par la route nationale, en arrière au nord-est et d'un côté au sud-est par le terrain de Philémon Gagné et de l'autre côté au nord-ouest partie par le terrain de Roger Campeau ou son représentant, et partie par le terrain de Philémon Gagné ou son représentant.

Connue comme appartenant à Dame Jeannine Campeau. Taxes dues: $998.68

Municipalité de St-Joseph de Coleraine

Bâtisses et dépendances situées sur le lot No 147 du Village de Coleraine, Canton de Coleraine.

Connues comme appartenant à Mlle Alice Philippon. Taxes dues: $145.61.

Un certain terrain, de figure irrégulière, situé à Coleraine, Mégantic, contenant 7227.5 pieds en superficie, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision No 9 du lot No 2-A (No 2-A-9), du septième rang du Canton de Coleraine, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives, tel que le tout est actuellement.

Connu comme appartenant à Antonio Gagné. Taxes dues: $66.59.

Tous droits d'occupation sur le lot No 19, du rang « B » de Coleraine, Canton de Coleraine, avec bâtisses et dépendances y érigées.

Connus comme appartenant à Donat Lacroix. Taxes dues: $108.56.

1) Le lot de terre connu et désigné sous le No 2 de la subdivision du lot originaire No 3 du lot originaire Bloc « B » (Bloc B-3-2) au cadastre officiel du Canton de Coleraine.

2) Le lot de terre connu et désigné sous le No 1 de la subdivision du lot No 1 du lot originaire Bloc « B » (Bloc B-1-1) au cadastre officiel du Canton de Coleraine.

3) Toutes les bâtisses construites sur les susdits lots de terre considérées comme immeuble par destination.

Connus comme ayant déjà appartenu à Coleraine Asbestos et rétrocédés à Corporation d'Hypothèque Delorimier en date du 20 mai, 1969. Taxes dues; $2,551.33.

Municipalité de Ste-Julie

Les lots Nos 58-16, 58-21 et 58-13, du cadastre officiel du Canton de Somerset-Nord; sauf et excepté du lot No 58-13 la partie vendue à Marcel Bernard, plus au long décrite dans l'acte enregistré sous le No 109743.

Connus comme appartenant à Hermance Blanchette. Taxes dues: $11.35.

La moitié nord-est du lot No 11, du cadastre officiel de Somerset-Nord.

Connue comme appartenant à Robert Marchand. Taxes dues: $5.85.

Un emplacement situé dans le septième rang de la Paroisse de Ste-Julie, faisant partie de la Municipalité de Somerset-Nord, connu comme étant un emplacement de forme rectangulaire, mesurant 182 pieds de largeur en front au chemin sur une profondeur de 190 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu

of the Township of Thetford, bounded in front by the highway, in rear to the northeast and on one side to the southeast by the land of Philémon Gagné and on the other side to the northwest partly by the land of Roger Campeau, or his representative, and partly by the land of Philémon Gagné or his representative.

Known as belonging to Mrs Jeannine Campeau. Taxes due: $998.68.

Municipality of St-Joseph of Coleraine

Buildings and dependencies situated on the lot No. 147, of the Village of Coleraine, Township of Coleraine.

Known as belonging to Miss Alice Philippon. Taxes due: $145.61.

A certain piece of land, or irregular figure, situated at Coleraine, Mégantic, containing 7227.5 feet in superficies, English measure, known and designated as being the subdivision No. 9 of the lot No. 2-A (No. 2-A-9), of the seventh range of the Township of Coleraine, circumstances and dependancies and active and passive servitudes, as the whole now stands.

Known as belonging to Antonio Gagné. Taxes due: $66.59.

All rights of occupation on the lot No. 19, range "B", of Coleraine, Township of Coleraine, with buildings and dependencies thereon erected.

Known as belonging to Donat Lacroix. Taxes due: $108.56.

(1) The lot of land known and designated under the No. 2 of the subdivision of the original lot No. 3 of the original lot Bloc "B" (Bloc B-3-2) of the official cadastre of the Township of Coleraine.

(2) The lot of land known and designated under the No. 1 of the subdivision No. 1 of the original lot Bloc "B" (Bloc B-1-1), of the official cadastre of the Township of Coleraine.

(3) All the buildings erected on the said lots of land considered as immoveable by destination.

Known as having been the property of Coleraine Asbestos and retroceded to Corporation d'Hypothèque Delorimier on the 20th of May, 1969. Taxes due: $2,551.33.

Municipality of Ste-Julie

The lots Nos. 58-16, 58-21 and 58-13, of the official cadastre of the Township of Somerset-North; save and except from the lot No. 58-13 the part sold to Marcel Bernard, as more fully described in the deed registered under the No. 109743.

Known as belonging to Hermance Blanchette. Taxes due: $11.35.

The northeast half of the lot No. 11 of the official cadastre of Somerset-North.

Known as belonging to Robert Marchand. Taxes due: $5.85.

An emplacement situated in the seventh range of the Parish of Ste-Julie, forming part of the Municipality of Somerset-North, known as being an emplacement of rectangular form, measuring 182 feet in width in front at the public road by a depth of 190 feet, the whole more or less, English measure, known and designated

et désigné comme étant une partie du lot No 255, du cadastre officiel de la Municipalité de Somerset-Nord et étant pris à même la partie sud-est de la partie nord-ouest dudit lot, borné au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par une partie du lot No 256 appartenant à Napoléon Caron, au nord-est et au nord-ouest au résidu dudit lot No 255, le tout avec bâtisses dessus construites. Avec un droit d'eau dans une source située sur une partie du même lot No 255, le tout tel que mentionné dans l'acte enregistré sous le No 116371.

Connu comme appartenant à Arthur Vachon. Taxes dues: $18.35.

Inverness, le 26 avril, 1972.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ CHEVRIER.

45650-18-2-o

as being a part of the lot No. 255, of the official cadastre of the Municipality of Somerset-North, and being taken from the southeast part of the northwest part of the said lot, bounded to the southeast by the public road, to the southwest by a part of the lot No. 256 belonging to Napoléon Caron, to the northeast and to the northwest by the residue of the said lot No. 255, the whole with buildings thereon erected. With a right of water in a spring situated on a part of the same lot No. 255, the whole as mentioned in the deed registered under the No. 116371.

Known as belonging to Arthur Vachon. Taxes due: $18.35.

Inverness, April 26, 1972.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

45650-18-2-o

Ville de Montréal-Est

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Roger Berlinguet, greffier *pro tempore* de la ville de Montréal-Est, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, 11,370 est, rue Notre-Dame, Montréal-Est, Québec, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et/ou municipales d'amélioration locales et/ou scolaires catholiques de la Commission scolaire catholique de la ville de Montréal-Est et/ou de la Commission de Transport de Montréal et/ou de la Communauté urbaine de Montréal, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant cette date à l'Hôtel de Ville, 11,370 est, rue Notre-Dame, Montréal-Est.

Town of Montreal-East

Notice is hereby given by the undersigned, Roger Berlinguet, *pro tempore* City Clerk of the Town of Montreal-East, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction at the City Hall, 11,370 Notre-Dame Street East, Montreal-East, Québec, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN o'clock a.m., for the payment of general municipal taxes and/or special municipal taxes and/or catholic school taxes for the Catholic School Commission of the Town of Montreal-East and/or Montreal Transport Commission taxes and/or Montreal Urban Community taxes, and interests, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interests and costs have been paid at the City Hall, 11,370 Notre-Dame Street East, Montreal-East.

Cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles — Cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles

Nom du propriétaire Property owners names	No. du cadastre Cadastre number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interests	Total
Dansereau, Marcel	87-187 87-188	$ 61.80	$ 67.17	$ 8.73	$ 137.70
Laforest, Louis-Thomas	88-718 88-718 & *al.*	721.19	553.42	73.38	1,347.99
Langelier, Jean-Baptiste	70-171 70-170	123.31	109.08	19.36	251.75
Pigeon, Henri Succ.-est	87-329-7	1.75	1.16	0.05	2.96
Proietti, Roméo	87-1280	177.65	201.50	27.23	406.38
Robitaille, Émile	12-57 12-58	48.01	72.72	7.34	128.07

La Commission municipale de Québec a, le vingt et un décembre 1971, autorisé une énumération abrégée.

Donné à Montréal-Est, Québec, ce 18e jour d'avril 1972.

Copie conforme certifiée.

Le greffier pro tempore *de la Ville de Montréal-Est,*
ROGER BERLINGUET.

45638-18-2-o

The Québec Municipal Commission has, on December 21, 1971, authorized a summarized description.

Given at Montreal-East, Québec, this 18th day of April 1972.

Certified true copy.

ROGER BERLINGUET,
Pro tempore *City Clerk of the Town of Montreal-East.*

45638-18-2-o

Municipalité du Comté de Sherbrooke

Avis est par la présente donné, par Norbert Audet, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles ci-après mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Sherbrooke, P.Q. où le conseil de Comté tient ses sessions, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement des taxes dues et les frais encourus, à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

Permission a été accordée à la municipalité du comté de Sherbrooke, par la Commission municipale du Québec, d'énumérer en abrégé, les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés, et cela en date du 24 janvier 1972.

Municipality of County of Sherbrooke

Notice is hereby given by Norbert Audet, Secretary-Treasurer of the Municipality of Sherbrooke County, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the City Hall, Sherbrooke, P.Q., where the County Council holds its meetings, on THURSDAY, the EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of the taxes due and of the costs incurred, unless the whole be paid before the sale.

Permission has been granted to the Municipality of Sherbrooke County, by the Québec Municipal Commission, to list in an abbreviated form the cadastral numbers of the immovables hereinafter mentioned, the foregoing on January 24, 1972.

Municipalité de Deauville — Municipality of Deauville

Nom du propriétaire Name of proprietor	Superficie Area	Lots nos.	Nos. du cad. Cad. nos.	Rang ou rue Range or street	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	p.c.-sq. ft.							
Boisvert, Jean-Paul	7000	134, 135	517	8	$ 26.91	$ 17.62	$ 6.56	$ 51.09
Dupré, Gérard	9000	25 P.	340	6	25.60	30.95	7.40	63.95
Leblanc, Guy	9600	2	555	8	38.31	63.90	10.50	112.71
Leblanc, Guy	40762	2-3-4	563	8	41.57	60.71	11.16	113.44
Leblanc, Guy	29350	6-7	557	8	39.94	58.32	9.84	108.10
Leblanc, Guy	68485	8-9-10	557	8	133.66	195.21	34.26	363.13
Leblanc, Guy	34960	1-2-3-4-5	557	8	69.59	98.81	18.77	187.17
Pariseau, Madeleine	12562	69	425	7	67.50	160.70	24.14	252.34
Stach, Jane Dun	14400	P.	557	8	74.56	228.23	25.38	328.17

Municipalité de Fleurimont — Municipality of Fleurimont

Bissonnette, Hervé	6,000	24	80	8	$ 21.88	$ 1.37	$ 2.32	$ 25.57
Bissonnette, Hervé	6,000	24	85	8	21.88	1.37	2.32	25.57
Bissonnette, Hervé	6,000	24	87	8	21.87	1.37	2.32	25.56
Bissonnette, Hervé	6,000	24	88	8	21.87	1.37	2.32	25.56
Bissonnette, Hervé	6,000	24	126	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	127	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	128	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	129	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	130	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	131	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	132	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	133	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	134	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	135	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	136	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	137	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	138	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	139	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	140	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bouliane, Hervé	6,914	23D	120-1	7	7.90	13.70	2.95	24.55
Corbeil, Réjean	mais.-house							
	150,000	P. 19B		4	245.60	437.21	34.65	717.46
Filteau, Mme-Mrs. Normand	27,500	P. 24	124	8	111.84	15.06	13.29	140.19
Pomerleau, Roma	98,240	19B	14	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	24,750	19B	25	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	27,089	19B	36	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	108,000	19B	44	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	7,500	19B	56	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	57	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	58	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	59	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	55,770	19B	69	4	1.58	5.00	0.32	6.90

Nom du propriétaire Name of proprietor	Superficie Area	Lots nos.	Nos. du cad. Cad. nos.	Rang ou rue Range or street	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	p.c.-sq. ft.							
Pomerleau, Roma	36,036	19B	82	4	$ 4.74	$ 10.45	$ 0.96	$ 16.15
Pomerleau, Roma	41,283	19B	83	4	4.74	10.46	0.96	16.16
Pomerleau, Roma	6,600	19B	87	4	1.58	5.00	0.32	6.90
J.-Emile Laquerre Inc.	6,000	21F	19	4	4.74		0.48	5.22
Brien, Léo	17,640	24	350	8	171.68	6.78	18.01	196.47
Vallières, Bertrand	6,407	24	296	8	2.33	9.81	4.28	16.42
Leclerc, Réal	33,084	26D	3	8				
		23D	123	7	7.90	4.57	1.20	13.67

Corporation de Saint-Élie d'Orford — Corporation of St. Élie of Orford

Dion, Jean-Guy	114 ac.	477-1, 476-1, 467-1-3 466-3, 395-1		R. B	$ 84.00	$179.58	$ 29.74	$ 293.32
Dion, Jean-Guy	100ac.	301		R. 6	28.50	60.93	10.44	99.87
Dion, Jean-Guy	70 ac.	297, 298		R. 6	128.50	259.76	45.17	433.43

Corporation du canton d'Ascot — Corporation of Ascot Township

Lemay, Mme-Mrs. Arcade		12H	36	R. VII	$ 60.00	$225.75	$ 30.83	$ 316.58
Couture, Gaston		4X	W	R. IX	4.50		0.42	4.92

Commission scolaire du comté de Stanstead — School Board of Stanstead County

Morgan, John H.		P. 966				$ 10.48	$ 1.74	$ 12.22
Monroe, Frank		P. 1074				137.87	10.06	147.93
Patrick, Douglas		833, 833				382.56	42.84	425.40
Whitton, Mme-Mrs. Barlora		P. 1074				58.19	4.06	62.25

Corporation du canton d'Orford — Corporation of Orford Township

Auclair, Romain		58	968	16	$ 5.20		$ 1.04	$ 6.24
Fortin, Renaud	100 x 120	P. 1018		17	9.10		1.23	10.33
Lacasse, Marcel	65 x 200	P. 798		14	5.90		1.04	6.94
Morgan, John H.		P. 966		16	9.40		1.08	10.48
Quévillon, Mme-Mrs. Elzéar		P. 1075-1078		18	86.53		4.59	91.12

Donné à Compton, ce 10e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,

NORBERT AUDET.

45652-18-2-o

Given at Compton, this 10th day of April, 1972.

NORBERT AUDET,

Secretary-Treasurer.

45652-18-2

Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Armand DelTorchio, greffier de la Cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale, No 60 avenue Martin à Dorval, Québec, LUNDI, le CINQUIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, plus les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

City of Dorval

Public notice is hereby given by the undersigned Armand DelTorchio, clerk of the City of Dorval, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 60 Martin Avenue at Dorval, Québec, on MONDAY, the FIFTH day of JUNE, 1972 at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, special, school and other taxes, with interest plus costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs are paid before the sale.

Cadastre de la paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

Numéro d'ordre / Order Number	Nom / Name	Cadastre	Subdivision
1	Vannicola, M.-Mr. Domenico	2	108.
2	Strecko, M.-Mr. Frank	4	92.
3	Perreault, Succession-Estate Alcide	10	426/433.
4	Vachon, M.-Mr. Gilles	10	486.
5	Marcotte, M.-Mr. Maurice R.	865	116.
6	Bruno, M.-Mr. Félix	875	222.
7	Taylor, M.-Mr. J. B.	882	P. 128.

Donné en la Cité de Dorval, Québec, ce 5e jour de mai, 1972.

Le greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

45812-19-2-o

Given at Dorval, Québec, this 5th day of May, 1972

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.

45812-19-2-o

Ville de Greenfield Park

Comté de Chambly

Avis public est par la présente donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Greenfield Park, 156 boulevard Churchill, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1972, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1° Propriétaires: M. et Mme P. Cvetkovich. Le lot numéro 121-225 avec les bâtiments qui y sont érigés et portant le numéro civique 115 de la rue Kipps.

2° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le terrain portant les numéros de lots 214-26 et 215-49.

3° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le lot numéro 215-19.

4° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le lot numéro 215-53.

5° Propriétaire: M. Robert Lafrance. Le lot numéro 219-18.

6° Propriétaire: M. Robert Lafrance. Le lot numéro 219-19.

7° Propriétaire: M. Vaclav J. Bocek. Le terrain portant les numéros de lots 225-64, 225-65 et une partie du lot numéro 225-66. La partie dudit lot numéro 255-66 mesurant dix (10) pieds de largeur par quatre-vingt-six (86) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-est et d'un côté vers le nord-est par la rue Watson (225-454, 435 et 434); de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le lot numéro 225-65 et à l'arrière, vers le nord-ouest, par une partie du lot numéro 320-34.

8° Propriétaire: Chambly Realties Limited. Le terrain portant les numéros de lots 229-9-1, 229-9-2 et 229-9-3 ainsi que la fondation qui y est érigée.

9° Propriétaire: M. James Milne. Le lot numéro 239-18-4 avec les bâtiments qui y sont érigés, portant le numéro civique 201 de la rue Springfield.

10° Propriétaire: Mme P.D. Woodlock. Le lot numéro 239-34-1 avec les bâtiments qui y sont érigés, portant le numéro civique 408 de la rue Springfield.

Town of Greenfield Park

County of Chambly

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Greenfield Park, 156 Churchill Boulevard, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon (D.S.T.) to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. Owners: Mr. and Mrs. P. Cvetkovich. Lot No. 121-225 with buildings thereon erected and bearing civic number 115 Kipps Street.

2. Owner: New Croydon Development Limited. A parcel of land bearing lots Nos. 214-26 and 215-49.

3. Owner: Now Croydon Development Limited. Lot No. 215-19.

4. Owner: New Croydon Development Limited. Lot No. 215-53.

5. Owner: Mr. Robert Lafrance. Lot No. 219-18.

6. Owner: Mr. Robert Lafrance. Lot No. 219-19.

7. Owner: Mr. Vaclav J. Bocek. A parcel of land bearing lots Nos. 225-64, 225-65 and part of lot No. 225-66, measuring ten (10) feet in width by eighty-six (86) feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast and on one side to the northeast, by Watson Street (225-454, 435 and 434); on the other side to the southwest, by lot No. 225-65 and in the rear to the northwest, by part of lot No. 320-34.

8. Owner: Chambly Realties Limited. A parcel of land bearing lots Nos. 229-9-1, 229-9-2 and 229-9-3 with the foundation thereon erected.

9. Owner: Mr. James Milne. Lot No. 239-18-4 with buildings thereon erected and bearing civic number 201 Springfield Avenue.

10. Owner: Mrs. P.D. Woodlock. Lot No. 239-34-1, with buildings thereon erected and bearing civic number 408 Springfield Avenue.

11° Propriétaire: M. Olivier Justin Rapatel. Une partie du lot numéro 240-72, mesurant soixante-deux pieds et six pouces (62′ 6″) de largeur par deux cent soixante-trois (263) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest, par l'avenue Empire (240-50); d'un côté vers le nord-ouest, par le lot numéro 240-73; à l'arrière vers le nord-est, par le lot numéro 239-12-1 et par une partie du lot numéro 239-11; de l'autre côté vers le sud-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 240-72, avec les bâtiments qui y sont érigés et portant le numéro civique 316 de l'avenue Empire.

12° Propriétaire: Felberg & Pasternak Limited. Une partie du lot numéro 320-18, mesurant trente-cinq (35) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest, par l'avenue Miller (320-17); d'un côté vers le sud-est, par le lot numéro 320-18-13; à l'arrière vers le nord-est, par une partie du lot 320-16 et de l'autre côté vers le nord-ouest, par une partie du lot originaire numéro 228.

Les immeubles susdits sont des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil à l'exception du lot numéro 121-225 mentionné à l'item numéro un (1) ci-haut, qui est de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine et tous sont situés dans le territoire de la Ville de Greenfield Park.

Toutes les mesures données sont de mesure anglaise, plus ou moins.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné dans la Ville de Greenfield Park, ce 20e jour d'avril, 1972.

Le Greffier,
J. RAYMOND DUMAS.

45649-18-2-o

11. Owner: Mr. Olivier Justin Rapatel. Part of lot No. 240-72, measuring sixty-two feet and six inches (62′ 6″) in width by two hundred and sixty-three (263) feet in depth and bounded as follows: in front to the southwest, by Empire Avenue (240-50); on one side to the northwest, by lot No. 240-73; in the rear to the northeast, by lot No. 239-12-1 and by part of lot No. 239-11 and on the other side to the southwest by another part of said lot No. 240-72, with the buildings thereon erected and bearing civic number 316 Empire Avenue.

12. Owner: Felberg & Pasternak Limited. Part of lot No. 320-18, measuring thirty-five (35) feet in width by ninety (90) feet in depth and bounded as follows: in front to the southwest, by Miller Avenue (320-17); on one side to the southeast, by lot No. 320-18-13; in the rear to the northeast, by part of lot No. 320-16 and on the other side to the northwest, by part of original lot No. 228.

The above immoveables are of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil with the exception of lot No. 121-225 referred to at item No. one (1) hereabove which is of the Parish of Laprairie de la Magdeleine and all are situated in the Town of Greenfield Park.

All the measures given are of the English measure, more or less.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the Town of Greenfield Park, this 20th day of April, 1972.

J. RAYMOND DUMAS,
Town Clerk.

45649-18-2-o

Cité de Roberval

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de cette municipailté, que les propriétés ci-après décrites seront vendues aux enchères, à l'Hôtel de Ville de Roberval, le DEUXIÈME jour de JUIN, 1972, à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et dues tel que mentionnés ci-après, à moins que ces taxes plus les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Côté, René, rue Bégin, Roberval.— Cad. 35-15. Taxes municipale: $60.94; taxes scolaires: $70.77.

Moreau, Martin, Pierre et Daniel, 1148, Marcotte, Roberval.— P. 71. Taxes municipale: $367.93; taxes scolaires: $779.16.

Les propriétés ci-dessus décrites sont sur le plan de la cité de Roberval.

Les acheteurs devront payer comptant ou par chèque certifié, immédiatement après la vente.

Donné en la cité de Roberval, ce 1er jour de mai, 1972.

(Sceau)
Le greffier,
BENOIT HARVEY.

45697-18-2-o

City of Roberval

Public notice is hereby given by the undersigned Town Clerk, of the city of Roberval, that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Town Hall of Roberval, the SECOND day of JUNE, 1972, at TEN o'clock a.m. for unpaid municipal and school taxes, as listed hereafter, plus accrued interest and costs, unless said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Côté, René, Bégin Street, Roberval.— Cad. 35-15, Municipal taxes: $60.94; school taxes: $70.77.

Moreau, Martin, Pierre and Daniel, 1148 Marcotte, Roberval.— P. 71. Municipal taxes: $367.93; school taxes: $779.16.

The above properties are on the official plan of the city of Roberval.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the city of Roberval, this 1st day of May, 1972.

(Seal)
BENOIT HARVEY,
Town Clerk.

45697-18-2-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, C.S. No F-437 Cour Supérieure (en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de: Rodrigue Leblanc, Nouvelle, comté de Bonaventure, P.Q.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le SEIZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Bonaventure No 2, à Carleton, dans la province de Québec, l'immeuble suivant:

A) Un certain terrain ou emplacement situé à Robitaille, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quarante-six (ptie 46) de la Seigneurie de Shoolbred, de forme irrégulière, mesurant soixante et six pieds (66′) de largeur sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125′), plus ou moins, et borné au sud par le Chemin Public, au nord par Norbert Caissy, à l'est par Jean Landry, à l'ouest partie par l'immeuble ci-après vendu, et partie à Bertrand Pichette, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

B) Un autre terrain ou emplacement situé à Robitaille, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quarante-sept (Ptie 47) de la Seigneurie de Shoolbred, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur une profondeur de cinquante pieds (50′), et borné au sud par le Chemin Public, à l'ouest par Bertrand Pichette, ou représentants, au nord par Bertrand Pichette, à l'est par l'immeuble ci-dessus décrit, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces terrains sont aujourd'hui mieux connus comme étant les lots 46 et 47-3, suivant une revision cadastrale dont la date de mise en vigueur a été fixée au 15 septembre 1969.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 670-671 et 683 et suivant, du Code de Procédure Civil et aussi de l'article 64 de la Loi sur la Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret et faite conformément au jugement rendu par Maître Lise Boulanger, registraire des faillites, le 2e jour de mai 1972.

Conditions de paiement: Comptant.

Rimouski, Qué., ce 3e jour de mai 1972.

Le Syndic licencié,
HENRI-A. MARTIN.

218, rue St-Edmond, Rimouski, P.Q. 45800-o

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, S.C. No. F-437 Superior Court (in bankruptcy) in the matter of the bankruptcy of: Rodrigue Leblanc, Nouvelle, County of Bonaventure, P.Q.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock, in the forenoon, the following immoveable will be sold by public auction, at the Office of the Registrar of Bonaventure No. 2 Registration Division, in Carleton, Province of Québec:

(A) A certain tract of land or emplacement located in Robitaille, County of Bonaventure, known and described as being part of lot number forty-six (Pt. 46) of Shoolbred Seigneury, of an irregular configuration, measuring sixty-six feet (66′) in width by a depth of one hundred and twenty-five feet (125′) more or less, bounded on the south by the Public Road, on the north by Norbert Caissy, on the east by Jean Landry, on the west partly by the immoveable hereinafter sold and partly by Bertrand Pichette, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

(B) Another tract of land or emplacement located in Robitaille, County of Bonaventure, known and described as being part of lot number forty-seven (Pt. 47) of Shoolbred Seigniory, measuring seventy-five feet (75′) in width by a depth of fifty feet (50′), bounded on the south by the Public Road, on the west by Bertrand Pichette or representatives, on the north by Bertrand Pichette, on the east by the immoveable hereinabove described, with buildings erected thereon, appurtances and dependencies.

These tracts of land are better known today as being lots 46 and 47-3, according to a cadastral revision effective upon September 15, 1969.

This immoveable will be sold to the highest last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustee.

This sale is made in conformity with articles 670-671 and 683 of the Code of Civil Procedure and section 64 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sale made by the sheriff with the effect of the decree and in accordance with the judgment delivered by Me Mise Boulanger, bankruptcy registrar, on the 2nd day of May, 1972.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Québec, this 3rd day of May, 1972.

HENRI-A. MARTIN,
Licenced Trustee.

218 St. Edmond Street, Rimouski, P.Q. 45800

Cour Supérieure — Division de Trois-Rivières

Juridiction de faillite No 2125-P, dans l'affaire de la faillite de: Cascade Plastics Limited corporation légalement constituée, ayant son siège social à Shawinigan, faillie, et Maurice St-Louis et Armand Gagnon, syndics, faisant affaires à 1350 rue Royale, Trois-Rivières, en leur qualité de syndics conjoints à l'actif de la

Superior Court — Division of Trois-Rivières

Bankruptcy jurisdiction No. 2125-P, in the matter of bankruptcy of: Cascade Plastics Limited, corporation legally incorporated, having its head office in Shawinigan, bankrupt, and Maurice St-Louis and Armand Gagnon, trustees, having a business place at 1350 Royale, Trois-Rivières, in their capacity of joint-trustees to the

faillite susmentionnée, requérants, et le registrateur de la division d'enregistrement de Shawinigan, mis en cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné en la possession des soussignés, à savoir:

« Un terrain ou emplacemént situé à Shawinigan Sud, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel comme étant le lot numéro onze subdivision du lot originaire numéro sept cent quarante-six (746-11), mesurant ledit terrain plus ou moins en mesure anglaise, cent quarante-cinq (145) pieds de largeur en front et en arrière sur la profondeur de cent soixante-dix-neuf (179) pieds des deux côtés; borné en front vers le sud-est par le chemin public du rang St-Michel; en arrière vers le nord-ouest par les lots numéros 746-9 et partie 746; du côté sud-ouest par le numéro 746-10; et du côté nord-est par partie 746; avec une bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1190, Boulevard Industriel, Shawinigan-Sud, circonstances et dépendances autrefois Rang St-Michel. »

Pour être vendu à l'enchère publique au bureau d'enregistrement de Shawinigan, 761, 5e rue, Shawinigan, LUNDI le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le tout en satisfaction d'une ordonnance de la Cour en date du 3 mars 1972.

Bureau des Syndics-conjoints, 1350 Royale, Trois-Rivières, le 3 mai 1972.

Les Syndics-conjoints,
MAURICE ST-LOUIS,
ARMAND GAGNON.

45813-o

estate of the abovementioned bankruptcy petitioners, and the registrar of the registration division of Shawinigan, mis en cause.

Notice of sale

The immovable hereinafter described and in the possession of the undersigned to wit:

"A land or emplacement located in Shawinigan-Sud, known and described on the official plan and book of reference of the Parish of Notre-Dame du Mont Carmel as lot number eleven subdivision of original lot number seven hundred forty-six (746-11) the said land measuring, more or less, in English measure, one hundred forty-five feet in width in front and in the rear in depth, one hundred seventy-nine feet on both sides; bounded in front towards the southeast by the public road of the rang St-Michel; in the rear towards the northwest by lots number 746-9 and part 746; on the southwest side by number 746-10; and on the northeast side by part 746; with a building thereon erected numbered 1190, Boulevard Industriel, Shawinigan-Sud, circumstances and dependencies formerly rang St-Michel."

To be sold at public auction of the registry office of Shawinigan, 761, Fifth Street, Shawinigan, MONDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

To comply with an order of the Court under date of March 3rd, 1972.

Office of the joint-trustees, 1350 Royale, Trois-Rivières, May 3rd, 1972.

MAURICE ST-LOUIS,
ARMAND GAGNON,
Joint-trustees.

45813-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Bonaventure

No 2592. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE LLOYD'S, ayant une place d'affaires au 407 rue McGill, Montréal, district de Montréal et GARAGE ROSEMONT LTÉE, corps social légalement constitué, ayant une place d'affaires au 2700, rue Maçon, cité et district de Montréal, P.Q., demanderesse, *vs* HAROLD CLARK, domicilié et résidant à New Carlisle, comté et district de Bonaventure, P.Q., défendeur.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BONAVENTURE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Bonaventure

No. 2592. { LLOYD'S INSURANCE COMPANY having a place of business at 407 McGill street, Montreal, district of Montreal and ROSEMONT GARAGE LIMITED, social body legally incorporated, having a place of business at 2700 Maçon street, city and district of Montreal, P.Q., plaintiff, *vs* HAROLD CLARK, domiciled and residing at New Carlisle, county and district of Bonaventure, P.Q., defendant.

Description

« Un certain morceau de terrain situé dans le 5ième rang des lots de ville de New-Carlisle, dans le canton de Cox connu comme étant partie du lot numéro 2110 du cadastre officiel pour ledit canton, mesurant 50 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur et borné comme suit: au sud par la rue principale, à l'ouest par une rue et au nord et à l'est par le résidu dudit lot ou Robert Craig, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« La vente est faite sujette aux droits de la Couronne. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de la division 1 au Palais de Justice de New-Carlisle, comté et district de Bonaventure, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CAMILIEN BISSON.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, Qué.
45814-o

Description

"A certain piece of land situated in the 5th range of lots of the town of New Carlisle in the township of Cox known as being part of lot number 2110 of the official cadastre for the said township, measuring 50 feet in width by 115 feet in depth and bounded as follows: on the south by the main street, on the west by a street, on the north and on the east by the residue of the said lot or Robert Craig's, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

"The sale is subject to the rights of the Crown."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the first division at New Carlisle Court House, County and District of Bonaventure, on the FOURTEENTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

CAMILIEN BISSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, Qué.
45814-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: SOCIÉTÉ HETERO LTÉE, demanderesse, *vs* DAME CLAIRE PIETROGRAZIO GÉLINAS, défenderesse.
No 17,198.

Les lots numéros quatorze (14), quinze (15), seize (16), et dix-sept (17) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente (130) du cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin, avec chalet y érigé.

Les lots numéros sept (7) et huit (8) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente et un (131) du cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean en la ville de Saint-Jean le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 2 mai 1972.
45833-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Iberville

St. John's, to wit: SOCIÉTÉ HETERO LTÉE., plaintiff, *vs* MRS. CLAIRE PIETROGRAZIO GÉLINAS, defendant.
No. 17,198.

Lots numbers fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16) and seventeen (17) of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty (130) of the official cadastre for the Parish of St. Valentin, with cottage erected thereon.

Lots numbers seven (7) and eight (8) of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty-one (131) of the official cadastre for the Parish of St. Valentin.

To be sold at the registry office, for the county of St. John's, in the City of St. John's, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John's, May 2, 1972.
45833

MINGAN

Bref *De Terris*

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Mingan

No M-19, Bref noté No M-15. MENUISERIE JOLIETTE INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Mingan, demandeur *vs* OMER GALLIENNE, résidant et domicilié à 630 rue Gamache à Sept-Îles, district de Mingan, défendeur.

MINGAN

Writ: *De Terris*

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Mingan

No. M-19, Writ noted No. M-15. MENUISERIE JOLIETTE INC., a body politic legally incorporated, having a place of business at Sept-Iles, district of Mingan, plaintiff, *vs* OMER GALLIENNE, residing and domiciled at 630 Gamache Street, in Sept-Îles, district of Mingan, defendant.

Le terrain connu et désigné comme le lot quarante-deux (42) du Rang « Coude de la Rivière Moisie » de l'arpentage primitif du canton de Letellier, correspondant au lot quarante-deux (42) du Rang « Coude de la Rivière Moisie » du cadastre officiel du canton de Letellier. Six cent cinquante-sept millièmes d'acre y compris la réserve légale de trois chaînes.

Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, Sept-Îles, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON.

Bureau du Shérif,
Sept-Îles.
45817-o

The tract of land known and designated as lot forty-two (42) of Range "Coude de la Rivière Moisie" of the first survey of the township of Letellier, corresponding to lot forty-two (42) of Range "Coude de la Rivière Moisie" on the official cadastre for the township of Letellier. Six hundred and fifty-seven thousandths of acre, including the legal reservation of three chains.

With buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, Court Hall, Sept-Îles, the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Sept-Iles.
45817

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal

No 787 522. { PHILIPPE OUELLET INC., demanderesse, *vs* RESTAURANT AU TOIT BLEU INC., défenderesse, et GAÉTAN LALUMIÈRE, mis en cause.

Description

« Un emplacement vacant ayant front sur le chemin public No 9D, au coin de la rue Jogues, situé en partie dans la paroisse de Delson et en partie dans la paroisse de Sainte-Catherine d'Alexandrie, et composé comme suit:

1° D'une partie du lot originaire numéro six cent cinq (Ptie 605) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine; ladite partie de lot étant de forme irrégulière et mesurant cinquante pieds (50′) en bordure du chemin public 9C, cent trente-cinq pieds (135′) sur le côté nord-est et cent soixante-sept pieds et deux dixièmes (167.2′) sur le côté sud et contenant une superficie de treize mille quatre cent vingt et un pieds carrés (13,421 p.c.). Ladite partie de lot est bornée en front, vers le sud-ouest par le chemin public No 9C, vers le nord-ouest par le lot de subdivision numéro soixante-dix-neuf du lot originaire numéro six cent six (606-79) étant la rue Jogues, auxdits plan et livre de renvoi officiels, vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro six cent cinq (605) et vers le sud par une partie du lot No 149 (Ptie 149) ci-après décrite en deuxième lieu.

2° D'une partie du lot originaire numéro cent quarante-neuf (Ptie 149) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, ladite partie de lot étant de forme irrégulière et mesurant cent vingt-six pieds et vingt-cinq centièmes (126.25′) en bordure du chemin public No 9C, cent soixante-sept pieds et deux dixièmes (167.2′) sur le côté nord, quarante pieds (40′)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 787 522. { PHILIPPE OUELLET INC., plaintiff, *vs* RESTAURANT AU TOIT BLEU INC., defendant, and GAÉTAN LALUMIÈRE, mis en cause.

Designation

"A vacant emplacement fronting on Public Highway No. 9D, at the corner of Jogues Street, situated partly in the parish of Delson and partly in the parish of Ste. Catherine d'Alexandrie, and composed of:

1. Part of original lot number six hundred and five (Pt. 605) on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie de la Magdeleine; said part of lot being of irregular figure, measuring fifty feet (50′) along public highway No. 9C, one hundred and thirty-five feet (135) on the northeast side and one hundred and sixty-seven feet and two tenths of a foot (167.2′) on the south side and containing a superficial area of thirteen thousand four hundred and twenty-one square feet (13,421 sq. ft.). Said part of lot being bounded in front towards the southwest by Public Highway No. 9C, towards the northwest by lot subdivision number seventy-nine of original lot number six hundred and six (606-79) on the said official plan and book of reference, being Jogues Street, towards the northeast by another part of said lot number six hundred and five (605) and towards the south by part of lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) hereunder secondly described.

2. Part of original lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) on the official plan and book of reference of the parish of St. Constant, said part of lot being of irregular figure, and measuring one hundred and twenty-six feet and twenty-five hundredths of a foot (126.25′) along Public Highway No. 9C. one hundred and sixty-seven feet and two

sur le côté nord-est, cent trente pieds et un dixième (130.1′) sur le côté sud-est et contenant une superficie de dix mille neuf cent trois pieds carrés (10,903 p.c.). Ladite partie de lot est bornée vers le sud-ouest par le chemin public No 9C, vers le nord par une partie du lot numéro six cent cinq (Ptie 605) ci-dessus décrite, vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro cent quarante-neuf (Ptie 149) et vers le sud-est par la partie du lot numéro cent quarante-neuf (149) ci-après décrite en troisième lieu.

3° D'une autre partie du lot originaire numéro cent quarante-neuf (Ptie 149) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, Ladite partie de lot étant de forme irrégulière et mesurant cinquante pieds et dix-neuf centièmes (50.19′) de front, cinquante pieds (50′) en arrière, du côté nord-est sur une profondeur de cent trente pieds et un dixième (130.1′) du côté nord-ouest cent vingt-cinq pieds et soixante-quinze centièmes (125.75′) du côté sud-est et contenant une superficie de six mille trois cent quatre-vingt-dix pieds carrés (6,390 p.c.) ladite partie de lot est bornée en front au sud-ouest par le chemin public numéro 9C, vers le nord-ouest par une partie dudit lot numéro cent quarante-neuf (Ptie 149) ci-dessus décrite en second lieu, vers le nord-est et le sud-est par d'autres parties dudit lot numéro cent quarante-neuf (Pties 149).

Ledit emplacement mesure deux cent vingt-six pieds et quarante-quatre centièmes (226.44′) dans sa totalité le long du cordon du chemin public No 9C, deux cent vingt-cinq pieds (225′) du côté nord-est sur une profondeur de cent cinquante pieds (150′) sur la rue Jogues et de cent vingt-cinq pieds et soixante-quinze centièmes (125.75′) du côté sud-est et contenant une superficie totale de trente mille sept cent quatorze pieds carrés (30,714 p.c.).

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins, et ledit emplacement est indiqué par un tracé qui le contourne en vert sur un plan préparé par C. C. Lindsay, I.C., A.G.Q., en date du vingt-deuxième jour d'août dix-neuf cent cinquante-sept, sous le numéro 34112.

Sujet à une servitude établie dans un acte passé entre Adrien Monette et la Commission Hydro-électrique du Québec, en date du trente et unième jour d'août dix-neuf cent cinquante et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie sous le No 40583.

Ainsi que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, comprenant les bâtisses y érigées, sans aucune exception ou réserve de la part du vendeur.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214, rue Saint-Ignace, en la ville de Laprairie, le QUINZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour supérieure,
5 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45824

tenths of a foot (167.2′) on the north side, forty feet (40′) on the northeast side, one hundred and thirty feet and one tenth of a foot (130.1) on the southeast side and containing a superficial area of ten thousand nine hundred and three square feet (10,903 sq. ft.) said part of lot being bounded towards the southwest by Public Highway No. 9C, towards the north by part of lot number six hundred and five (Pt. 605) hereinabove described, towards the northeast by another part of said lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) and towards the southeast by the part of lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) hereunder thirdly described.

3. Another part of original lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) on the official plan and book of reference of the parish of St. Constant. Said part of lot being of irregular figure, measuring fifty feet and nineteen hundredths of a foot (50.19′) in front, fifty feet (50′) in rear on the northeast side by a depth of one hundred and thirty feet and one tenth of a foot (130.1′) on the northwest side, one hundred and twenty-five feet and seventy-five hundredths of a foot (125.75′) on the southeast side and containing a superficial area of six thousand three hundred and ninety square feet (6,390 sq. ft.) said part of lot being bounded in front to the southwest by Public Highway No. 9C, towards the northwest by part of said lot number one hundred and forty-nine (Pt. 149) hereinabove secondly described, towards the northeast and southeast by other parts of said lot number one hundred and forty-nine (Pts. 149).

The Whole of the said emplacement measuring two hundred and twenty-six feet and forty-four hundredths of a foot (226.44′) along the chord on Public Highway No. 9C, two hundred and twenty-five feet (225′) on the northeast side by a depth of one hundred and fifty feet (150′) on Jogues Street and one hundred and twenty-five feet and seventy-five hundredths of a foot (125.75′) on the southeast side, and containing a total superficial area of thirty thousand seven hundred and fourteen square feet (30,714 sq. ft.).

All the above measurements are English measure and more or less, and the said emplacement is shown outlined in green on a plan prepared by C. C. Lindsay C.E., Q.L.S. dated the twenty-second day of August nineteen hundred and fifty-seven under his No. 34112.

Subject to a servitude established in a deed between Adrien Monette and Québec Hydro Electric Commission dated the thirty-first day of August nineteen hundred and fifty and registered in the Registry Office for the county of Laprairie under No. 40583.

And the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind of the part of the Vendor, including the building thereon erected."

To be sold at the Registry Office for the county of Laprairie, 214 St-Ignace Street in the city of Laprairie, on the FIFTEENTH day of JUNE 1972, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
May 5, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45824-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 792-984. CHATEAU PAINTS INC., un corps politique et constitué dûment incorporé selon la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* GABRIEL DEVELOPMENT CORP., un corps politique et constitué et dûment incorporé selon la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

« La subdivision numéro 20 ou lot originaire numéro 974 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 9091, Godbout, en la cité de LaSalle, district de Montréal. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, chambre No 195, 4e étage, le SEIZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 4 mai 1972. 45821-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 806-813. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant son siège social au 266 ouest rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* ROGER GUÉRIN, résidant et domicilié au numéro 5067 rue Adam, Montréal, district judiciaire de Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Adam, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (5, Ptie N.E. 153) au cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front, par la rue Adam; en arrière, par une ruelle; d'un côté, par le lot numéro 5-514 du même cadastre et de l'autre côté par le résidu du lot numéro 5-153.

Et sujet à une servitude de vue réciproque, telle qu'établie dans un acte passé devant Me R. Lavallée, notaire, le vingt-deux août mil neuf cent trente et enregistrée au bureau de la Division de Montréal, sous le No 354891.

Avec une maison dessus construite, portant les numéros 5063, 5065 et 5067 de la rue Adam, à Montréal, et dont les murs nord-est et sud-ouest sont mitoyens, de même que le mur sud-ouest du hangar et du garage à l'arrière de la maison.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 4 mai 1972. 45819-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 792-984. CHATEAU PAINTS INC., a body politic and corporate duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* GABRIEL DEVELOPMENT CORP., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

"Subdivision number 20 or original lot number 974 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, with the building thereon erected and bearing civic number 9091 Godbout, in the city of "LaSalle", district of Montreal."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the SIXTEENTH day of JUNE 1972, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, May 4, 1972. 45821-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 806-813. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated having its head office at 266 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* ROGER GUÉRIN, residing and domiciled at 5067 Adam Street, Montreal, judicial district of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on Adam Street, in the City of Montreal, known and described as being the northeast part of lot number one hundred and fifty-three of the official subdivision of original lot number five (5, N.E. Pt. 153) in the cadastre of the parish of Longue-Pointe, measuring twenty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, bounded as follows: in front by Adam Street, in the reat by a lane; on one side by lot number 5-514 of the same cadastre and on the other side by the remainder of lot number 5-153.

Subject to a servitude of reciprocal right of view as established in a deed executed before Me R. Lavallée, notary, on the twenty-second day of August, one thousand nine hundred and thirty and registered in the Office of the Montreal Division, under No. 354891.

With a house erected thereon, numbered 5063, 5065 and 5067 Adam Street, Montreal, and whose northeast and southwest walls are common, as well as the southwest wall of the shed and garage in the rear of the house.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, May 4, 1972. 45819

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808-880. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 266 ouest, rue St-Jacques à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* MAURICE BOURBONNAIS, résidant et domicilié au numéro 480 rue Haute Rive à Duvernay, district judiciaire de Montréal, défendeur.

Désignation de l'immeuble

« Un emplacement ayant front sur le Boulevard Gouin est, en la Cité de Montréal-Nord connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-deux (62 Ptie S.E. 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Sault-au-Récollet ladite partie étant une forme trapèze et borné en front vers le nord-ouest par le résidu dudit lot 62-2 le résidu ayant été réservé pour l'élargissement du Boulevard Gouin, vers le nord-est par une partie du lot 62-1, vers le sud-est par le lot 62-3 et vers le sud-ouest par le lot 62-25 (rue Hébert) tous dudit cadastre; mesurant quarante et un pieds et trente-sept centièmes de pieds en front, soixante-dix-neuf pieds et quatre-vingt-deux centièmes de pied de largeur dans ses lignes nord-est, trente-six pieds de largeur dans ses lignes sud-est, cinquante-neuf pieds et vingt et un centièmes de pied de largeur dans ses lignes sud-ouest.

Avec bâtisses dessus érigées sans exception et notamment une maison portant les numéros 4208 et 4210 du Boulevard Gouin est à Montréal-Nord.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

À distraire cependant la partie vendue à la Cité de Montréal-Nord, aux termes de l'acte passé devant Me Pierre Rodrigue, notaire le 27 octobre 1960 et enregistré à Montréal sous le numéro 1500580. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Craig Est, 4e étage, Chambre 195, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 4 mai 1972. 45820-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 808-880. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a lawful corporation, having its principal place of business at 266 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff; *vs* MAURICE BOURBONNAIS, residing and domiciled at 480 Haute Rive Street, in Duvernay, judicial district of Montreal, defendant.

Description of the Immoveable

"An emplacement fronting on Gouin Boulevard East, in the City of Montreal North, known and described as being the southeast part of lot number two of the official subdivision of original lot number sixty-two (62 Pt. S.E. 2) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, the said part being trapezoidal in shape and bounded in front on the northwest by the residue of said lot 62-2, the residue having been reserved for the enlargement of Gouin Boulevard, on the northeast by a part of lot 62-1, on the southeast by lot 62-3 and on the southwest by lot 62-25 (Hébert Street) all of the said cadastre, measuring forty-one and thirty-seven hundredths feet in front, seventy-nine and eighty-two hundredths feet in width on its northeast lines, thirty-six feet in width on its southeast lines, fifty-nine and twenty-one hundredths feet in width on its southwest lines.

With buildings erected thereon, without exception, and notably a house numbered 4208 and 4210 Gouin Boulevard East, in Montreal North.

As the whole now subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be withdrawn, however, the part sold to the City of Montreal North, under a deed executed before Mr. Pierre Rodrigue, Notary, on October 27, 1960, and registered in Montreal under number 1500580."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, in the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, the FOURTEENTH day of JUNE 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, May 4, 1972. 45820

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 813-177. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 266 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* CHARTER CREDIT CORPORATION, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 50 ouest, boulevard Crémazie, à Montréal, district judiciaire de Montréal, et *al*, défenderesses.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 813-177. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 266 St. James Street West, in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* CHARTER CREDIT CORPORATION, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 50 Crémazie Blvd. West in Montreal, judicial district of Montreal, *et al*, defendants.

« Un emplacement ayant front sur la rue Marquette, en la Ville de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-douze, de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483-192) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet mesurant vingt-cinq pieds de largeur, sur une profondeur de quatre-vingt-six pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la maison y érigée portant les numéros civiques 7514, 7516 et 7518 de ladite rue Marquette et dont la fondation du mur sud-est est mitoyenne, avec toutes les fixtures électriques, les accessoires de plomberie et le système de chauffage y installés à demeure.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant, et particulièrement avec les servitudes suivantes:

Servitudes de vue mutuelle et réciproque sur et en faveur de l'immeuble présentement hypothéqué, comme sur et en faveur de l'immeuble voisin au nord-ouest, tel que ladite servitude a été établie par acte en date du 17 juillet 1961, devant Me Laurent Trudel, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1546219 ».

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 4 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45815-o

"An emplacement fronting on Marquette Street, in the City of Montreal, known and designated under number one hundred and ninety-two, of the subdivision of original lot number four hundred and eighty-three (483-192) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, measuring twenty-five feet in width, by a depth of eighty-six feet, English measure, more or less.

With the house erected thereon bearing civic numbers 7514, 7516 and 7518 of the said Marquette Street and whose southeast wall foundation is common, with all the electrical and plumbing fixtures, and the heating system therein installed permanently.

As the whole presently subsists with all the rights attaching thereto and all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching thereto, and particularly with the following servitudes:

Mutual and reciprocal rights of view on and in favour of the immovable presently mortgaged, as on and in favour of the immovable adjoining it on the northwest, as the said servitude was established by deed dated July 17, 1961, before Me Laurent Trudel, notary, and registered at the Montreal Registry Office, under number 1546219."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 4, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45815

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-927. LES ENTREPRISES ST-JUDE (1966) LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au No 903 est rue Bélanger en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* MOUNTAIN BLUE DIAMOND CO. LTD., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au No 2900 est rue Bélanger en les cité et district de Montréal, et DONALD BOUCHARD en sa qualité de syndic à la faillite de Mountain Blue Diamond Co. Ltd., défendeurs.

« Un immeuble ayant front sur le boulevard Omer Gaucher, en la ville de Montréal, quartier Rivière-des-Prairies, connu et désigné sous les numéros cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, et cent quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-dix-neuf (79-108, 109, 110, 111, 112, 188, 189, 190 et 191) du cadastre officiel de Rivière-des-Prairies.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 814-927. LES ENTREPRISES ST-JUDE (1966) LTÉE, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 903 Bélanger Street East, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* MOUNTAIN BLUE DIAMOND CO. LTD., a corporation legally incorporated, having its principal place of business at 2900 Bélanger Street East, in the City and District of Montreal, and DONALD BOUCHARD, in his capacity of trustee in the bankruptcy of Mountain Blue Diamond Co. Ltd., defendants.

"An immoveable fronting on Omer-Gaucher Boulevard, in the City of Montreal, Rivière-des-Prairies Ward, known and described under numbers one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and eighty-eight, one hundred and eighty-nine, one hundred and ninety and one hundred and ninety-one of the official subdivision of original lot number seventy-nine (79-108, 109, 110, 111, 112, 188, 189, 190 and 191) of the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

With all the buildings erected thereon.

With all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable."

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice, 10 est rue Craig, 4e étage, chambre 195, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 4 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45818-o

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN-THIRTY in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 4, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sherifff.
45818

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 81-420.

LAURENT LAMARCHE, ingénieur domicilié et résidant à 1017 rue Duchesneau, appartement 41, dans la ville de Ste-Foy, district de Québec, *contre* LES ENTREPRISES PAVARD LTÉE, 1716 route 2, Ville de l'Ancienne-Lorette, district de Québec.

« Le lot quatre cent quatre-vingt-neuf, subdivision un (489-1) du cadastre de la ville de l'Ancienne-Lorette de l'index des immeubles pour le bureau d'enregistrement de la division de Québec. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le TREIZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 9 mai 1972.

RAYMOND HAINS.
45837-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 86-112.

PAGÉ LIMITÉE, société légale ayant son siège social à Charlesbourg Ouest, P.Q., *vs* ANDRÉ ROBITAILLE, domicilié à 15, rue Chantal, Beauport, et faisant affaires à cet endroit sous les nom et raison sociale de Paysa Net Enr.

« Un emplacement situé en la Ville de Beauport, côté nord de la rue Chantal comprenant:

a) La resubdivision cent cinquante et un de la subdivision vingt-huit du lot originaire numéro cinq cent trente et un (531-28-151) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

b) Une partie de la redivision cent quarante-sept de la subdivision vingt-huit du lot originaire numéro cinq cent trente et un (531-28-147) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure triangulaire, mesurant quatre pieds (4′) en front sur la rue Chantal, par soixante-quinze pieds et cinq dixièmes (75.5′) de longueur dans sa ligne nord-est; bornée vers le nord-est par le lot 531-28-151, vers le sud-est par le résidu dudit lot 531-28-147, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 9 mai 1972.

RAYMOND HAINS.
45836-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 81-420.

LAURENT LAMARCHE, engineer, domiciled and residing at 1017 Duchesneau Street, Apartment 41, in the City of Ste. Foy, district of Québec, *versus* LES ENTREPRISES PAVARD LTEE, 1716 Route 2, Town of Ancienne Lorette, district of Québec.

"Lot four hundred and eighty-nine, subdivision one (489-1) of the cadastre for the Town of Ancienne Lorette in the index of immoveables for the Québec Registration Division Office."

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the THIRTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, May 9, 1972.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
45837

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 86-112.

PAGÉ LIMITÉE, a legal corporation having its head office at Charlesbourg West, P.Q., *vs* ANDRÉ ROBITAILLE, domiciled at 15 Chantal Street, Beauport, carrying on business at this place under the name and style of Paysa Net Enr.

"An emplacement located in the City of Beauport, on the north side of Chantal Street, comprising:

(*a*) Resubdivision one hundred and fifty-one of subdivision twenty-eight of original lot number five hundred and thirty-one (531-28-151) of the official cadastre for the Parish of Beauport.

(*b*) A part of redivision one hundred and forty-seven of subdivision twenty-eight of original lot number five hundred and thirty-one (531-28-147) of the official cadastre for the Parish of Beauport, of a triangular configuration, measuring four feet (4′) in front on Chantal Street by seventy-five and five tenths feet (75.5′) in width on its northeast line; bounded towards the northeast by lot 531-28-151, towards the southeast by the remainder of said lot 531-28-147, with a house constructed thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, May 9, 1972.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
45836

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 37-679. } LA COMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation ayant des bureau et place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, au 25 nord, rue Wellington, demanderesse, *vs* GÉRARD COUTURE, homme d'affaires, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et y domicilié au 470, rue Montréal, défendeur et ANDRÉ TROTTIER, comptable agréé, de la cité de Sherbrooke district de Saint-François, ès qualité de syndic de la faillite dudit Gérard Couture, et LE REGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, cité de Sherbrooke, district de Saint-François, mis en cause.

« Ces certains morceaux de terre connus et désignés comme étant le lot numéro six cent quarante-trois (643) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le Quartier Nord de la Cité de Sherbrooke, et le résidu de la moitié ouest du lot numéro six cent quarante-cinq (Ptie 645) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le Quartier Nord de la Cité de Sherbrooke, avec bâtisses dessus construites; et tel que décrit dans un acte de vente de Willard Cross à Eddy Blouin passé devant Me Georges Sylvestre, notaire, lequel acte de vente a été enregistré à Sherbrooke au Rég. B Vol. 96, No 41460. »

Pour être vendus en bloc au bureau du shérif, au Palais de justice, à Sherbrooke, MARDI le TREIZIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 5 mai 1972.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
45823-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, (Sherbrooke), No. 37-679. } THE ROYAL TRUST COMPANY, a corporation having an office and place of business in the City of Sherbrooke, District of St. Francis, at 25 Wellington Street North, plaintiff, *vs* GÉRARD COUTURE, businessman, of the City of Sherbrooke, District of St. Francis, and therein residing at 470 Montreal Street, defendant and ANDRÉ TROTTIER, chartered accountant, of the City of Sherbrooke, District of St. Francis, in his quality as Trustee to the proposal in bankruptcy of the said Gérard Couture, and THE REGISTRAR, Sherbrooke Division Registry Office, City of Sherbrooke, District of St. Francis, mis en cause.

"These certain pieces of land known and designated as being lot number six hundred and forty-three (643) on the official plan and book of reference for the North Ward in the City of Sherbrooke, and the remainder of the west half of lot number six hundred and forty-five (Pt. 645) on the official plan and book of reference for the North Ward in the City of Sherbrooke, with buildings constructed thereon; as described in a deed of sale by Willard Cross to Eddy Blouin executed before Me Georges Sylvestre, notary, which deed of sale has been registered in Sherbrooke in Reg. B Vol. 96, No. 41460."

To be sold en bloc at the Sheriff's Office, in the Sherbrooke Court House, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, May 5, 1972.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
45823

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de St-François

Cour Supérieure, No 35-192. } JEAN-MARC CHALOUX, opérateur, domicilié et résidant au 2800 de la rue Mésy en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* JOHN LUNNY, commis, domicilié et résidant au numéro 4210 Hill Road West, en la Cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, à savoir:

« Un emplacement situé dans le canton de Wentworth, comté d'Argenteuil, P.Q., connu et désigné comme une partie du lot de subdivision numéro trois cent cinquante-six du lot originaire numéro vingt-neuf (29 ptie 356) du huitième rang, aux plan et livre de

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of St. François

Superior Court, No. 35-192. } JEAN-MARC CHALOUX, operator, domiciled and residing at 2800 Mésy Street, in the City of Sherbrooke, district of St. François, plaintiff, *vs* JOHN LUNNY, clerk, domiciled and residing at number 4210 Hill Road West, in the City of Montreal, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant, to wit:

"An emplacement situated in the township of Wentworth Argenteuil County, P.Q. known and designated under a part of subdivision lot number three hundred and fifty-six of the original lot number twenty-nine (29 Pt. 356) of the eight Range, of the official plan and

renvoi officiels du canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, et mesurant de façade au sud-est, en une ligne brisée, vingt-huit pieds et trois dixièmes et vingt-sept pieds et deux dixièmes, en arrière au nord-ouest cinquante pieds, d'un côté au nord-est cent pieds et de l'autre côté au sud-ouest quatre-vingts pieds et un dixième; mesure anglaise et plus ou moins et ladite partie avant, de ligne brisée, étant bornée au sud-est et d'un côté au sud-ouest par une rue (29-363), en arrière au nord-ouest par une partie du lot numéro (29-357), dit rang, dit canton et dit cadastre et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot appartenant à M. J. R. Savard ou représentants. Avec le chalet y érigé. Avec le droit de passage en commun avec les autres ayants droit de circuler sur toute partie de terrain n'étant pas désignée comme lot sur le plan, y compris les rues, parcs et grèves.

Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve de la part du vendeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, au 430, rue Grâce, Lachute, JEUDI, le QUINZIÈME jour de JUIN 1972, à QUATORZE heures.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, ce 2e jour de mai 1972. 45797

book of reference o fthe township of Wentworth, in the county of Argenteuil measuring in front to the southeast in a broken line twenty-eight feet and three tenths of a foot and twenty-seven feet and two tenths of a foot, in rear to the northwest fifty feet, on one side to the northeast one hundred feet and on the other side to the southwest eighty feet and one tenth of a foot, English measure and more or less and bounded said part in front in a broken line to the southeast and one side to the southwest by a street (29-363), in rear to the northwest by part of a lot number (29-357), said Range, said township, said cadastre, and on the other side to the northeast by the remainder of said lot belonging to Mr. J. R. Savard or representatives. With the chalet thereon erected. With the right of way with all others having right thereon on every piece of land non indicated as a lot on the plan, including streets, parks and beaches, etc.

As the whole now subsists without exception nor reserve on the part of the vendor."

To be sold at the Registry Office County of Argenteuil, at 430 Grâce Street, Lachute, THURSDAY, the FIFTEENTH day of JUNE 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, this 2nd day of May, 1972. 45797-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Trois-Rivières

No 7167. DAME GERTRUDE JACOB/GAUTHIER, veuve non remariée de Yves Gauthier, domiciliée en la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, demanderesse, *vs* LA SUCCESSION DE FEU FRANÇOIS MAILHOT, résidant autrefois au no 1601, boulevard St-Alexis, à St-Louis de France, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, défenderesse.

« Un morceau de terre situé dans le rang nord de la paroisse de St-Louis de France, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quatre (ptie 104) du cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de St-Maurice, dont ladite paroisse de St-Louis de France en est un démembrement, contenant ledit morceau de terre soixante-quinze pieds de largeur du côté sud, par la route du rang St-Alexis, du côté ouest par Yvon Longval, et du côté est et du côté nord par Edmond Ouellette, avec maison dessus construite, circonstances et dépendanses. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUIN 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
FERNANDE TURGEON.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 5 mai 1972. 45831-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Three Rivers

No. 7167. MRS. GERTRUDE JACOB/GAUTHIER, unremarried widow of Yves Gauthier, domiciled in the City of Trois-Rivières, district of Three Rivers, plaintiff, *vs* THE ESTATE OF THE LATE FRANÇOIS MAILHOT, formerly residing at 1601 St. Alexis Boulevard, in St. Louis de France, County of Champlain, district of Three Rivers, defendant.

"A tract of land located in the north range of the parish of St. Louis de France, known and described as being part of lot number one hundred and four (pt. 104) of the official cadastre of the county of Champlain for the parish of St. Maurice, the said parish of St. Louis de France being a division thereof, the said strip of land measuring seventy-five feet in width on the south side by the route of St. Alexis Range, on the west side by Yvon Longval and on the east and north sides by Edmond Ouellette, with a house erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Ste. Geneviève de Batiscan Registry Office, in the County of Champlain, on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of JUNE 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

FERNANDE TURGEON,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, May 5, 1972. 45831

INDEX No 19

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — ***COOPERATIVE ASSOCIATIONS***

Association Coopérative Forestière Régionale de la Gaspésie (*Formation*) ... 3826
Coopérative forestière Régionale de Québec (*Formation*) ... 3826
Coopérative de Frais Funéraires du « Plateau » (La) (*Formation*) ... 3826
Coop Funéraire de St-Romuald (*Formation*) ... 3827
Coopérative d'Habitations de Ste-Anne-de-Roquemaure (*Formation*) ... 3827
Coopérative des Installateurs de Portes automatiques de St-Lambert (La) (*Formation*) ... 3826

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Carleton-sur-Mer, munic. (*Requête-Petition*) ... 3828
Carleton, canton-Township (*Requête-Petition*) ... 3828
Côte Saint-Luc, cité-city (*Erratum*) ... 3829

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Abel, David ... 3829
Brown, Arnold Aaron ... 3830
Chagnon, Joseph Ferrier Benoit ... 3830
Claveau, Herménégilde ... 3830
Fourre, Robert Lenard ... 3829
Hannouche, Charles ... 3831
Lessard, Réal ... 3830
L'Étoile, Clément ... 3831
Puhach, John Emil ... 3831
Smith, Brian Ross ... 3830
Walczewski, Alfred ... 3830

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Accordés: — *Granted:*

Carmelly, Felicia ... 3831
Miller, James Arthur ... 3832
Nadeau, Gérald Martin Nivens ... 3832
Vallières, Normand ... 3832

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'Entraide Économique de la Baie (*Nom-Name ch.*) ... 3827
Caisse d'Entraide Économique de Dorchester (*Nom-Name ch.*) ... 3827

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: — *Licenses:*

Atlantic Bedford Coffee Bag Co., Inc. ... 3839
Canfor Pulp Sales (1967) Ltd. ... 3840
Consolidated Foods Corporation ... 3840
Dresser Olympic Canada Ltd. ... 3840
GEA Luftkühlergesellschaft Happel GmbH & Co. KG ... 3840
Maple Shipping Company Limited ... 3841
Medicaline Ltd. ... 3841
Societa Svizzera Annie S.A. 3841 ... 3841
Suddenly Slender of Canada Ltd. ... 3842
Trans-Mediterranean Airways S.A.L. ... 3842

COMPAGNIES — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Association des Parents des Élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc. ... 3832
Au Filon d'or ltée ... 3834
Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield ... 3833
Camp Notre-Dame de Fatima Inc. ... 3833
Carrefour du Livre de Lachute (Le) ... 3833
Cassella Canada Limited ... 3832
Clinique d'orientation Psycho-Sociale ltée ... 3833
Club de Golf et Autos-Neige Dorchester inc. ... 3833
Club Tamagadi Inc. ... 3834
Colonie de Vacances Ste-Claire D'Assise inc. 3834
Coronet Land & Housing Corporation ... 3833
Delux Construction Inc. ... 3834

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

(*suite*) — (*continued*)

Distributomatic Inc. 3834
Doucet Automobile Inc. 3834
Faymor Chemical Limited 3835
Flash Electric Inc. 3835
G. H. Marie inc. 3835
Gagné (Benoit) Ltée 3836
Immeubles Clark inc. (Les) 3835
Korman (Lou) Inc. 3835
Labrador Import-Export Inc. 3836
Lico Investments Ltd. 3836
Lemire Drive Yourself Inc. 3836
Michel Produits de Beauté Inc. 3837
Morris Schwartz Holdings Inc. 3837
Nepol Development Corp. 3836
Placements Brault, Guy, Chaput ltée 3837
Placements Grenache inc. 3837
Résidences Laurier inc. (Les) 3838
Salon de Quilles Lévis inc. 3837
Trans Caribbean Research Corp. (1970) 3838
Versailles Investments Inc. 3838
Villeray Home Construction Co. 3838
Zephyr Construction inc. 3838

Dissoutes — *Dissolved*

Atwater Hardware Co. Ltd. 3823
Baycraft Marina Inc. 3823
Berri Enterprises Ltd. 3823
Club Social Abex 3823
D'Anjou (J. E.) Auto inc. 3824
Geoffrion Auto Inc. 3824
Harrow Glove Company 3824
Léonard (B.) inc. 3824
Marquette (Alf.) & Fils inc. 3824
Motel Confédération inc. 3824
Plomberie André Guenette inc. 3825
Quincaillerie Atwater ltée 3823
Romark Building Inc. (The) 3825
Steinberg's Building Inc. 3825
Vaco Products (of Canada) Ltd. 3825
Vêtements Paule inc. 3825
Us-Can Tool Ltd. 3825

Divers — *Miscellaneous*

Accueil Bellerive (1970) inc. (*Règl.-By-laws*) 3842
Amana (Québec) Ltd. (*Dir.*) 3844
Americana Investment & Mortgage Corporation (*Dir.*) 3844
Arcado inc. (*Dir.*) 3846
Chénier Fish and Game Club (The) (*Name ch.*) 3845
Club de Chasse et Pêche Chénier (Le) (*Nom ch.*) 3845
Cogemial inc. (*Dir.*) 3844
Comité d'Éducation aux Adultes de la Petite Bourgogne (Le) (*Règl.-By-laws*) 3842
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu (*Dir.*) 3845
Compagnie Marcel Gamache inc. (La) (*Règl.-By-laws*) 3843
D B Service Inc. (*Règl.-By-laws*) 3846
Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc. (Les) (*Dir.*) 3845
Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation (The) (*Dir.*) 3845
Équipement Horesco inc. (*Dir.*) 3844
Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc. (*Règl.*) 3843
Hebdos du Canada (*Règl.-By-laws*) 3843
Horesco Equipment Inc. (*Dir.*) 3844
Industrial Gear Mfg. Inc. (*Dir.*) 3844
Jeux du Québec inc. (Les) (*Règl.*) 3846
Larrivée (P. E.) inc. (*Nom-Name ch.*) 3846
Mutual Equity Corporation (1971) Limited (*Nom-Name ch.*) 3843
Parent & Sperandio inc. (*Dir.*) 3845
Prefinco Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3844
Preventive Maintenance Service (Québec) Inc. (*Name ch.*) 3843
Québec Games Inc. (*By-laws*) 3846
Red Flare Sport and Cultural Federation Inc. (The) (*By-laws*) 3843
Richelieu Flooring Distributors Inc. (*Dir.*) 3845
Roymor Ltd. (*Dir.*) 3845
Roymor ltée (*Dir.*) 3845
Savings and Investment Trust Company (*Dir.*) 3845
Service d'Entretien Préventif (Québec) inc. (*Nom ch.*) 3843
Siemens Medical of Canada Limited (*Dir.*) 3846
Smoke House Delly Products Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3846
Trebor Canada Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3844

Lettres patentes — *Letters Patent*

Action Cycle and Sports Inc. 3784
Agapolis Inc. 3784
Aliments Linda inc. (Les) 3784
Angela Productions Co. Ltd. 3785
Arrimage et service Cartier inc. 3785
Arthur Waste Paper Inc. 3786
Association Canada-Normandie Section de Montréal (L') 3786
Association des amateurs de danse du Québec inc. 3786
Atelier 68 inc. 3787
Auto Truck Rutsproofing (Montreal) Ltd. 3787
Automobile Orient ltée 3788
Bader Bros. (Québec) Inc. 3788
Bader frères (Québec) inc. 3788
Barban Realties Ltd. 3789
Bateaux Tur-Bec ltée (Les) 3789
Beauchesne & Provencher inc. 3789
Bécancour Express Transport Inc. 3790
Bergair inc. 3790
Biche Investments Ltd. (La) 3790
Bonturi Pizzeria Inc. 3791
Boulangeries Régionales Saguenay-Lac-St-Jean ltée (Les) 3791
Buckland (John A.) Ltd. 3792
Buckland (John A.) ltée 3792
Campeau (Pierre) ltée 3792
Canadian Conservatory of Music (Mtl.) Ltd. 3792
Cartier Stevedoring and Services Inc. 3785

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Centre d'achats de Rivière-du-Loup inc. 3793
Centre Utorel inc. 3793
Cercle Élite inc. 3793
Charcuterie Bellerive inc. (*Correction*) 3839
Châteauguay Moving Inc. 3794
China Commodity Corporation (Canada) Limited 3794
City Electric Ltd. 3795
Club de motos-neige Asan inc. 3795
Compton County Arena Society Inc. 3815
Comtois Sports Inc. 3795
Concordia Office Supplies Inc. 3796
Corporation de marchandises Chinoises (Canada) limitée (La) 3794
Corporation des associés du Nord ltée (La) ... 3796
Corporation Dicom 3797
Couillard et associés ltée 3796
D.L.F. Investments Ltd. 3797
Déménagements Châteauguay inc. (Les) 3794
Dicom Corporation 3797
Dominion Academy of Music Inc. 3798
Duvaron inc. 3798
Entreprises G.T.L. ltée (Les) 3798
Entreprises Lac Bowker inc. 3799
Fenêtres Étoile ltée 3816
Ferronnerie Bougie inc. 3799
Fonderie Desrosiers ltée 3799
G.G. Graphics Inc. 3800
Galeries de la Capitale inc. (Les) 3800
Gamecraft Ltd. 3800
Garage Ernie inc. 3801
Gatineau Mobile Homes Ltd. 3807
Gendron Sport (Jean-Guy) Inc. 3801
Gestion Yvon Lavallée inc. 3802
Gingras (Bert) Ornemental Inc. 3802
Glacerie Laval inc. 3802
Graphiques G.G. inc. (Les) 3800
Guindon et frères inc. 3803
Home Care Products (International) Limited 3803
Hôtel Coronet inc. 3803
Immeubles Barban ltée (Les) 3789
Immeubles Matten ltée (Les) 3807
Immeubles Samarra ltée (Les) 3814
Imprimerie Godin inc. 3804
Jassan inc. 3804
Jean Paul Cleaners Inc. 3809
Jeune Chambre de Bromont, inc. (La) 3804
Kaufman (Richard I.) Inc. 3805
Laframboise (W.) Ltd. 3805
Laframboise (W.) ltée 3805
Lévesque (Fern.) Transport Inc. 3806
Linda Foods Inc. 3784
M. & R. Plastics Inc. 3806
Mack Auto Service Ltd. 3806
Maisons mobiles Gatineau ltée 3807
Marin Investments Inc. 3811
Mattan Realties Ltd. 3807
Meubles Roger Dion inc. 3807
Morgan's Fine Foods Ltd. 3808
Morin fourrure (1971) inc. 3808
Morissette (Aldège) & fils inc. 3809
Nettoyeurs Jean Paul inc. 3809
Norman's Transport Limited 3809
Nu-Way Leasing (Québec) Ltd. 3810
Orba Group Inc. (The) 3810
Orient Automobile Ltd. 3788
Phantom Electric Inc. 3810
Placements La Biche ltée (Les) 3790
Placements Marin inc. (Les) 3811
Placements Robert Gendron inc. 3811
Pro Sports Consultants Inc. 3812
Provel (Québec) Ltd. 3812
Provel (Québec) ltée 3812
Quartis Inc. 3812
Ranch Le Sabot d'Or inc. 3813
Roch (Yves) & associés inc. 3813
St-Amant & Chamberland inc. 3813
Ste-Foy Toyota inc. 3814
Samarra Realties Ltd. 3814
Service Directionnel de transport et d'escorte de Montréal inc. 3815
Shelmarne Corp. 3815
Société de l'aréna du comté de Compton inc. .. 3815
Southern Industrial Business Sales Ltd. 3816
Star Windows Ltd. 3816
Terkel de France inc. 3817
Transport Dispatch and Escort Service of Montreal Inc. 3815
Tur-bec Boats Ltd. 3789
Unick Industrial Forms Ltd. 3817
Velpa Construction Inc. 3817
West Park Restaurant Inc. 3818

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Association des Employés Civils (L') 3818
Association Protecta inc. 3818
Beaver House Rehabilitation Center for Addictions Inc. 3819
CAPEQ inc. 3819
Corbeil & Fils Assurances inc. 3819
Dubois (Jean) inc. 3819
Federated Mobile Transport Inc. 3820
Fonbec Ltd. 3820
Fonbec ltée 3820
Granite National limitée (Le) 3820
Greenbar Realty Corp. 3821
Hamel Transport limitée 3821
Institut Rosell inc. 3821
J. M. Asphalt Inc. 3821
Motonaute inc. 3822
National Granite Limited 3820
Rifa inc. 3822
Rosell Institute Inc. 3821
Sabertons Limited 3822
Service Typographique limitée 3823
Sofiad Inc. 3822
Typographic Service Limited 3823

Lettres patentes avis d'annulation *Letters Patent notice of annulment*

Entrepôt Frigorifique de Notre-Dame du Nord (limitée) 3839

Sièges sociaux *Head Offices*

Agences Capitaines Robert inc. (Les) 3851
Arenco Ltd 3850
Arenco ltée 3850
Boréalair ltée 3851
Captain Bob Agencies Inc 3851
Centre de Céramique-Poterie Bonsecours inc. . 3847
Coffrage Dominion ltée 3850
Cogemial inc. 3848
Cusson & Cusson inc. 3848
Daloma Chemicals Inc 3849
Delivro Express Inc. 3848
Dominion Form Work Ltd. 3850
Dufresne Construction Company Limited 3847
Éditions Lefrançois inc. (Les) 3849
Fleur de Lys Stamp Vending Services inc 3850
General Interior Cleaning Corporation Ltd ... 3850
Inspiration Vending Services Inc 3851
Kasandra Corp 3851
Maxi-Gestion inc 3848
Morin Fourrure (1971) inc. 3847
National Vending Systems Inc 3847
Produits chimiques Daloma inc. (Les) 3849
Rossmor Construction Ltd 3851
Services Automatiques Inspiration inc. (Les) .. 3851
Services Automatiques de Timbres Fleur de Lys inc. (Les) 3850
Société Générale d'Entretien Ménager ltée. ... 3850
Touchette(Marcel) & Ass. inc 3848
United Carpet Co. Ltd. 3849
Whiterock Estates Development Corporation Ltd. 3849

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Bethel Gospel Chapel Montreal 3853
Chomedey Baptist Church 3853
Communauté urbaine de Montréal 3854
Communauté Urbaine de Québec (La) 3852
Excellence, compagnie d'assurance-vie (L') ... 3853
Excellence Life Insurance Company (The) ... 3853
Farnham, cité-city 3852
Montreal Urban Community 3854
Montréal, ville-city 3852
Québec Urban Community (The) 3852
Verdun, cité-city 3853

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*

Coopérative de Loisirs de St-Tite des Caps. ... 3855
Crémerie coopérative de Ste-Théodosie 3855

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Cap-Chat, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Sainte-Anne-des-Monts, St-Joachim-de-Tourelle*) 3856
Esprit-Saint, munic. (*L.P.*) (*Correction*) 3860
Forestville, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: St-Luc-de-Laval*) 3857
Hope, canton-Township (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac, Paspébiac-Ouest, New-Carlisle, Hope-Town, St-Godefroy*) 3857
Hope Town, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac, Paspébiac-Ouest, New-Carlisle, Hope, St-Godefroy*) 3857
Laterrière, village (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Notre-Dame-de-Laterrière*) 3856
Matane, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Petite-Matane, St-Jérôme-de-Matane*) 3856
New-Carlisle, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac, Paspébiac-Ouest, Hope, Hope Town, St-Godefroy*) 3857
Notre-Dame-de-Laterrière, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Laterrière*) 3856
Notre-Dame-du-Portage, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Rivière-du-Loup, St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, St-Georges-de-Cacouna, par., St-Georges-de-Cacouna, village*) 3856
Paspébiac, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac-Ouest, New-Carlisle, Hope, Hope Town, St-Godefroy*) 3857
Paspébiac-Ouest, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac-Ouest, New-Carlisle, Hope, Hope Town, St-Godefroy*) 3857
Petite-Matane, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Matane, St-Jérôme-de-Matane*) 3856
Rivière-du-Loup, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, St-Georges-de-Cacouna, village, St-Georges-de-Cacouna, par., Notre-Dame-du-Portage*) 3856
Sainte-Anne de Beaupré, par. (*Soustraction des lots 71-1 et 72-1 du cadastre*) 3857
Sainte-Anne-des-Monts, ville-town (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Cap-Chat, St-Joachim-de-Tourelle*) 3856
St-Georges-de-Cacouna, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: St-Georges-de-Cacouna, village, Rivière-du-Loup, St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Notre-Dame-du-Portage*) 3856
St-Georges-de-Cacouna, village (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Rivière-du-Loup, St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, St-Georges-de-Cacouna, par., Notre-Dame-du-Portage*) 3856
St-Godefroy, canton-Township, (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Paspébiac, Paspébiac-Ouest, New-Carlisle, Hope, Hope Town*) 3857

Affaires municipales *Municipal Affairs*
(suite) *(continued)*

St-Jérôme-de-Matane, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Matane, Petite-Matane*) 3856
St-Joachim-de-Tourelle, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Sainte Anne-des-Monts, Cap-Chat*) 3856
Sainte-Julienne, par. (*Publ.*) 3855
St-Luc-de-Laval, munic. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Forestville*) 3857
St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, par. (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with: Rivière-du-Loup, St-Georges-de-Cacouna, par. St-Georges-de-Cacouna, village, Notre-Dame-du-Portage*) 3856
Sullivan, munic. (*L.P.*) 3858
Trois-Rivières, ville-town (*Mod.-Amend.*) 3857

Institutions financières compagnies et coopératives *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurance: *Insurance:*

American Casualty Company of Reading, Pennsylvania (*Annul.*) 3863
Mutual Life Assurance Company of Canada (The) (*Name ch.*) 3862
Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada (La) (*Nom ch.*) 3862
National Insurance Society (*Dir.*) 3863
Protective Association of Canada (The) (*Nom-Name ch.*) 3862
Société Nationale d'Assurances (*Dir.*) 3863
Transportation Insurance Company 3863

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

St-Ambroise de la Jeune Lorette, par. 3864
St-Luc, par 3864
St-Luc, par 3864
Ste-Thérèse de Blainville, par 3864

Voirie *Roads*

Entretien de routes discontinué 3866
Maintenance of roads discontinuel 3866

NOMINATION *APPOINTMENT*

Président d'élection: *Returning-Officer:*

Tremblay, Arthur 3854

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, R.S.Q. 1964), application of the Act to the cadastre of a part of the township of Baie-de-Gaspé-North 3869
Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, R.S.Q. 1964), application of the Act to the cadastre of a part of the township of Baie-de-Gaspé-South 3867
Titres de propriété dans certains districts électoraux (Ch. 321, S.R.Q. 1964), application de la Loi au cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Sud, district électoral de Gaspé-Sud 3867
Titres de propriété dans certains districts électoraux (Ch. 321, S.R.Q. 1964), application de la Loi au cadastre d'une partie du canton de Baie-de-Gaspé-Nord, district électoral de Gaspé-Sud 3869

Régie de l'Électricité et du Gaz *Electricity and Gas Board*

Gaz Provincial du Nord de Québec ltée (Le) 3865

SOUMISSIONS — demandes de *TENDERS — Requests for*

Ange-Gardien, village 3875
Drummondville-Sud, ville-city 3881
Magog, cité-city 3877
Ste-Anne-de-Varennes, par 3883
Saint-Jean-de-Boischatel, village 3879
Templeton, village 3871
Val-St-Michel, ville-town 3885
Vieilles-Forges, c.s.-s.c. 3873

SYNDICATS PROFESSIONNELS *PROFESSIONAL SYNDICATES*

Association des Avocats de la Région de Québec (*Const.-Inc.*) 3866
Association des Enseignants retraités du Québec (*Nom-Name ch.*) 3865
Association des Employés de la Chaussure Rosita (*Const.-Inc.*) 3866

VENTES *SALES*

Effets non réclamés *Unclaimed Baggage*

Cie Messagerie CP limitée (La) 3887
CP Express Limited 3887

Licitation *Licitation*

Jackner *vs* Wyrwicz 3888

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Cascade Plastics Limited 3896
Leblanc, Rodrigue 3896

Par Shérifs *By Sheriffs*
Bonaventure *Bonaventure*

Cie d'Assurance Lloyd's et Garage Rosemont ltée (La) *vs* Clark 3897
Lloyd's Insurance Company and Rosemont Garage Limited *vs* Clark 3897

Iberville *Iberville*

Société Hetero ltée *vs* Pietrograzio Gélinas... 3898

Mingan *Mingan*

Menuiserie Joliette inc. *vs* Gallienne..... 3898

Montréal *Montreal*

Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal (La) *vs* Bourbonnais..... 3902
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal (La) *vs* Charter Credit Corporation..... 3902
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal *vs* Guérin..... 3901
Chateau Paints Inc. *vs* Gabriel Development Corp..... 3901
Entreprises St-Jude (1966) ltée (Les) *vs* Mountain Blue Diamond Co. Ltd. et *al*..... 3903
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Bourbonnais..... 3902
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Charter Credit Corporation..... 3902
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Guérin..... 3901
Ouellet (Philippe) inc. *vs* Restaurant au Toit Bleu inc. et *al*..... 3899

Québec *Québec*

Lamarche *vs* Les Entreprises Pavard ltée..... 3904
Pagé limitée *vs* Robitaille..... 3904

Saint-François *Saint-François*

Compagnie Trust Royal (La) *vs* Couture et *al*..... 3905
Royal Trust Company (The) *vs* Couture et *al*. 3905

Terrebonne *Terrebonne*

Chaloux *vs* Lunny..... 3905

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Jacob/Gauthier *vs* Succession-Estate François Mailhot..... 3906

Taxes *Taxes*

Dorval, cité-city..... 3893
Greenfield Park, ville-town..... 3894
Mégantic, comté-county..... 3888
Montréal, Est-East, ville-town..... 3891
Roberval, cité-city..... 3895
Sherbrooke, comté-county..... 3892

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 510-72

Québec, le 22 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'entrée en vigueur par proclamation, des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi de la protection du consommateur ainsi que le règlement No 5 adopté sous l'autorité de cette loi.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil No. 3709 adopté le 27 octobre 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a ordonné qu'une proclamation soit émise fixant au 1er mai 1972 l'entrée en vigueur des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971);

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil No. 3713 adopté le 27 octobre 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté le règlement No. 5 édicté en vertu de la Loi de la protection du consommateur et a fixé au 1er mai 1972 l'entrée en vigueur de ce règlement;

ATTENDU QUE cette date est trop rapprochée pour permettre aux commerçants de se plier à temps aux exigences qui leur sont imposées par les règlements adoptés en vertu de cette loi;

ATTENDU QU'il est opportun d'émettre une nouvelle proclamation retardant au 1er juillet 1972 l'entrée en vigueur des articles et du règlement susmentionnés de la Loi de la protection du consommateur;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur proposition du Ministre des Institutions Financières, Compagnies et Coopératives:

QUE la proclamation émise en vertu de l'arrêté en conseil No. 3709 du 27 octobre 1971, fixant au 1er mai 1972 l'entrée en vigueur des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971), soit rescindée et qu'une nouvelle proclamation soit émise fixant au 1er avril 1972 l'entrée en vigueur de ces articles;

QUE le règlement No. 5 édicté en vertu de la même loi entre en vigueur non le 1er mai 1972 mais le 1er juillet 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45698-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 510-72

Québec, February 22, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the coming into force by proclamation of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 of the Consumer Protection Act, as well as Regulation No. 5 made under this Act.

WHEREAS, by Order in Council No. 3709 adopted October 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council ordered that a proclamation be issued fixing May 1, 1972 as the date of the coming into force of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 of the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74);

WHEREAS, by Order in Council No. 3713 adopted October 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council made Regulation No. 5 enacted under the Consumer Protection Act and fixed May 1, 1972 as the date of the coming into force of this regulation;

WHEREAS such date does not allow the merchants sufficient time to comply with the regulations under this Act;

WHEREAS it is expedient that a new proclamation be issued postponing until July 1, 1972 the coming into force of these sections and of the above-mentioned regulation of the Consumer Protection Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the proclamation issued under Order in Council No. 3709 dated October 27, 1971, fixing May 1, 1972 as the date of coming into force of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 of the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) be revoked and that a new proclamation be issued fixing April 1, 1972 as the date of the coming into force of these sections;

THAT Regulation No. 5 enacted under the same Act come into force on July 1, 1972 instead of May 1, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45698-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1158-72

Québec, le 3 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de la maison sise au numéro 2316 du chemin des Foulons, à Sillery, Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme monument et lieu historiques, fait par résolution, le 21 mars 1972, de la Commission des monuments historiques du Québec, du consentement du propriétaire, de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Une maison mesurant trente-sept pieds, six pouces (37'6") de longueur sur trente-sept pieds, six pouces (37'6") de largeur, construite en pierre, à un étage sous comble avec lucarnes, avec toit à deux versants et deux cheminées, située sur l'emplacement

constitué par la subdivision 3 du lot originaire numéro 281 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45842

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1158-72

Québec May 3, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the house situated at number 2316 Chemin des Foulons in Sillery, Québec.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification of the following immoveable as a historic monument and site, made by resolution of the Québec Historic Monuments Commission dated March 21, 1972, with the consent of the owner, be approved;

A gabled one-storey house measuring thirty-seven feet six inches (37'6") in length by thirty-seven feet six inches (37'6") in width, made of stone, with a sloping roof and two chimneys, situated on the site

forming subdivision 3 of the original lot number 281 registered in the official cadastre of the parish of Saint-Colomb in Sillery.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45842-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1159-72

Québec, le 3 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère des affaires sociales

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (1970, ch. 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 686 du 24 février 1971, monsieur Claude E. Forget, sous-ministre adjoint (financement) a été autorisé à signer avec la même autorité que le ministre des documents du ministère des Affaires sociales, dont la nomenclature apparaît sur le dit arrêté en conseil;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser également monsieur Charles Chamard, directeur des Budgets, et monsieur Gilles Regimbal, directeur de la Gestion des

LR-496

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1159-72

Québec, May 3, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the making of a regulation respecting the signing of certain documents of the Department of Social Affairs.

WHEREAS, under section 8 of the Social Affairs Department Act (1970, ch. 42), no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, the Deputy Minister or an officer and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS, by Order in Council No. 686 of February 24, 1971, Mr. Claude E. Forget, Assistant Deputy Minister (financing) was authorized to sign, with the same authority as the Minister, any document pertaining to the Department of Social Affairs, the list of which appears on the said Order in Council;

WHEREAS it is also expedient to authorize Mr Charles Chamard, Financial Division Budget Director, and Mr Gilles Regimbal, responsible for the management of

fonds à la direction générale du Financement, à signer certains documents du ministère des Affaires sociales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE monsieur Charles Chamard, directeur des Budgets à la direction générale du Financement, soit autorisé à signer avec la même autorité que le ministre l'approbation des budgets des établissements privés ou publics qui doivent être soumis au ministre ou au ministère des affaires sociales, y compris la révision des budgets en cours ou en fin d'exercice;

QUE monsieur Gilles Regimbal, directeur de la Gestion des fonds à la direction générale du Financement, soit autorisé à signer avec la même autorité que le ministre les réclamations et communications officielles d'informations relatives à l'administration des ententes fédérales-provinciales quant aux programmes dont la responsabilité incombe au ministère des Affaires sociales;

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45843-o

funds in the finance division, to sign certain Social Affairs Department documents;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT Mr Charles Chamard, Financial Division Budget Director, be authorized to sign, with the same authority as the Minister, approval of the budgets of public or private establishments to be submitted to the Department or the Minister of Social Affairs, including the revision of the current budgets or those at the end of the fiscal year;

THAT Mr Charles Regimbal, responsible for the management of funds in the finance division, be authorized to sign, with the same authority as the Minister, claims and official information bulletins, in respect of the administration of federal-provincial agreements respecting those programmes for which the Department of Social Affairs is responsible;

THAT this regulation be published in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45843-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1193-72

Québec, le 3 mai 1972

Préesent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le « Règlement relatif à la salubrité et à la sécurité du travail dans les mines et carrières. »

ATTENDU QU'un nouveau « Règlement concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières » a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil 4389 du 22 décembre 1971;

ATTENDU QUE l'article 245 dudit Règlement prévoit que « le chargement et foration ne doivent pas être exécutés simultanément dans un même front, là où les trous sont superposés ou sont séparés de moins de vingt-cinq pieds sur l'horizontale »;

ATTENDU QUE cet article ne prévoit pas une situation qui, dans le Nouveau-Québec, à cause du pergélisol (gel permanent du sol) en rend l'application très onéreuse et risque ainsi de compromettre l'efficacité des travaux d'exploitation minière de cette partie du territoire du Québec;

ATTENDU QU'une modification à ces Règlements est nécessaire à l'industrie minière du Nouveau-Québec et que, telle que proposée, elle ne risque pas de rendre plus dangereuse l'exploitation de ces mines, étant donné qu'une marge de sécurité raisonnable sera encore respectée.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1193-72

Québec, May 3, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the "Regulation for the safety and protection of workmen in mines and quarries".

WHEREAS a new regulation respecting the safety and protection of workmen in mines and quarries was approved by the Lieutenant-Governor in Council by Order in Council No. 4389 of December 22, 1971;

WHEREAS section 245 of the said regulation prescribes that "drilling and charging operations shall not be carried out simultaneously either above or below each other or within twenty-five feet horizontal distance, on the same face";

WHEREAS this section does not provide for conditions in New-Québec, in which the presence of permafrost (permanent ground frost) renders its application very costly so that it might even jeopardize the efficiency of mining operations in this part of the Québec territory;

WHEREAS an amendment to these regulations is necessary for the mining industry in New-Québec and, as set forth, such amendment does not involve greater risk in the operation of these mines, it being understood that a reasonable margin of security shall continue to be respected.

LR-497

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE l'article 245 du « Règlement relatif à la salubrité et à la sécurité du travail dans les mines et carrières » soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

« Cet article ne s'applique pas, durant la période de dégel, aux carrières ni aux exploitations à ciel ouvert situées dans la zone de pergélisol ».

QUE cette modification entre en vigueur dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45844-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1208-72

Québec, le 3 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Commission scolaire régionale Le Gardeur qui cessera d'exister.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE, conformément à l'article 6 de la Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique et modifiant la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, ch. 68) et à l'article 495b de la Loi de l'instruction publique (S.R.Q., 1964, ch. 235), édicté par l'article 86 de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, ch. 67), la Commission scolaire régionale Le Gardeur cesse d'exister.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45845-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1227-72

Québec, le 3 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement modifiant le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec concernant les gardiens-constables.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a décidé par voie de résolution de modifier l'âge minimum concernant le recrutement des gardiens constables et ce, afin de faciliter le recrutement de ces candidats;

ATTENDU QU'en vertu de cette résolution approuvée en date du 15 février 1972, l'âge de recrutement est abaissé de 23 à 21 ans;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT section 245 of the "Regulation for the safety and protection of workmen in mines and quarries" be amended by the addition of the following paragraph:

"This section does not apply, during the yearly thaw period, to quarries nor to open pit operations located in the permafrost area".

THAT this amendment come into force immediately upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45844-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1208-72

Québec, May 3, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the dissolution of the Le Gardeur regional school board.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT under section 6 of the Act to again amend the Education Act and to amend the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, ch. 68), and section 495 b of the Education Act (R.S.Q. 1964, ch. 235) enacted by section 86 of the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, ch. 67), the Le Gardeur regional school board is dissolved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45845-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1227-72

Québec, May 3, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a regulation amending the Québec Civil Service Commission regulation concerning security officers.

WHEREAS the Civil Service Commission has, by resolution, decided to change the minimum recruiting age for security officers in order to facilitate the recruitment of candidates for such posts;

WHEREAS, by this resolution, adopted on February 15, 1972, the recruiting age is lowered from 23 to 21 years;

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a autorité de modifier l'un de ses règlements en vertu des articles 16 et 22 de la Loi de la fonction publique.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la fonction publique:

QUE la résolution de la Commission de la fonction publique concernant les gardiens constables émise le 15 février 1972 dont copie est annexée à la présente, soit approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC CONCERNANT LES GARDIENS-CONSTABLES

La Commission de la fonction publique, sous l'autorité des articles 16 et 22 de la Loi de la fonction publique édicte ce qui suit:

1° La section intitulée « RECRUTEMENT » du règlement concernant les gardiens-constables est modifiée à compter du 28 janvier 1972, en remplaçant les mot et nombre « vingt-trois (23) » qui apparaissent à l'alinéa *b*) du paragraphe *b*) par les mot et nombre « vingt-et-un (21) ».

2° Le présent règlement entre en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

COPIE CONFORME
Assemblée du 15 février 1972

Le Secrétaire,
HENRI DION.

45846-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1229-72

Québec, le 3 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1790 du 12 octobre 1966 et modifications, ont présenté au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS under sections 16 and 22 of the Civil Service Act, the Civil Service Commission has authority to amend any of its regulations.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of the Civil Service:

THAT the resolution of the Civil Service Commission concerning security officers adopted on February 15, 1972, a copy of which is annexed hereto, be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION AMENDING THE QUÉBEC CIVIL SERVICE COMMISSION REGULATION CONCERNING SECURITY OFFICERS.

The Civil Service Commission, under sections 16 and 22 of the Civil Service Act, prescribes as follows:

1. The section of the regulation concerning security officers which is entitled "RECRUITMENT" is amended effective January 28, 1972, by replacing the word and number "twenty-three (23)" which appear in sub-paragraph 2 of paragraph (*b*) by the word and number "twenty-one (21)".

2. This regulation shall come into force upon the date which it pleases the Lieutenant-Governor in Council to fix.

CERTIFIED TRUE COPY
Meeting of February 15, 1972

HENRI DION,
Secrétary.

45846-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1229-72

Québec, May 3, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's Hairdressing Trade in the Montreal Region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's Hairdressing Trade in the Montreal Region, rendered obligatory by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision certain amendments to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 27 novembre 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1790, soit modifié comme suit:

1° Les mots «ainsi que la municipalité de Notre-Dame du Sacré-Coeur et l'Île Bizard» sont ajoutés à la fin de l'article 101.

2° L'article 102 est remplacé par le suivant:

« *Durée du Travail*

102. *a*) La durée maximum des heures de travail pour tout employé permanent est de quarante heures et demie (40½) par semaine, réparties selon l'horaire qui suit:
Les lundis, mardi, mercredi et jeudi: de 9h du matin à 6h du soir;
Le vendredi: de 9h du matin à 8h du soir;
Le samedi: de 9h du matin à 5h de l'après-midi.

b) Le 23 décembre et le 30 décembre, si ce n'est pas un samedi, les heures de travail seront de 9h du matin à 8h du soir.

c) Le 24 décembre et le 31 décembre, les heures de travail seront de 9h du matin à 5h de l'après-midi.

d) L'employeur doit retarder l'heure d'entrée au travail de l'employé permanent pour ne jamais dépasser le nombre maximum des heures de travail fixé pour la semaine normale.»

3° L'article 103 est remplacé par le suivant:

« 103. *Travail postérieur à la clôture*: Il est permis de servir tout client qui est entré dans un salon avant l'heure de clôture. Toutefois, tout travail faisant l'objet du champ d'application professionnel du présent décret doit être terminé une heure et demie (1½) après l'expiration des heures normales déterminées par le présent décret. »

4° L'article 107 est remplacé par le suivant:

« *Salaires minimaux*

107. Les salaires minimaux sont les suivants:

1. *Employé permanent:*

a) *Coiffeur pour hommes classe «A»:* $80.00 par semaine, plus une commission de 55% des recettes de son travail excédant $120.00 par semaine.

b) *Coiffeur pour hommes classe «B»:* $75.00 par semaine, plus une commission de 55% des recettes de son travail excédant $115.00 par semaine.

Toutefois, lorsqu'un employé permanent travaille moins de vingt cinq (25) heures dans une semaine, pour des raisons de maladie, de décès, ou autres raisons jugées valables par le Comité, il doit être rémunéré au même taux que l'employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant.

2. *Employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant compétent: Taux minimum:* $1.75 pour chaque heure de

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of November 27, 1971;

WHEREAS in conformity with the Act, the objections brought foward have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 1790, be amended as follows:

1. The words "as well as the municipality of Notre-Dame du Sacré-Coeur and Bizard Island", are added to the end of section 101.

2. Section 102 is replaced by the following:

"*Hours of work*

102. (*a*) All regular employees shall have a forty and one half (40 ½) hour standard work week, scheduled as follows:
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday : from 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday : from 9:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Saturday : from 9:00 a.m. to 5:00 p.m.;

(*b*) December 23rd and December 30th, if these days do not fall on a Saturday, hours of work are from 9:00 a.m. to 8:00 p.m.

(*c*) December 24th and December 31st, hours of work are from 9:00 a.m. to 5:00 p.m.

(*d*) The employer shall delay a regular employee's starting time so that the weekly maximum working hours may never be exceeded."

3. Section 103 is replaced by the following:

"103. *Work after closing time* : It is permissable to wait on customers who were in the salon before closing time. However, all work covered by the professional jurisdiction of this decree shall be completed one and one half (1 ½) hours after the standard hours specified in this decree."

4. Section 107 is replaced by the following:

"*Minimum wages*

107. Minimum wages are as follows:

1. *Permanent employee*:

(*a*) *Men's hairdresser, Class "A"* : $80.00 per week, plus a commission of 55% of the receipts of his work exceeding $120.00 per week.

(*b*) *Men's hairdresser, Class "B"*: $75.00 per week, plus a 55% commission on the receipts of his work exceeding $115.00 per week.

However when a permanent employee works less than twenty-five (25) hours a week, because of sickness, mortality, or other reasons deemed valid by the committee, he must be paid at the same rate as that for a temporary employee, a supernumerary, or a substitute.

2. *Temporary, supernumerary, or substitute employee : Minimum rate* : $1.75 for each hour's work. However,

travail. Cependant, le salaire minimum de cet employé ne doit en aucun cas être inférieur à soixante-dix (70%) pour cent des recettes brutes de son travail, quel qu'en soit le montant. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de $120.00, s'il est un employé de la classe «A», et la somme de $115.00 s'il est un employé de la classe «B», et que ledit employé a travaillé pendant vingt-cinq (25) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que l'employé permanent de sa qualification.

3. *Apprenti:*

Première année d'apprentissage: $50.00 par semaine, plus une commission de 55% sur toutes les recettes de son travail excédant $90.00 par semaine.

Deuxième année d'apprentissage: $60.00 par semaine, plus une commission de 55% sur toutes les recettes de son travail excédant $100.00 par semaine.

Troisième année d'apprentissage: $70.00 par semaine, plus une commission de 55% sur toutes les recettes de son travail excédant $110.00 par semaine.

Si un apprenti ne fait pas la semaine normale de travail, il doit être payé à raison de 60% des recettes brutes de son travail. Cependant, en aucun cas, le salaire de l'apprenti ne doit être inférieur à $1.50 l'heure».

5° L'article 108 est abrogé.

6° L'article 109 est remplacé par le suivant:

Prix minima des services

«109. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

the minimum wage of this employee must in no case be inferior to seventy (70%) percent of the gross proceeds of his work, no matter the amount. However, when the proceeds of his work attain or exceed the sum of $120.00, if the employee is in class "A", and the sum of $115.00, if he is a class "B" employee, and the said employee has worked twenty-five (25) hours or more during the week, he must be paid at the same rate as the regular employee in his classification.

3. *Apprentice* :

First year of apprenticeship : $50.00 per week, plus a 55% commission on all proceeds of his work exceeding $90.00.

Second year of apprenticeship : $60.00 per week, plus a 55% commission on all proceeds of his work exceeding $100.00.

Third year of apprenticeship : $70.00 per week, plus a 55% commission on all proceeds of his work exceeding $110.00.

If an apprentice does not work a standard work week, he shall be paid 60% of the gross receipts of his work. At no time must the apprentice's wage be less than $1.50 per hour."

5. Section 108 is abrogated.

6. Section 109 is replaced by the following.

Minimum prices for services

"109. Professional employers, employers, artisans, and employees must demand the following minimum prices for the services mentioned hereafter :

Services	*Prix minimaux*
Coupe de cheveux ordinaires — Ordinary haircut:	
Adultes — Adults	$2.30
Enfants de moins de 14 ans — Children under 14 years	1.40
Coupe de cheveux au rasoir — Razor cut	3.50
Coupe de cheveux au rasoir ou sculptés, y compris shampooing et ondulation — Razor cut or sculpted, including shampooing and waving	5.50
Rasage ou taillage de la barbe — Shave or trimming of the beard	2.00
Ondulation (mise en plis) — Waving (setting)	2.00
Shampooing — Shampooing	1.50
Shampooing et mise en plis — Shampooing and setting	3.25
Massage — Massage	2.50
Teinture des cheveux, y compris shampooing — Coloration including shampooing	6.50
Tonique, lotion et crème de tous genres — Tonic, lotion, creams of all kinds	0.75
Rinçage colorant — Color rince	1.25
Flambage (grillage) des cheveux. — Hair singeing	0.75

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque, un postiche ou un toupet.»

7° L'article 115 est remplacé par le suivant:

«115. *a*) L'employeur doit donner un congé annuel payé d'une durée de deux (2) semaines à tout employé permanent qui a été à son service pendant une année entière.

Note : The minimum prices mentioned above apply equally when work is done on a wig or hairprice."

7. Section 115 is replaced by the following :

"115. (*a*) The employer shall give an annual paid vacation of two (2) weeks to every permanent employee who has been in his employ for one complete year.

b) L'employé permanent qui a été au travail pendant une année entière doit prendre un congé annuel de deux (2) semaines.

c) L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire global brut gagné par le salarié pendant la période de référence; cette indemnité de 4% est payable à tout salarié qui a travaillé au cours d'une année, qu'il soit temporaire, surnuméraire ou remplaçant.»

8° L'article 116 est remplacé par le suivant:

«116. *a*) Lorsque le salarié justifie de moins d'une année de service, il a droit à autant de jours de congé payé qu'il a de mois de service, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines, et à une indemnité de congé égale à 4% du salaire global gagné.

b) L'employeur doit obtenir du comité paritaire et faire signer par le salarié une formule attestant que ce dernier à reçu le montant auquel il avait droit comme indemnité de congé. L'employeur doit retourner cette formule au comité paritaire.»

Disposition spéciale: Lorsque des dispositions du présent décret relatives aux congés annuels payés sont ou deviennent moins avantageuses pour le salarié que les dispositions actuelles ou futures prévue dans l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les dispositions moins avantageuses du présent décret sont ajustées automatiquement, au niveau de celles de ladite ordonnance.

9° À l'article 118, à la troisième ligne, les mots «sa semaine» sont remplacés par les mots «ses jours».

10° L'article 124 est remplacé par le suivant:

«124. *Durée:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er novembre 1973. Il se renouvelle automatiquement ensuite pour une année, à moins que l'une des parties contractantes au décret ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 1er novembre de l'année 1973. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.»

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45835-o

(*b*) The permanent employee who has worked for one complete year must take an annual two (2) weeks' vacation.

(*c*) The remuneration accruing for the said vacation is equal to 4% of the total gross wages earned by the employee during the qualifying period; this remuneration of 4% is payable to all employees who have worked during one year whether they were temporary, supernumerary or substitute."

8. Section 116 is replaced by the following :

"116. (*a*) When the employee has less than one (1) year of service, he is entitled to as many days of paid vacation as he has months of service : the total vacation period exigible not to exceed two (2) weeks and at a vacation pay rate equal to 4% of his total wages earned.

(*b*) The employer shall obtain from the Parity Committee a form, which shall be signed by the employee, attesting to the fact that he has received the amount to which he is entitled as holiday pay. The employer shall return this form to the Parity Committee."

Special provision : When the provisions of the present decree respecting annual paid vacations are or become less advantageous for the employee than the present or future provisions of Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, the less advantageous provisions of the present decree are automatically adjusted to the level of those of the said ordinance.

9. In the third line of section 118, the words "his week's" are replaced by the words "his days of".

10. Section 124 is replace by the following :

"124. *Term* : The present decree remains in force until November 1, 1973. It then renews itself automatically for one year thereafter, unless one of the contracting parties to the decree gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to November 1, 1973. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45835-o

Ministère
Travail et Main-d'oeuvre

Erratum

Dans l'édition du 6 mai 1972, aux pages 3769 et 3772 de la *Gazette officielle*, les avis concernant: «*Débits d'essence — Chicoutimi et Coiffeurs — Région de Sherbrooke*» auraient dû être datés du 6 mai 1972 au lieu du 6 avril 1972.

LR-502

Department
Labour and Manpower

Erratum

In the issue of May 6, 1972, on pages 3769 and 3772 of the *Official Gazette*, the notices concerning: «*Débits d'essence — Chicoutimi and Coiffeurs — Région de Sherbrooke*» should have been dated May 6, 1972 instead of April 6, 1972.

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

Prenez avis que lors de son assemblée du 13 avril 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec modifiant son règlement de quota de mise en marché en remplaçant les articles 6 et 35 par les suivants:

Article 6

Le quota d'un producteur qui ne possède pas de contingent peut être cédé au complet seulement, à un ou plusieurs producteurs détenteurs de quota, conformément aux dispositions des articles 29, 31-b, et 34 du présent règlement. Ce producteur ne peut donc céder une partie de son quota et demeurer en production.

Article 35

Le producteur qui détient un quota inférieur à 28,000 livres de matière grasse peut obtenir un transfert jusqu'à concurrence de cette quantité; le quota maximum que peut obtenir un producteur qui met lui-même en marché une partie de sa production, (vendeur de lait «cru») est la différence entre 28,000 livres de matière grasse et le nombres de livres de lait exprimé en matière grasse qu'il met actuellement en marché; l'excédent fait partie de la réserve prévue à l'article 38.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

45832-o

Avis

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec

Prenez avis que lors de son assemblée du 13 avril 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement de la Fédération des producteurs de lait du Québec modifiant son règlement de pool en remplaçant les articles 28, 29 et 32-c par les suivants:

Article 28

Pour le lait produit à l'intérieur du quota de lait de transformation, le producteur doit payer le taux de retenue en vigueur et déterminé par la Commission.

Article 29

Pour tout le lait produit en excédent de son quota de lait de transformation, le producteur doit payer le taux de retenue en vigueur et déterminé par la Commission.

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board, at its meeting of April 13, 1972, approved the by-law of the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec* amending its marketing quota by-law by replacing articles 6 and 35 by the following :

Article 6

The quota of a producer who does not hold a contingent may be transferred, in whole only, to one or several producers holding a quota, in conformity with the provisions of articles 29, 31-b and 34 of the present by-law. Such producer may not, therefore, cede a part of his quota and still continue to produce.

Article 35

The producer who holds a quota of less than 28,000 pounds of fatty matter may obtain a transfer for up to this quantity; the maximum quota which may be granted to a producer who markets a part of his production himself ("raw" milk seller), is equal to the difference between 28,000 pounds of fatty matter and the number of pounds of milk, expressed in terms of quantity of fatty matter, which he presently markets; the surplus is part of the reserve provided in article 38.

Québec Agricultural
Marketing Board,
Per : (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

45832-o

Notice

Québec Milk Producers' Joint Plan

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board, at its meeting of April 13, 1972, approved the by-law of the *Fédération des Producteurs de Lait du Québec* amending its pool by-law by replacing articles 28, 29 and 32-c by the following :

Article 28

For milk produced within the industrial milk quota, the producer must pay the deduction rate in force and determined by the Commission.

Article 29

For all milk produced in excess of his industrial milk quota, the producer must pay the deduction rate in force and determined by the Commission.

LR-503

Article 32-c)

Pour les déductions:

Du total de *a*) 7 et *b*) 8, la Fédération fait les déductions suivantes: le prélèvement autorisé par le plan, les frais d'écoulement des surplus de lait et de produits laitiers, les frais de transport, et les frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du présent règlement et déterminés par résolution de la Fédération.

Régie des Marchés Agricole
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

45832-o

Avis

Accréditation de l'Association des classificateurs d'oeufs du Québec

Prenez avis que l'Association des classificateurs d'oeufs du Québec, boîte postale 308, St-Hyacinthe, a été accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec le 22 mars 1972 pour représenter, aux fins prévues à l'article 27 de la loi des marchés agricoles, les postes de classification d'oeufs de la province qui, dans le cadre du plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, peuvent exercer cette activité en vertu d'ententes avec la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

45832-o

Avis

Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

Règlement no 3A concernant la contribution pour l'administration du plan conjoint

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement no 3A dont le texte suit, remplaçant le règlement no 3 concernant la contribution pour l'administration du plan conjoint, adopté par l'assemblée générale des producteurs visés par le plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec. Ce règlement entre en vigueur dès la présente publication.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

LR-504

Article 32 (c)

For deductions :

The Federation makes the following deductions from the total of (*a*) 7 and (*b*) 8 : the deduction authorized by the Plan, the cost of disposing of the milk and dairy product surpluses, the costs of transportation and the costs of implementation, supervision and verification incurred in the application of the present by-law and determined by resolution of the Federation.

Québec Agricultural
Marketing Board,
By : (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

45832-o

Notice

Accreditation of Association des classificateurs d'oeufs du Québec

Take notice that *Association des classificateurs d'oeufs du Québec* Post Office Box 308, St. Hyacinthe, was accredited by the Québec Agricultural Marketing Board, on March 22, 1972, to represent, for the purposes provided in section 27 of the Agricultural Marketing Act, those egg-grading stations in the Province which may be engaged in this activity within the framework of the Québec Eggs for Consumption Producers Joint Plan, pursuant to agreements with the Québec Eggs for Consumption Producers Federation.

Québec Agricultural
Marketing Board,
Per : (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

45832-o

Notice

Joint Plan of the Québec Producers of Eggs for consumption

By-law No. 3A respecting the contribution for the administration of the joint plan

Notice is given that the Québec Agricultural Marketing Board has approved by-law No. 3A, the text of which follows, replacing by-law No. 3 respecting the contribution for the administration of the joint plan, adopted by the general meeting of the producers concerned by the Joint Plan of the Québec Producers of Eggs for consumption. This by-law will come into force upon, from and after its first publication.

Québec Agricultural
Marketing Board,
By : (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

RÈGLEMENT NO 3A CONCERNANT LA CONTRIBUTION POUR L'ADMINISTRATION DU PLAN CONJOINT

Article 1

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent:

a) « *Fédération* »: La Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec;

b) «*Contribution*»: La contribution prévue à l'article XIII du plan conjoint et ses amendements;

c) «*Oeufs du groupe un*»: Tous les oeufs mis en vente en commun sous la direction et la surveillance de la Fédération et par son entremise;

d) «*Oeufs du groupe deux*»: Tous les oeufs vendus par un producteur à un détaillant alors qu'ils ont tous deux leur principale place d'affaires hors des zones définies dans le règlement de mise en vente en commun et ses amendements.

Article 2

Chaque producteur qui met des oeufs en marché doit payer sa contribution à la Fédération.

Article 3

Pour les oeufs du groupe un, la contribution est prélevée sur la somme obtenue par la multiplication du nombre de douzaines d'oeufs de chaque catégorie tel qu'établi par le rapport du poste de classification sous contrat avec la Fédération par le prix auquel la Fédération vend chaque catégorie d'oeufs.

Article 4

Pour les oeufs du groupe deux, la contribution est payable avant le 15 du mois suivant la vente par chèque ou mandat-poste à l'ordre de la Fédération à son siège social, au 515 rue Viger à Montréal.

À ce paiement doit être joint le formulaire FPO-1 dûment rempli par le producteur. Le spécimen de ce formulaire est annexé au présent règlement.

Article 5

Si un producteur ne paie pas sa contribution dans le délai imparti à l'article 4 ou s'il met des oeufs en marché contrairement aux dispositions de la loi, du plan conjoint ou des règlements de la Fédération, cette dernière doit lui réclamer à tous les trois (3) mois, à compter du 1er avril de chaque année, une somme égale au produit de la multiplication suivante:

$$\frac{\$0.005 \times 18 \times n}{4}$$

n: nombre de pondeuses prévues au quota du producteur

De la somme ainsi obtenue est déduite la contribution déjà payée pour des ventes faites pendant la période concernée.

BY-LAW NO. 3A RESPECTING THE CONTRIBUTION FOR THE ADMINISTRATION OF THE JOINT PLAN

Section 1

In this by-law, unless the context indicates otherwise, the following expressions shall mean or designate :

(*a*) "*Federation*" : The Québec eggs for Consumption Producers' Federation;

(*b*) "*Contribution*" : The contribution mentioned in section XIII of the joint plan and its amendments;

(*c*) "*Eggs of Group One*" : All eggs jointly marketed under the authority and supervision of the Federation and on its behalf;

(*d*) "*Eggs of Group Two*" : All eggs sold by a producer to a dealer when both have their principal place of business out of the zones prescribed in the joint marketing by-law and its amendments.

Section 2

Every producer who markets his eggs must pay his contribution to the Federation.

Section 3

For the eggs of Group One, the contribution is deducted from the sum obtained by the multiplication of the number of dozens of each category as established in the report of the grading station under contract with the Federation, by the price at which the Federation sells each category of eggs.

Section 4

For the eggs of Group Two, the contribution is payable before the 15th of the month following the sale, by cheque or money order payable to the Federation at its head office at 515 Viger Street, Montréal.

Form FPO-1, duly filled by the producer, must be attached to the payment. A specimen of this form will be annexed to this by-law.

Section 5

If a producer does not pay his contribution within the time alloted in section 4 or if he markets his eggs contrary to the provisions of the Act, the joint plan or by-laws of the Federation, the letter must claim from him every three (3) months, upon, from and after April 1 of each year, a sum equal to the product of the following multiplication :

$$\frac{\$0.005 \times 18 \times n}{4}$$

n : number of laying hens indicated in the producer's quota

The contribution already paid for the sales made during the concerned period is deducted from the sum already obtained.

LR-505

Article 6

Le compte expédié au producteur conformément à l'article 5 est payable dans les dix (10) jours de sa mise à la poste par la Fédération.

Le producteur peut toutefois, pendant cette période, s'il établit le fait à la satisfaction de la Fédération, payer sa contribution sur les oeufs qu'il a effectivement mis en marché.

Article 7

Le présent règlement n'affecte en rien les droits qu'a la Fédération de prélever la contribution conformément au plan conjoint et au règlement numéro 3 et son amendement ainsi que les obligations incombant au producteur relativement au paiement de sa contribution en vertu du plan conjoint et du règlement numéro 3 et de son amendement.

Article 8

Le présent règlement remplace le règlement numéro 3 et ses amendements.

Article 9

Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

45832-o

Avis

Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

Prenez avis que lors de son assemblée du 22 mars 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a dispensé la Fédération des producteurs de volailles du Québec de décréter la division des producteurs en groupes pour les fins de la tenue d'une assemblée générale des producteurs visés par le plan conjoint qu'elle est chargée d'administrer.

Montréal, le 22 mars 1972.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

45832-o

Section 6

The bill sent to the producer in conformity with section 5 is payable within the ten days following the Federation' mailing date.

The producer may, however, during this time, if he established the fact to the satisfaction of the Federation, pay his contribution on the eggs he has actually marketed.

Section 7

This by-law does not affect the rights of the Federation to deduct the contribution in conformity with the joint plan and by-law number 3 and its amendment as well as the obligations falling upon the producer in relation to the payment of his contribution pursuant to the joint plan and by-law number 3 and its amendment.

Section 8

This by-law replaces by-law number 3 and its amendments.

Section 9

This by-law will come into force according to law.

45832-o

Notice

The Québec Poultry Producers' Joint Plan

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board, at its meeting of March 22, 1972, exempted the *Fédération des producteurs de volailles du Québec* from ordering that the producers be divided into groups for the purpose of holding a general meeting of the producers covered by the joint plan which it is responsible for administering.

Montréal, March 22, 1972.

Québec Agricultural Marketing Board,
Per : (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

45832-o

Ministère Industrie et Commerce

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard, 1972-2

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai

LR-506

Department Industry and Commerce

Lobster Fishery Regulations

Lobster Fishing Variation Order 1972-2

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745, of May

1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le «Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard,» ci-après.

Québec, le 4 mai 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce

ORDONNANCE D'EXCEPTION
À UNE PÉRIODE DE FERMETURE
DE LA PÊCHE DU HOMARD

1° La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-2.

2° La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (1) de l'article 3 du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 11, paragraphe *a*) de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1972, de manière que cette période finisse le 15 mai 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45834-o

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-3

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le «Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard,» ci-après.

Québec, le 4 mai 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce

ORDONNANCE D'EXCEPTION
À UNE PÉRIODE DE FERMETURE
DE LA PÊCHE DU HOMARD

1° La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-3.

2° La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (1) de l'article 7, du Règlement de pêche du homard et mentionné à l'article 11 de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifié pour l'année 1972 de manière que cette période finisse à cinq heures du matin, heure locale le 15 mai 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45834-o

15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 4, 1972.

Minister of Industry and Commerce

LOBSTER
FISHING VARIATION
ORDER

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-2.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (1) of section 3 of the Lobster Fishing Regulations and mentioned in section 11, subsection (*a*) of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972, so that they end on May 15, 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45834-o

Lobster Fishery Regulations

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-3

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745 of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 4, 1972.

Minister of Industry and Commerce

LOBSTER
FISHING VARIATION
ORDER

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-3.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (1) of section 7 of the Lobster Fishing Regulations and mentioned in section 11 of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972 so that they end at five a.m., local time, on May 15, 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45834-o

Avis divers

Amendements aux règles de pratique spéciales de la Cour Provinciale du District de Montréal.

Les règles de pratique spéciales de la Cour Provinciale du district de Montréal ont été amendées comme suit, à une assemblée spéciale des juges de la Cour Provinciale du district de Montréal, tenue au Palais de Justice de Montréal, le 8 mars 1972, le tout en vertu de l'article 47 C.P.C.

1) *CHAPITRE II.*

L'article 3 a) est remplacé par le suivant:

3a) «Toute cause rayée deux fois et qui ne procède pas sans raison valable lors d'un troisième appel est radiée définitivement du rôle et n'y reviendra qu'à la suite d'une requête, accompagnée de l'avis requis à la partie adverse et d'une ordonnance du juge en chef ou de celui qu'il désigne.»

2) *CHAPITRE III.*

L'article 9 est remplacé par le suivant:

9. «L'avis doit mentionner que la procédure sera présentée à 10 heures du matin. La procédure même doit être déposée au greffe un jour juridique franc avant la date de sa présentation. Dans les cas de très grande urgence le juge peut abréger ce délai.»

ALAN B. GOLD,
Juge en chef de la Cour Provinciale,
Président de l'assemblée.

45756-o

Miscellaneous Notice

Amendments to the special rules of practice of the Provincial Court in the District of Montréal.

The special rules of practice of the Provincial Court in the District of Montréal were amended as follows, at a special meeting of the Judges of the Provincial Court in the District of Montréal, held on March 8, 1972, in the Montréal Court House, the foregoing pursuant to section 47 C.C.P.

(1) *CHAPTER II*

Section 3 (a) is replaced by the following:

3 (a) "Any case which has been struck twice and which, when called for the third time, fails to proceed without a valid reason shall be struck and not put back upon the roll except by order of the Chief Judge or a Judge designated by him, upon special application with the appropriate notice to the opposite party."

(2) *CHAPTER III*

Section 9 is replaced by the following:

9. "The notice shall provide for the presentation of the porceeding at 10.00 a.m. The proceeding must be filed in court one clear juridical day before the date of its presentation. In cases of great urgency the judge may shorten this delay."

The Chief Justice of the Provincial Court,
Chairman of the meeting,
ALAN B. GOLD.

45756-o

INDEX No 19

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

510 — Protection du consommateur, entrée en vigueur du règlement numéro 5 ... 3913
510 — Consumer Protection Act, coming into force of Regulation No. 5 ... 3913
1158 — Monuments historiques du Québec (Commission des) classement de la maison sise au numéro 2316 du chemin des Foulons, à Sillery, Québec ... 3914
1158 — Historic Monuments Commission (Québec) classification of the house situated at number 2316 Chemin des Foulons in Sillery, Québec ... 3914
1159 — Affaires sociales (1970, ch. 42) adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère ... 3914
1159 — Social Affairs (1970, ch. 42) making of a regulation respecting the signing of certain documents of the Department ... 3914
1193 — Salubrité et à la sécurité du travail dans les mines et carrières, modification aux règlements ... 3915
1193 — Safety and protection of workmen in mines and quarries, amendment to the regulations ... 3915
1208 — Regroupement et la gestion des commissions scolaires (S.Q. 1971, ch. 68) fin de l'existence de la commission scolaire régionale Le Gardeur ... 3916
1208 — Regrouping and management of school boards (1971, ch. 68) dissolution of the Le Gardeur regional school board ... 3916
1227 — Gardiens-constables, règlement modifiant le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec ... 3916
1227 — Security officers, regulation amending the Québec Civil Service Commission regulation ... 3916
1227 — Commission de la fonction publique du Québec, règlement modifiant le règlement concernant les gardiens-constables ... 3916
1227 — Québec Civil Service Commission, regulation amending the regulation respecting the security officers ... 3916
1229 — Coiffeurs pour hommes, région de Montréal (*Modification au décret*) ... 3917
1229 — Hairdressers (Men's), Montreal Region (*Amendments to the decree*) ... 3917

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICE*

Règles de pratique spéciales de la cour provinciale du district de Montréal (*Amend.*) ... 3926
Special rules of practice of the Provincial Court in the District of Montreal (*Amend.*) ... 3926

MINISTÈRES — *DEPARTMENTS*

Industrie et commerce — *Industry and Commerce*

Lotster Fishing (*Variation order No. 1972-2*) ... 3924
Lotster Fisning (*Variation order No. 1972-3*) ... 3925
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-2*) ... 3924
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-3*) ... 3925

Travail et de la Main-d'oeuvre — *Labour and Manpower*

Coiffeurs, région de Sherbrooke (*Erratum*) ... 3920
Débits d'essence, Chicoutimi (*Erratum*) ... 3920
Gasoline stations, Chicoutimi (*Erratum*) ... 3920
Hairdressers, Sherbrooke region (*Erratum*) ... 3920

Régie des marchés agricoles du Québec — *Québec Agricultural Marketing Board*

Association des classificateurs d'oeufs du Québec (*Accréditation*) ... 3922
Eggs for consumption Producers, (Québec) (*By-law No. 3A*) ... 3922
Industrial Milk Producers' Joint Plan (Québec) (*Quota by-law amended*) ... 3921
Milk Producers' Joint Plan (Québec) (*Pool by-law amended*) ... 3921
Poultry Producers' Joint Plan (Québec) (*Exemption*) ... 3924
Producteurs de lait du Québec (*Plan conjoint*) (*Mod. au règl. de pool*) ... 3921
Producteurs de lait industriel du Québec (*Plan conjoint*) (*Mod. règl. de quota*) ... 3921
Producteurs d'oeufs de consommation du Québec (*Plan conjoint*) (*Règl. No 3A*) ... 3922
Producteurs de volailles du Québec (*Plan conjoint*) (*Dispense*) ... 3924

SOMMAIRE

Arrêtés en conseil 3913

Associations coopératives 3826

Avis divers 3828-3926

Caisses d'épargne et de crédit 3827

Changement de nom 3829

Compagnies:
- Avis d'annulation de lettres patentes 3839
- Demande d'abandon de charte 3832
- Dissoutes 3823
- Divers 3842
- Lettres patentes 3784-3839
- Lettres patentes supplémentaires 3818
- Sièges sociaux 3847

Compagnies étrangères 3839

Demandes à la législature 3852

Liquidation des compagnies 3855

Ministères:
- Affaires municipales 3855
- Industries et Commerce 3924
- Institutions financières 3862
- Terres et forêts 3864
- Travail et main-d'oeuvre 3920
- Voirie 3866

Nomination:
- Président d'élection 3854

Proclamations 3867

Régie de l'électricité et du gaz 3865

Régie des marchés agricoles du Québec 3921

Soumissions 3871

Syndicats professionnels 3865

Vente d'effets non réclamés 3887

Vente par licitation 3888

Ventes par shérifs 3897

Ventes pour taxes 3888

Ventes sous la Loi de faillite 3896

SUMMARY

Applications to legislature 3852

Appointment:
- Returning officer 3854

Change of Name Act 3829

Companies Act:
- Application for surrender of charter 3832
- Dissolved 3823
- Head offices 3847
- Letters patent 3784-3839
- Miscellaneous 3842
- Notice of annulment of letters patent 3839
- Supplementary letters patent 3818

Cooperative Associations 3826

Departments:
- Financial Institutions 3862
- Industry and Commerce 3924
- Labour and Manpower 3920
- Lands and Forests 3864
- Municipal Affairs 3855
- Roads 3866

Extra-Provincial Companies 3839

Electricity and Gas Board 3865

Miscellaneous notices 3828-3926

Orders in Council 3913

Proclamations 3867

Professional Snydicates 3865

Québec Agricultural Marketing Board 3921

Sales by licitation 3888

Sales by Sheriffs 3897

Sale for taxes 3888

Sale for Unclaimed Baggage 3887

Sale under Bankruptcy Act 3896

Savings and credit union 3827

Tenders 3871

Winding-Up Act 3855

IMPRIMÉ AU CANADA

PRINTED IN CANADA

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

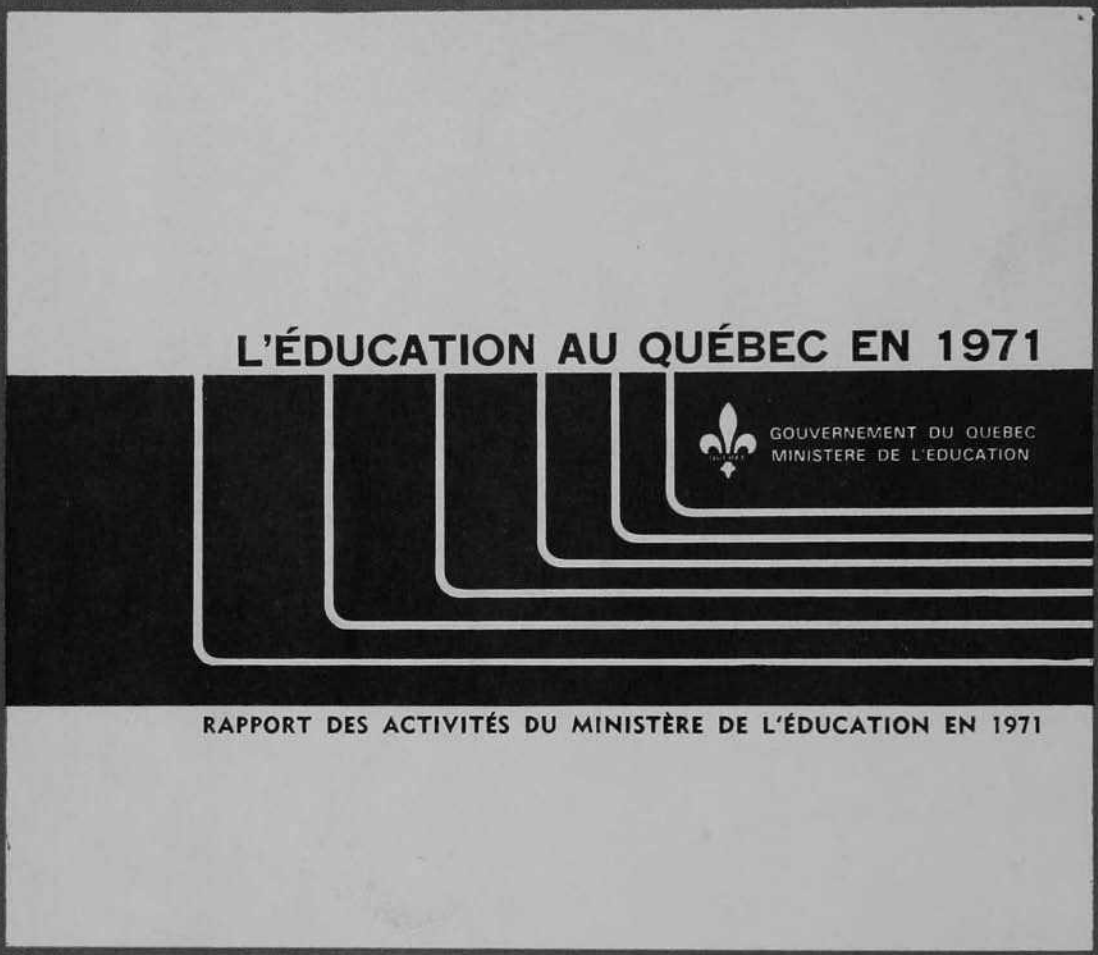
"Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



$3.00

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest